

FONDATION NATIONALE DES SCIENCES POLITIQUES
27, rue Saint-Guillaume -75341 PARIS CEDEX 07
SERVICE DES ARCHIVES D'HISTOIRE CONTEMPORAINE

Archives Patrick WEIL
Inventaire établi par Florence SCALBERT



FONDATION
NATIONALE
des SCIENCES
POLITIQUES

septembre 1991

INTRODUCTION

Historique du fonds

Ce fonds a été remis au Service des Archives de la Fondation Nationale des Sciences Politiques par Patrick WEIL, directeur de recherches à la FNSP.

En raison de leur caractère récent, la consultation de ces archives est soumise à réserves. Le délai de trente ans s'appliquera notamment pour la divulgation du nom des auteurs des documents d'archives gouvernementales.

Présentation du fonds

Ce fonds traite de la politique d'immigration en France de 1981 à 1986 et plus particulièrement sous le ministère de Georgina DUFOIX (G. DUFOIX a été secrétaire d'Etat auprès du ministère des Affaires Sociales et de la Solidarité nationale, chargée de la famille, de la population et des travailleurs immigrés de 1983 à 1984 puis Ministre des Affaires Sociales et de la Solidarité nationale de 1984 à 1986).

Le gouvernement a axé sa politique d'immigration autour de deux pôles : l'insertion des populations étrangères en situation régulière et la maîtrise des flux migratoires.

D'une part, le gouvernement a marqué sa volonté de mettre fin à la situation de précarité que connaissaient les communautés étrangères (d'autant que 70% des étrangers résidaient en France depuis au moins dix ans) en créant le titre unique de séjour et de travail, en adoptant des mesures significatives visant à favoriser la participation des étrangers à la vie économique, sociale et politique de la France.

D'autre part, une fois terminée l'opération de régularisation de 1981, le gouvernement s'est efforcé de maîtriser le flux migratoire en contrôlant le marché du travail (c'est en effet lui qui "aspire" l'immigration). En raison des difficultés économiques, le gouvernement a finalement reconduit la politique du retour, mais sur la base du volontariat et en s'assurant par des accords de coopération avec les pays concernés, des bonnes conditions de réinsertion du travailleur dans son pays d'origine.

Une autre originalité de la politique du gouvernement a été le souci constant de situer son action dans un cadre international. Le gouvernement français a donc instauré un dialogue et une coopération accrue tant avec les pays d'origine des migrants qu'avec les autres pays européens confrontés eux aussi aux questions de l'immigration.

Le chercheur trouvera dans ce fonds des renseignements - sur l'élaboration des mesures prises en Conseil des Ministres, par les différents services compétents du ministère, sur les questions juridiques qui se sont alors posées - sur les campagnes de communication visant à favoriser une meilleure compréhension entre les différentes communautés. Un important dossier est consacré aux missions effectuées à l'étranger et aux accords de coopération entre la France et les principaux pays d'immigration. Enfin, il est à noter la présence d'un dossier concernant l'immigration dans les DOM-TOM.

Bibliographie

- Ministère des Affaires Sociales et de la Solidarité nationale. Documents Affaires Sociales - 1981-1986 : une nouvelle politique de l'immigration.
- Christian NGUYEN, le droit de l'immigration. PUF, 1988.

PLAN DETAILLE DE L'INVENTAIRE

CADRE DE LA POLITIQUE GOUVERNEMENTALE

Droit International	p. 1
Structures et Actions de l'Administration	
DPM (Direction Populations et Migrations)	p. 2
Corps préfectoral	p. 3
CNPI (Conseil national des Populations immigrées)	p. 4
FAS (Fonds d'Action social pour les Travail- leurs migrants)	p. 6
Budget	p. 8
Ministère Dufoix	p. 10

LE DROIT AU SÉJOUR

Réglementation sur le séjour et les titres de travail

Loi n°81-973 du 29 octobre 1981	p. 15
Cartes de séjour et de travail	p. 15
Situations particulières	p. 16

Etrangers en situation irrégulière

Opération de régularisation, 1981	p. 18
Le travail clandestin	p. 20
Contrôle des étrangers en situation irrégulière et reconduite aux frontières	p. 21

Le Regroupement des Familles

p. 23

Le Titre Unique

p. 24

Le cas des DOM-TOM

p. 27

RETOUR ET REINSERTION

Législation sur l'aide au retour

1981-1985	p. 30
Dossiers thématiques sur la réinsertion	p. 33
Le cas du Portugal	p. 36

LES REGIMES SPECIAUX

Algérie

Textes officiels sur le séjour et l'emploi des Algériens en France	p. 39
Accord sous forme d'échange de lettres du 18 septembre 1980	p. 39
Relations France-Algérie, 1983-1985	p. 41
Déplacements d'enfants issus de couples franco-algériens	p. 45

Maroc

Relations France-Maroc, 1983-1985	p. 47
-----------------------------------	-------

Tunisie

Relations France-Tunisie, 1983-1985	p. 51
-------------------------------------	-------

Notes concernant le Maghreb	p. 53
------------------------------------	--------------

POLITIQUE DE COMMUNICATION ET D'INTEGRATION

Emissions de Radio et Télévision pour les travailleurs migrants

Emissions 1980-1985	p. 55
Mosaïque	p. 57

Campagne Vivre Ensemble

Sondages	p. 58
Brochure Vivre Ensemble	p. 58

Campagne Vivre Ensemble, 1983-1984 et bilan 1985	p. 58
Dossier MC Conseil	p. 60

Le Logement des Immigrés

Notes générales	p. 61
Résorption des cités de transit du département de Seine-Saint-Denis	p. 62
Contrats d'agglomération	p. 62

Associations pour les Immigrés

Partis et syndicats face aux Immigrés	p. 62
Associations d'aide aux Immigrés	p. 63

NATIONALITE

Textes législatifs	p. 66
Questions de nationalité entre la France et l'Algérie	p. 69
Divers	p. 70

INDEX	p. 71
--------------	-------

ANNEXE	p. 77
---------------	-------

DEVELOPPEMENT DES PRINCIPAUX SIGLES

ADRI	Agence pour le développement des relations interculturelles
AFFPA	Agence nationale pour la formation professionnelle des adultes
ASSEDIC	Association pour l'emploi dans l'industrie et le commerce
CAIF	Conseil des Associations d'Immigrés en France
CEE	Communauté économique européenne
CGT	Confédération générale du Travail
CIM	Comité Intergouvernemental pour les Migrations
CIMADE	Comité Intermouvement auprès des Evacués - Service œcuménique d'Entraide
CNLI	Commission Nationale pour le logement des Immigrés
CNMOE	Commission Nationale de la Main-d'Oeuvre Etrangère
CNPF	Conseil national du patronat français
CNPI	Conseil National des Populations Immigrées
CRIFI	Commission Régionale pour l'Insertion des Populations
DDASS	Direction départementale des Affaires sociales
DOM-TOM	Département d'Outre-Mer - Territoire d'Outre-Mer
DPM	Direction Population et Migration
FAS	Fonds d'Action Social pour les Travailleurs Migrants
FASTI	Fédération des Associations de Solidarité avec les Travailleurs Immigrés
FNE	Fonds national pour l'emploi
GISTI	Groupe d'Information et de Soutien des travailleurs Immigrés
MRAP	Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples
ONI	Office national d'immigration
PC	Parti Communiste
PS	Parti Socialiste
SSAE	Service social d'aide aux Emigrants
UNEDIC	Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce
URSSAF	Union pour le recouvrement des cotisations de Sécurité Sociale et des Allocations familiales

LISTE DES PRINCIPALES ABRÉVIATIONS

AN	Assemblée nationale
a/s	au sujet de
broch.	brochure
CA	Conseil d'administration
c.d.v.	carte de visite
ch.	chapitre
c.p.	coupures de presse
extr.	extrait
f.	feuille
JO	<i>Journal Officiel</i>
l.d.(s.)	lettre dactylographiée signée
M?	auteur non identifié
m.s.	manuscrit
p.	page
P.v.	procès-verbal
s.d.	sans date

WE 1 /20

CADRE DE LA POLITIQUE GOUVERNEMENTALE

DROIT INTERNATIONAL

WE 1 Politique communautaire des mouvements migratoires :

- Données démographiques de la Communauté Européenne (1 dossier).
- 1 extr. de publication de l'Office des Publications officielles des Communautés européennes, s.d.
- Projet de document sur les éléments d'une politique communautaire des mouvements migratoires, 9 septembre 1983

Session du Parlement Européen, 1983 :

- documents de séance du Parlement européen, 1983-1984 : rapport sur le problème des travailleurs migrants, 17 octobre 1983 + extr. du p.v. du 18 novembre 1983 + le point de la session, 14-18 novembre 1983.
- Note MASSOT a/s présidence française de la Communauté : concertation européenne en matière de lutte contre la migration illégale, 21 novembre 1983 + projet de résolution.
- Note MASSOT sur la préparation du comité technique libre circulation du 6 décembre 1983 + p.v. du comité.
- Réponse à une question écrite.

Session du Parlement Européen, 1984 :

- Résolution de la Confédération européenne des syndicats concernant les travailleurs immigrés et les membres de leurs famille, 30 janvier 1985.
- P.v. MASSOT de la réunion du comité technique sur la libre circulation (Bruxelles, 22 janvier 1985).
- Commission des Communautés européennes : Orientations pour une politique communautaire des migrations, mars 1985 + note C.H. FILIPPI au secrétaire général du comité interministériel pour la CEE, 1er avril 1985 + 2 projets de compte-rendu.
- 1 p. s.d.

WE 2 Négociations pour l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans la CEE ("Libre circulation") (4 pièces).

La France et les pays frontaliers

- France - RFA a/s suppression des formalités aux frontières pour Etats membres de la CEE : Conseil des Ministres du 20 juin 1984 et sommet de Fontainebleau, juin 1984 (9 pièces) + décret n° 84-748 du 1er août 1984 + texte de l'accord de Schengen entre la France, le BENELUX et la RFA, 14 juin 1985.
- Contentieux France-Grande-Bretagne sur les "excursions sans passeport", juin-septembre 1983 (13 pièces).
- France-Italie : problème de l'immigration clandestine via l'Italie (2 pièces).

Etudes

- Questionnaire de la commission des Affaires Etrangères de l'Assemblée Nationale française a/s politique de l'immigration dans les principaux pays industriels en 1981-1982.
- Note MASSOT a/s politiques européennes en matière d'immigration familiale : du laissez faire aux états d'âme, 5 janvier 1984.
- Note GILLETTE a/s RFA-retour des Immigrés, 28 février 1984 + annexes.
- Notes a/s systèmes suédois, belge, allemand, néerlandais, luxembourgeois d'immigration familiale, octobre-novembre 1984.
- Alan DOWTY : "Contemporary emigration policies : the rebirth of controlled movement", 1985.
- Note d'information de l'ambassade de France à Bonn a/s quelques aspects de la politique d'intégration des étrangers en RFA, 1er avril 1985.
- Inactifs étrangers de quatre nationalités, dans trois pays membre de la CEE, 1980.

STRUCTURES ET ACTIONS DE L'ADMINISTRATION

DPM (Direction Population et Migrations)

WE 3

- Photocopie de plaquette ADRI.
- Note GILLETTE a/s organigramme du ministère, mai 1984.
- Historique
- Responsabilités gouvernementales et administratives en matière de population migrations et famille depuis 1945.
- Schémas d'organisation du ministère du Travail et de la Participation, 1978 et 1979.
- feuillets m.s.
- Note sur la politique d'immigration, 22 mai 1981.
- Note sur les programmes d'action sociale en faveur des Communautés étrangères, 9 juin 1981.

WE 4

Textes, notes et bilan d'activité concernant la DPM

- Arrêté du 9 septembre 1983.
- Note de service MASSOT relative à l'organisation de la DPM, 24 novembre 1983 + note, octobre 1984.
- Attributions des agents (4 pièces).
- Note relative aux agents de la DPM non affectés à une sous-direction + réponses à des questionnaires de M. PASCAL a/s DPM.
- Note DUFOIX a/s organisation des relations internationales du ministère + Note MASSOT sur la cellule questions internationales de la DPM, novembre 1983 + organigrammes (5 pièces).
- Bilan des activités de la direction de la DPM en 1983.
- Echange de correspondance MASSOT/GILLETTE a/s rôle de la DPM, mai 1983.
- Echange de correspondance MASSOT/GILLETTE a/s compétences de la DPM et de la CNLI, octobre 1983.
- note André LEBON a/s programme d'activité pour 1984.
- Note d'information 1984.
- Note d'information 1985.

Sous-direction de la démographie, des mouvements de population et des questions internationales :

- Note Jean DULIEGE a/s préparation du programme d'activité 1984 + 5 annexes, 10 janvier 1984.
- Note sur les attributions et le rôle du Bureau DM3.
- Note sur les attributions du Bureau DM2 + Activités récentes et futures de la DPM dans le domaine international (problèmes liés aux migrations), 24 juillet 1984.
- Calendrier des Relations Internationales au 1er semestre 1985.

Sous-direction des Communautés immigrées et des Affaires générales :

- Note relative au programme de travail 1984, 11 janvier 1984.
- Note de programme des Bureaux CI1 CI2
- Programme d'activité de la documentation, 15 février 1985.
- Note sur les problèmes de communication, septembre 1984.
- Fiche relative aux interventions sociales.

Sous-direction des naturalisations :

- Note sur la sous-direction des naturalisations, 30 juillet 1984 + Programme (6 pièces).
- Intervention du Secrétaire d'Etat devant les agents de la DPM, 5 juillet 1984.
- Projet de circulaire générale de la DPM (1984?).
- Note du ministère des Affaires Sociales a/s présentation générale de la DPM + notes DPM n°1 à 9 (n°8 manquant), 1985? + c.p.

WE 5 Structures de l'Administration de la DPM

- Demandes en emplois nouveaux + demandes de matériel.
- Dossiers de recrutement
- Syndicats.

Contrôleurs spécialisés, juin 1983 (2 pièces)

Corps préfectoral

WE 6 Textes antérieurs

- Décret n°70-753 du 19 août 1970 relatif à l'organisation des missions régionales.
- Circulaire PSM n°06-73 du 27 mars 1973 relative à la constitution de comités consultatifs départementaux d'action sociale au profit des travailleurs étrangers.
- L.d. de Paul DIJOURD, secrétaire d'Etat à M. le Préfet, 25 novembre 1974.
- Liste des coordonateurs départementaux en matière d'immigration (1976), (1981).
- Décret n°79-989 du 21 novembre 1979 relatif aux chargés de mission départementaux pour le développement économique et la promotion de l'emploi + note + circulaire de Raymond BARRE aux préfets, 4 juillet 1980.

1981-1984

- Note NGUYEN VAN YEN l'attention de M. AUTAIN a/s création d'emplois de délégués régionaux chargés des Immigrés, s.d.
- L.m. du 5 novembre 1981 sur le bilan des coordonateurs départementaux + réponses des préfetures (9 pièces).
 - Note Pierre MAUROY a/s organisation des services extérieurs de l'Etat dans les départements et les régions, 6 mars 1982.
- Note Jean DULIEGE a/s "nomination de sous-préfets impulseurs", 19 janvier 1984.

Réunions du corps préfectoral

- Note MASSOT a/s suppression ou maintien des différents organismes consultatifs fonctionnant au niveau départemental ou régional, 16 février 1984.
- réunion du 16 mars 1984 : projet de travail + liste des sous-préfets chargés du problème des Immigrés + échange de correspondance DUFOIX/DEFFERRE a/s nomination de sous-préfets (4 pièces).

- réunion du 19 avril 1984 : convocation + Aide-mémoire + ordre du jour + note Jean BLOQUAUX + candidature d'A. DELPONT.
- réunion du 5 février 1985 : convocations + ordre du jour + liste des sous-préfets + note NGUYEN a/s intervention du Ministre + p.v.
- réunion du 15 octobre 1985 : ordre du jour + rapport de contrôle de la préfecture du Puy-de-Dôme par Yves ROBERGE et Gaston HEURLEY.

CNPI (Conseil National des Populations Immigrées)

WE 7 Réforme de la Commission nationale de la main-d'oeuvre étrangère (CNMOE) et décret du 28 mai 1984 portant création du CNPI et arrêtés

- 2 notes du ministère de l'Urbanisme et du Logement, 25 avril et 21 juin 1983.
- Note MASSOT, 26 mai 1983.
- Note DEFFERRE, 9 juin 1983.
- Projet de décret, octobre 1983.
- Echange de correspondance Ministre des Relations Extérieures/Ministre des Affaires Sociales, novembre 1983 + projet de décret.
- Rédaction de l'article 1, 24 août + rapport au Premier Ministre, s.d. + décret.
- Texte du décret au JO.

WE 8 Elaboration du décret n°84-399 du 28 mai 1984 (novembre 1983-mai 1984)

- Note NGUYEN a/s mise en place du nouveau CNPI, 17 novembre 1983 + réponse PERRAudeau, 12 décembre.
- Note GILLETTE, 8 décembre + projet de décret + réponses Gilles JOHANET et Hubert LESIRE OGREL.
- f. m.s., décembre-janvier.
- Téléx, 20 décembre .
- L.d.s. Gaston DEFFERRE à Georgina DUFOIX, 12 janvier.
- Projet de décret au 20 janvier.
- Note a/s conférence de presse du CAIF (Conseil des Associations Immigrées en France), 20 janvier.
- Notes MASSOT à GILLETTE, 2 février.

Modalités de la désignation des représentants syndicaux au sein du CNPI :

- Note MASSOT, directeur de la DPM, 13 février.
- Note Jean CHAZAL, directeur des Relations du Travail, 15 février.
- Note MAUROY, 14 novembre 1983.
- Note MASSOT, 21 novembre.
- Note MASSOT a/s lettre de la CGPME (Confédération Générale des Petites et Moyennes Entreprises), 17 mai.
- Note CFDT, 16 mai.
- Note GUYEN a/s nominations au CNPI, 17 février + notes m.s. du 30 mars.
- Correspondance de la CIMADE, 20 février.
- L.d.s. Amicale des Algériens en Europe, 14 mars.
- Note DULIEGE a/s réunion du CNPI, 2 avril.
- projets de décret + notes m.s. et dact. GILLETTE a/s CNPI, 16 avril - choix des représentants des populations immigrées et des personnalités qualifiées membres du CNPI, 5 avril + l.d. G. DEFFERRE à G. DUFOIX, 27 avril + l.d. G. DUFOIX au Premier Ministre, 26 avril 1984.
- Liste provisoire des membres du CNPI, 27 avril.
- Echange de correspondance MASSOT/NGUYEN a/s installation du CNPI, avril-mai.
- L.d. ministère des Relations Extérieures, 29 mai.
- L.d. Ministre délégué à la Culture, 9 mai 1984.
- Désignation du représentant du ministère de la Justice, 1 er juin.
- 1 f. m.s., 4 juin.

- Installation du CNPI : notes du 16 avril, 2 mai, 7 juin.
 - Projet de décret, s.d. + notes m.s.
- 2 dossiers curriculum vitae des membres du CNPI.

WE 9 Modifications au décret par les décrets n°84-640 du 17 juillet 1984 et n°85-455 du 23 avril 1985

- Arrêté du 5 juin 1984.
- Réaction du ministère des Affaires Sociales et de la Solidarité Nationale chargé de l'emploi, à la publication du décret au JO, 6 juin 1984.
- Note pour MASSOT a/s modification du décret, 21 juin.
- Projet de décret modifiant la composition du CNPI.
- Note m.s. pour Gilles JOHANET a/s modifications.
- Représentation du CNPF (Conseil National du Patronat Français) au CNPI : l.d. 29 mai et 6 juillet.
- Arrêté du 5 juillet 1984.
- Décret du 17 juillet 1984.
- Projet de modification au décret n°84-640 du 17 juillet 1984 instituant un Conseil National des Populations Immigrées.
- Conditions de prise en charge des salariés membres des instances consultatives ou décisionnelles du secteur de l'immigration, 29 août, 1^{er} octobre.
- Note a/s lettre de Pierre SCHIELE, sénateur du Haut-Rhin, septembre.
- Note Jasna ROMON à G. DUFOIX a/s rencontre avec les membres du CNPI, signataires d'une lettre.
- Note NUCCI a/s commission Coopération-Développement, 11 janvier 1985.
- Arrêté du 23 avril 1985.

WE 10 Réunions du CNPI (1984-1985)

Réunion d'installation du CNPI, 7 juin 1984 :

- canevas d'intervention du Ministre + communiqué de presse + projet de p.v. + 1 dossier de préparation.

Réunion du CNPI sur l'Education des jeunes d'origine étrangère, 10 juillet 1984 :

- message de Georgina DUFOIX + p.v. de réunion et modifications + dossier de préparation.

Réunion du 1^{er} octobre 1984 :

- projet de motion + canevas d'intervention du Ministre + projet de p.v. de réunion + dossier de préparation + dossier sur les Jeunes.

Réunion du CNPI sur le Regroupement familial, 26 novembre 1984 :

- Intervention du Ministre + dossier de préparation + projet de décret du Conseil d'Etat modifiant le décret n° 76-383 relatif aux conditions d'entrée et de séjour des familles des étrangers autorisés à résider en France, novembre 1984 + communiqué + p.v. de réunion.

Réunion du CNPI sur la vie locale, 18 mars 1985 :

- dossier de préparation + p.v. de réunion.

Réunion du CNPI sur le débat parlementaire immigration, 29 mai 1985 :

- (2 pièces).

Réunion du CNPI sur le logement des familles immigrées, 28 juin 1985 :

- planning.

Réunion du CNPI sur le logement des familles immigrées, 4 juillet 1985 :

- p.v. de réunion.

Réunion du CNPI sur la nationalité, 17 octobre 1985 :

- p.v. de séance.

Réunion du CNPI sur les Jeunes issus de l'immigration, 12 décembre 1985 :

- dossier de préparation + documentation.

le FAS (Fonds d'Action social pour les travailleurs migrants)

WE 11 Origines de la réforme

Présentation du FAS

- Textes organiques du FAS.
- Fiche sur le FAS.
- Le FAS, aujourd'hui et demain.

Rapports de la Cour des Comptes et de l'Inspection Générale des Affaires Sociales

Rapports de la Cour des Comptes

- Référé de la Cour des Comptes n° 3935, 21 août 1980
- Notes m.s. a/s le référé et de la réponse du Ministre du Travail.
- Réponse du ministère du Travail et de la Participation, 28 avril 1981 + rapport.
- Dossier : suite du rapport et des référés, 7 août 1981.
- Rapport de la commission des suites, août 1982.

Rapport de l'IGAS

- l.d. de mission, août 1981.
- Rapport, janvier 1982.
- Notes m.s.
- 1 dossier sur le FAS.

Budget 1982

- Premier questionnaire de la commission des Affaires culturelles, familiales et sociales de l'Assemblée Nationale.

dossier organisation

- questionnaire sur les délais, septembre 1981.
- Dossier organisation : f.m.s., septembre 1981 + proposition de loi PCF.
- les associations, f. m.s.
- dossier : instructions DPM.
- commentaires extérieurs sur le FAS.

Conseil d'Administration

- 1978 : l'Action et les réalisations du FAS, 1976-1978.
- p.v. de séance du 21 mai 1980.
- organigramme, 1981.
- séance du 10 juin 1981 : rapport sur le compte financier de l'exercice 1980 + p.v. + dépenses et recettes mensuelles 1979, 1980, 1981 + mouvements de trésorerie + engagements depuis 1973 + paiements de 1973 à 1981 + crédits de programme de 1973 à 1981 + avances.
- séance du 17 mars 1982 : intervention des partenaires sociaux a/s rapport de l'IGAS(1 dossier).
- p.v. de la séance du 15 décembre 1982 + état des concours 1982 et des demandes 1983 + analyse sectorielle et régionalisée des financements accordés par le FAS en 1982.
- Dossier préparatoire à la journée de réflexion du CA du 23 septembre 1983.
- Motion du CA du 12 juillet 1984.
- FAS : quelques chiffres caractéristiques, 18 avril 1985.

WE 12 élaboration du décret de 1983

- Note du Ministre de la Solidarité Nationale au Premier Ministre a/s projet de réforme du FAS, 8 juin 1982 + rapport au Premier Ministre.
- Schéma d'intervention à Matignon, juin 1982.
- P.v. de la réunion interministérielle du 16 juin 1982 + projet de décret.
- Communiqué du Conseil des Ministre du 30 juin 1982.
- Projet de décret relatif à l'organisation de l'action sociale en faveur des travailleurs immigrés et de leurs familles, 18 août 1982.
- Note pour le Ministre a/s modalités de désignation des représentants des communautés immigrées au Conseil d'Administration du FAS, 2 septembre 1982.
- projet de décret du 20 septembre 1982.
- l.d. Claude CHEYSSON à P. BEREGOVOY, 5 octobre 1982.
- Note Etienne CECCALDI à l'attention de P. BEREGOVOY, 16 octobre 1982.
- Note du Ministre des Affaires Sociales au Premier Ministre, 8 novembre 1982.
- Note Jean-Charles NAOURI, 25 novembre 1982.
- Projet de décret modifié par DELEBARRE et signé par FABIUS, 22 décembre 1982.
- Projet de décret signé par Jack RALITE.
- Projets de décret, s.d.
- Décret n°83-28 du 18 janvier 1983 relatif à l'organisation de l'action sociale en faveur des travailleurs immigrés et de leur famille.
- Concertation avec les syndicats : échange de correspondance AUTAIN / BEREGOVOY et Force-Ouvrière, décembre 1982.

Elaboration du décret au sein de la DPM

- Notes m.s. a/s réforme du FAS, 14 mai 1982.
- Note PERRAUDEAU, 15 mai 1982.
- P.v. m.s. de réunion du groupe de travail CNMOE du 27 mai 1982.
- Note PERRAUDEAU à F. AUTAIN a/s composition du Conseil d'Administration du FAS, 26 mai 1982.
- Note Pierre GRANDJEAT a/s consultation des représentants des employeurs et des salariés à la Commission Nationale de la Main-d'oeuvre étrangère sur le projet de réforme du FAS, 2 juin 1982.
- 2 versions du décret.
- Note P. GRANDJEAT + projet de décret n°1 + note a/s préparation de la réforme du FAS.
- Note a/s informations à porter à la connaissance de Daniel FABRE sur la composition du CA du FAS et des commissions régionales, 12 juin 1982.
- projet n°2.
- Réunion du 14 juin 1982.
- P.v. m.s. de réunion du groupe de travail des 23 et 24 juin 1982.
- Note Guy LE MOIGNE a/s projet de décret relatif à l'organisation de l'action sociale en faveur des travailleurs immigrés et de leur famille, 13 juillet 1982.- Rédactions des articles.
- Note F. AUTAIN à la DPM a/s mise en place de la réforme du FAS : programme 1983, 5 août 1982.
- Note GRANDJEAT, 13 août 1982.
- Rédaction du 15 août 1982.
- Note PERRAUDEAU a/s remarques par rapport au projet de note de la DPM sur la réforme du FAS, s.d.

WE 13 textes d'application du décret

Arrêté a/s nomination des administrateurs du FAS

- arrêté + projet.

Circulaire du Ministre de la Formation Professionnelle et du secrétaire d'Etat chargé des Immigrés relative aux actions de

Circulaire du Ministre de la Formation Professionnelle et du secrétaire d'Etat chargé des Immigrés relative aux actions de formation en faveur des Immigrés financées ou cofinancées par le FAS. 3 février 1983.

Circulaire n°8318 : mise en oeuvre du décret 83.28 du 18 janvier 1983

- p.v. de la réunion interministérielle tenue le 24 janvier 1983.
- Notes a/s composition des commissions régionales pour l'insertion des populations immigrées - participation, à titre consultatif, de représentants des caisses, 20 et 23 décembre 1982, 7 mars 1983.

préparation de la circulaire

- rédaction du 4 mai + ancien projet de circulaire.
- I.d. Gaston DEFFERRE, Ministre de l'Intérieur a/s circulaire + remarques sur la circulaire.
- Notes m.s. du 17 mai + I.d. de Lucien VOCHER, préfet au Ministre des Affaires Sociales, 9 février 1983 + p.v. de la réunion du 4 février 1983.
- Note MASSOT, directeur de la DPM, 20 mai 1983.
- Version du 20 mai 1983 +1 annexe .
- Version du 26 mai 1983.
- Versions, s.d.

circulaire d'application diffusée par la DPM

- texte du 2 juin.
- texte du 9 juin.

Compétence du FAS dans les DOM-TOM

- Echange de correspondance GILLETTE/ NAOURI + note Gilles CAZANAVE a/s projet de loi famille - compétence du FAS, mars-avril 1984.
- Note NGUYEN a/s rapport sur la mission SEDETOM-SEFPTI immigration en Guyane et en Guadeloupe, 6 janvier 1984.

WE 14 Budget

- Evolution de la trésorerie, 1979.
- Note de la DPM a/s situation des crédits budgétaires de l'exercice 1983 gérés par la DPM, 7 novembre 1983 + annexe.
- Situation des crédits du chapitre 47-81, art. 10 au 26 octobre 1983.
- Note LE MOIGNE a/s collectif 1983, 16 novembre 1983.
- Fiche de consommation des crédits pour les contrats et pré-contrats en 1983.
- 3 p. m.s.
- Note LE MOIGNE a/s crédits gérés par la DPM.
- Note LE MOIGNE a/s ch. 47-81 art. 10, 28 décembre 1983.
- Note MASSOT a/s situation du ch. 47-81 au regard du collectif budgétaire, 14 décembre 1983.
- Affectation des crédits budgétaires gérés par la DPM en 1984.
- Note a/s crédits ch. 47-81 : accompagnement social des reconduites, 8 janvier 1984.
- Tableau évolutif des crédits ouverts pour les années 1981 à 1985, 27 avril 1984.
- 1 p. m.s.
- Note MASSOT a/s crédits affectés à l'accueil des réfugiés, 29 mai 1984.
- Modifications à la fiche DPM, situation des crédits du ch. 47-81 art. 10, 26 avril 1984.
- Note DUFOIX à P. BEREGOVOY a/s crédits immigrés, 3 mai 1984.
- Etat des crédits DPM au 9 juin 1984.
- Situation des crédits du ch. 47-81 au 15 juillet 1984.
- DPM, budget 1984.
- Note NGUYEN a/s projet de LFI 1985, secteur immigration-insertion, 2 août 1984.
- Commission nationale pour le développement social des quartiers, ventilation du budget 1984.
- Note LE MOIGNE a/s budget 1985, Affaires Sociales et Solidarité Nationale, dossier d'arbitrage, 29 juin 1984.

- Note Bernard MENASSEYRE, directeur de l'administration générale et du budget a/s préparation du budget 1985 + dossier-type, 28 novembre 1983.
- Note NGUYEN a/s préparation du budget 1985- perspectives budgétaires, 19 janvier 1984.
- Note NGUYEN m.s., 14 janvier 1984.
- Note GIRARD, 21 mars 1984.
- Note Bernard MENASSEYRE a/s crédits 1984 : ch. 34-02 art. 13, 23 mars 1984.
- Note P. BEREGOVOY, 17 avril 1984.
- Note MASSOT a/s ch. 47-81 art. 50 par. 10 "accueil des réfugiés", 18 juin 1984 + tableau.
- Note RAYMOND a/s budget 1985, 17 juillet 1984.
- Note NGUYEN a/s ch. 47-81 art. 10, 24 août 1984.
- Note YAHIEL a/s opérations de retour-réinsertion, 18 septembre 1984.
- Note YAHIEL a/s crédits du 47-81, 25 septembre 1984.
- Echange de correspondance Michel YAHIEL/ NGUYEN a/s crédits du 47-81 + interventions en faveur de la population des migrations et des rapatriés, octobre 1984.
- Ch. 47-81 art. 50, accueil des réfugiés, 18 octobre 1984.
- Note MASSOT a/s ch. 47-81, virements de crédits, 6 novembre 1984.
- Note NGUYEN a/s affectation des crédits supplémentaires obtenus de l'Assemblée Nationale pour le budget 1985, 19 novembre 1984.
- Ch. 47-81 art. 31-32.
- Echange de correspondance Michel YAHIEL/ NGUYEN a/s financement du conseil national de prévention et de délinquance, février 1985.
- Préparation du budget 1985, dépenses ordinaires, s.d.

Débat budgétaire

- Avis présenté au nom de la commission des Affaires Etrangères sur le projet de loi de Finances pour 1984.
- Budget 1984 : premier questionnaire de la commission des Affaires Culturelles, Familiales et Sociales.
- Budget 1984 : premier questionnaire de la commission des Affaires Etrangères.
- Loi de Finances 1984 : amendement n°9 présenté par le gouvernement à l'Assemblée Nationale en seconde délibération, 9 décembre 1983.
- Budget 1984 : premier questionnaire de la commission des Finances du Sénat.
- Note NGUYEN a/s relations avec la commission des Affaires Sociales de l'Assemblée Nationale, 12 avril 1984.
- Domaine 4 : interventions en faveur de la DPM + notes YAHIEL et LE MOIGNE, octobre 1984.
- Avis présenté au nom de la commission des Affaires Etrangères sur le projet de loi de Finances pour 1985.
- Note FILIPPI a/s débat budgétaire, 30 octobre 1984.
- Note VIDANA a/s avis présenté par la commission des Affaires Etrangères sur le projet de loi de Finances pour 1985, 9 novembre 1984.
- Question d'ANDRE (RPR) lors du débat budgétaire sur le montant des prestations familiales versées aux étrangers depuis 1981.
- Intervention du Ministre a/s immigration dans le débat budgétaire, 13 novembre 1984.
- Ministère des Affaires Sociales et Ministère du Travail : Budget de 1985 - répartition des crédits, nomenclatures d'exécution (2 vol.).
- JO, 31 décembre 1984.
- Avis présenté au nom de la commission des Affaires Etrangères sur le projet de loi de Finances pour 1986.

Ministère Dufoix

WE 15 Période antérieure et divers

François AUTAIN, secrétaire d'Etat

- Séminaire de Jouy-en-Josas a/s régularisation exceptionnelle et politique d'immigration, novembre 1981.
- Communications de F. AUTAIN au comité interministériel du 6 avril et au Conseil des Ministres du 7 avril.
- Les grandes orientations de la politique du gouvernement pour les Immigrés, 7 avril 1982 +dossier complémentaire (5 sous-chemises).
- Note J.Pierre DINTILHAC a/ mission en Corse, 24- 26 août 1982.
- Extr. de l'introduction du rapport GASPARD, 20 octobre 1982.
- Etude des textes en vigueur sur l'immigration familiale, 14 décembre 1982.
- Rencontre du 28 avril 1983 à Marignane.
- Possibilité de réduction progressive des aides du FAS aux foyers, mars 1983
- Notes m.s., mai-juin 1983.
- Statistiques du ministère de l'Intérieur sur les étrangers en France, 31 décembre 1982.
- Statistiques de l'ONI, novembre 1983.
- *Presse-Info Migrations*, 7 février 1983.

WE 16 Comité interministériel du 2 août 1983

Réunion interministérielle du 21 avril 1983

- Notes MASSOT a/s : attitude des autorités étrangères vis-à-vis de leur émigration en France, - principaux problèmes relatifs à l'immigration au printemps 1983 - évolution du statut des Algériens en France depuis 1962.

Comité interministériel du 2 août 1983

- 2 notes annexes à l'attention de M. DELEBARRE sur les mesures étudiées au premier comité interministériel sur les Immigrés, 25 juillet 1983.
- Propositions pour la politique à l'égard des communautés d'origine étrangère, 52 p., 11 juillet + version du 2 août.
- L.d. G. DUFOIX au Premier Ministre, 11 juillet.
- 2 notes MASSOT a/s observations relatives aux propositions du 11 juillet.
- Note Johanet à l'attention de M. DELEBARRE a/s préparation du comité.

Points étudiés

- n°1, 2 et 4 : circulaire du Ministre de l'Intérieur sur le contrôle des irréguliers, la reconduite et les cas d'infraction renouvelée.
- fiche d'information - mesure 6
- n°10 : travailleurs saisonniers : réduction du champ et augmentation du taux de remboursement.
- n°11 : travailleurs saisonniers : réduction de la durée des contrats.
- n°12 : réinsertion : définir des objectifs.
- n°13 : réinsertion : assouplir les conditions.
- n°14 : réinsertion: transfert des prestations sociales.
- n°15 réinsertion : information.
- n°16: réinsertion : mesures nouvelles.
- n°17 : suppression des restrictions à un métier ou à une région.
- titre unique de séjour/travail.
- n°19 : délivrance des cartes.
- n°20 : informations à l'usage des mineurs nés en France de parents étrangers.
- n°28 : positions de l'ONI (Office national d'Immigration).
- n°39-40 encouragement aux entreprises.
- n°51-54 conseil national, conseils départementaux des communautés d'origine étrangère.

WE 17 Conseil des Ministres du 31 août 1983 a/s lutte contre l'immigration illégale et l'insertion des populations immigrées

Mesures prises et réactions

- Déclarations prévues après le Conseil des Ministres, 23 août.
- Lutte contre l'immigration illégale et insertion des populations immigrées, communication de G. DUFOIX, au Conseil des Ministres (1 broch.).
- Réactions de la presse (2 vol.).
- Note MASSOT, 19 septembre.
- Note GATTAZ au Président sur les Immigrés.
- L.d. comité de Liaison pour l'alphabétisation et la promotion des Immigrés en Alsace, 14 octobre.
- L.d. Bruno BRACCI, du parti socialiste italien, 10 septembre 1983.

Mise en application des décisions

- 1 tabl.
- Projet de décret portant modification des articles R 341-5, 341-6 et 341-7 du code du travail.
- Mise au point du projet de décret fixant le taux de la contribution spéciale payée par les employeurs de travailleurs clandestins.
- Tabl. des textes et mesures adoptées pour les points suivants :
 - . trafics de main-d'oeuvre
 - . répression des entrées et séjours irréguliers
 - . réinsertion dans le pays d'origine
 - . amélioration de la délivrance des titres de séjour et de travail
 - . meilleure coopération internationale pour éviter en France l'entrée de clandestins
 - . regroupement familial
 - . limitation de l'introduction de la main-d'oeuvre saisonnière
 - . amélioration de la délivrance des titres de séjour et de travail.
- Point actuel de la mise en oeuvre des décisions du 31 août a/s éducation-formation-travail-trafics de main-d'oeuvre, 5 décembre.
- Communiqué de presse a/s ouverture d'un centre de formation pour enfants migrants, 16 septembre 1983.
- Projet de circulaire générale, 23 décembre.
- Suggestions en vue de l'établissement du nouveau programme de travail du gouvernement, 4 janvier 1984.
- Note a/s régularisation des familles étrangères lorsque les conditions de logement ne sont pas satisfaites + 2 annexes, 19 octobre 1983.
- Projet de dépêche à nos ambassades dans les pays d'immigration, de la CEE.
- Visite de travail à Tunis, 23 septembre 1983.
- Politique conduite en matière de contrôle des flux migratoires, 1983?

WE 18 Titre unique. insertion. 1984

Notes au Premier Ministre

- Notes de synthèse sur l'état du dossier "reconduite des Immigrés clandestins", 4 et 11 janvier et 2 avril.
- Mise en application des accords franco-maghrébins instituant un diptyque, 18 janvier.
- Titre unique, 23 janvier.
- Projet de réponse au MRAP, 1er février.
- Note sur l'aide au retour, 3 et 13 février.
- Note a/s réunion sur les nomades polonais, 16 et 20 février.
- Réforme des conditions de séjour en France et de réinsertion dans le pays d'origine des Immigrés, 9, 19 et 26 mars.

- Signature du Premier Ministre de la circulaire interministérielle organisant une campagne nationale "vivre ensemble", 6 mars.
- Note au Président de la République a/s ordonnance sur les prestations de l'UNEDIC, 12 mars.
- Nomination du président de l'ONI (Office national d'Immigration), 17 avril.

L'insertion des Immigrés : formation-emploi

- Circulaire n°84-05 du 1er février 1984.
- Projet d'un accord-cadre entre le ministère de l'Emploi et le FAS.
- Note, s.d.
- Art. de G. DUFOIX pour la revue *Sens*, 20 avril 1984.

projet de loi sur le titre unique (voir WE 26- WE 27- WE 28)

- Note MASSOT sur la possibilité de réaliser par voie réglementaire la promesse du titre unique de 10 ans + projet de décret, 14 décembre 1983.
- Loi n°84-622 du 17 juillet.
- Décret n°84-1079 relatif aux autorisations de travail délivrées aux travailleurs étrangers.
- Circulaire du 31 décembre 1984.

Dossier Immigration

- Note a/s dossier de l'immigration, 2 juillet 1984.
- Note GILLETTE a/s Communautés immigrées : quelques priorités et dossiers en instance, 19 juillet 1984.
- Note NGUYEN a/s actions prioritaires dans le domaine de l'immigration et le thème du rassemblement des Français, 3 août 1984.

WE 19 Conseil des Ministres, 10 octobre 1984 a/s poursuivre l'action visant à favoriser l'insertion des étrangers en situation régulière ; mettre un terme à l'immigration clandestine

Dossier de préparation

- Tableau de synthèse des propositions :
 - . Politique d'immigration(1 fiche + 1 tableau).
 - . Maîtrise des flux migratoires (1 fiche + fiche n°1 à 11)
 - . Insertion (1 fiche + fiche n° 12 à 18)
 - . Aide à la réinsertion (fiche n°19 et 20)
- Fiches CI 1 à 15 (CI 7 manque) :
 - . le dyptique.
 - . les conditions de circulation des personnes à l'intérieur de la CEE + p.v. de la réunion interministérielle du 14 septembre.
 - . les demandeurs d'asile territoriaux
 - . l'application de la loi titre unique
 - . le regroupement familial
 - . la reconnaissance du statut de réfugié politique aux demandeurs d'asile présents sur le territoire national + circulaire sur les demandeurs d'asile, septembre 1984
 - . les reconduites à la frontière
 - . annexe sur les centres de rétention administrative
 - . les accords de réadmission
 - . les trafics de main-d'oeuvre
 - . le logement, la formation + accord-cadre FAS/FNE pour la formation des travailleurs immigrés privés d'emploi
 - . la réinsertion + mesures d'aide à la réinsertion des travailleurs étrangers dans leur pays d'origine + bilan de l'accord franco-algérien du 18 septembre 1980.
 - . la Nationalité
 - . le projet de loi racisme

Communiqué du Conseil des Ministres

- communiqué Georgina DUFOIX + communiqué officiel.
- Bilan de la politique d'immigration .

- 16 mesures.
- Projet de communiqué officiel + projet de communication.

Réactions au communiqué

- Communiqué du ministère des Affaires Sociales et de la Solidarité Nationale.
- Réponse de G. DUFOIX au journal *Le Monde*.
- Communiqué de la Cimade.
- Communiqué de la CFDT.
- Note d'actualité du GISTI (Groupe d'information et de soutien des travailleurs immigrés).
- L.d. J. DESCOURS DESACRES, sénateur + L.d. Maurice JANETTI, sénateur.
- L.d. GENNESSEAU, président du Parti Démocrate Français.
- Note de la division des Relations Internationales a/s réunion des syndicats du Maghreb.
- Note a/s réactions au Portugal et en Espagne.

Mise en oeuvre des décisions du 10 octobre

- Relevé de la réunion interministérielle du 17 octobre a/s articles du DDOS consacrés à l'immigration.
- p.v. de la réunion interministérielle du 29 octobre 1984
- Note NGUYEN a/s la politique d'immigration pour le débat budgétaire, 19 octobre.
- Note MASSOT sur la compatibilité du titre unique et des accords bilatéraux, 29 octobre.

Fin 1984- début 1985

- Note de METZa/s nouveau dossier sur l'immigration, 31 octobre 1984.
- Note a/s fêtes musulmanes, 7 décembre 1984.
- Extr. loi n°85-10 du 3 janvier 1985.
- Note NGUYEN a/s point hebdomadaire sur les dossiers en cours, 8 février 1985.
- Note NGUYEN a/s bilan de la politique d'immigration, 8 février 1985.
- Note NGUYEN a/s aide à la réinsertion, 28 janvier 1985 + projet de G. DUFOIX.
- Thèmes à exploiter dans le domaine de l'immigration.
- Le Ministre des Affaires Sociales et les Questions Internationales, février 1985.
- Réunion des directeurs du 20 mai 1985.
- Départ de NGUYEN, juillet 1985.

WE 20 Le débat sur l'immigration (mai-juin 1985)

- L.d. G. DUFOIX à tous les Ministres concernés, 2 mai 1985 (16 pièces).
- Projet de plan pour le discours sur l'immigration.
- Discours de G. DUFOIX, le 6 juin lors du débat sur l'immigration.
- Fiches : . N°1 Réussir l'insertion des communautés immigrées : un impératif.
 - . Les Etrangers en France.
 - . Le titre unique de séjour et de travail.
 - . N°4 L'insertion des familles immigrées.
 - . les Jeunes d'origine étrangère.
 - . N°6 Les Immigrés et la vie sociale.
 - . N°7 Mieux se connaître pour mieux cohabiter.
 - . La maîtrise de l'immigration clandestine.
 - . Revenir au Pays?
 - . N°10 Adresses et ouvrages utiles.

Politique de communication de l'Immigration

- Discours DUFOIX au directeur de *La Croix*, 28 février 1985.
- Communiqué de G. DUFOIX au comité de défense des droits démocratiques des Immigrés, 12 février 1985.
- Entretien avec G. DUFOIX pour *Les Temps Modernes*, avril-mai 1984.
- Note a/s interview du Ministre par la télévision autrichienne, août 1984.
- Note du 30 août 1984.
- Réponses à un questionnaire, 24 octobre 1984.

- Interview de G. DUFOIX pour *Sans-Frontières*, octobre 1984
- Article pour *Les Dossiers de la Lettre de Matignon*, décembre 1984.
- Note de M? : La Gauche fait la politique de la Droite, s.d.
- Note de M? : Immigration, un accord entre le droit et la morale, s.d.
- Note M.N. de METZ, 4 février 1985.
- Interview de G. DUFOIX pour *La Semaine de L'Immigration*, organe de l'Amicale des Algériens en Europe, 29 janvier 1985.
- Interview à *la Voix de l'Amérique*, 14 février 1985.
- Interview au Journal *Avant-Garde Arabe* et à *Algérie-Actualités*, 27 février 1985.
- Interview, 1985.
- Ramon CASAMITJANA : l'immigration en France, perspectives à moyen terme, 22 juillet 1985.

WE 21/31

DROIT AU SEJOUR

WE 21 Réglementation sur le séjour et les titres de travail

loi n°81-973 du 29 octobre 1981 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France

- Modification de l'ordonnance n°45-268 du 2 novembre 1945.
- Note du Garde des Sceaux à M. les Procureurs généraux a/s application de la loi n°81-973, 19 janvier 1982.
- Décrets d'application : n° 82-440, 82-441, 82-442 des 26 et 27 mai 1982.
- Note François AUTAIN, secrétaire d'Etat chargé des Immigrés, 25 juillet 1982.
- Circulaire n°82-135 du Ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation à M. les Commissaires de la République, 31 août 1982 + projet de circulaire.
- Décret n°82-829 du 27 septembre 1982 portant création d'un système de fabrication des titres de séjour des étrangers.
- P.v. de la réunion du 24 août 1982 a/s système de contrôle de l'entrée en France et de la sortie des étrangers par fiche à deux volets.
- Circulaire n° Crim.82-30-E 1 du 15 novembre 1982 du Garde des Sceaux à M. les Procureurs Généraux.
- Note NGUYEN a/s modification de l'article 19, février 1983.
- Circulaire n° 82-17 a/s étrangers faisant l'objet d'une interdiction du territoire français en vertu des dispositions de l'article L. 630.1 du Code de la Santé Publique, 29 janvier 1982.
- Conseil des Ministres du 19 juin 1984 a/s suppression des contrôles aux frontières pour les ressortissants des Etats membres de la CEE, 19 juin 1984.
- Note de la DPM a/s informations concernant la réglementation relative aux ressortissants de la CEE, 17 août 1983.
- Liste des Etats dont les ressortissants peuvent effectuer en France, sans visa, soit un long séjour, soit un court séjour seulement + Notes du Ministre de l'Intérieur a/s attestation d'accueil, certificat d'hébergement.
- Note MASSOT a/s connaissance statistique des flux + relations entre la France et les trois pays du Maghreb, avril 1983.
- Note a/s rétablissement du visa en France, 1986.
- Décret n°87-645 du 30 juillet 1987 modifiant le décret n°82-442 du 27 mai 1982 pris pour l'application de l'article 5 de l'ordonnance de 1945 modifiée relative aux conditions d'entrée et de séjour en France des étrangers en ce qui concerne l'admission sur le territoire français.

Cartes de séjour et de travail

- Extr. du registre des délibérations du Conseil d'Etat, assemblée générale du 24 janvier 1980.
- Tableau des cartes de séjour et de travail par nationalité au 1er janvier 1981.
- Télégramme du Ministre de l'Intérieur aux préfets, 2 septembre 1981.
- Circulaire relative aux demandes de changement de validité territoriale et professionnelle des cartes de travail + note MASSOT, 1er août 1983.
- Circulaire n°184 du 13 avril 1984 relative à la délivrance des cartes de travail (validité géographique et professionnelle ; mineurs).
- Tableaux relatifs à la situation des étrangers au regard de l'autorisation de séjour, de travail, à une évolution possible de la réglementation sur les autorisations de travail, situation des ressortissants des pays africains francophones au Sud du Sahara, de

l'Algérie, 7 juillet 1983 + décret n°578-573 du 21 avril 1978 portant publication de la convention entre la France et la Côte-d'Ivoire.

- Rapport sur les procédures de délivrance des titres de travail et de séjour des étrangers présenté par MM. BIGNEBAT et CHETCUTI, juillet 1984 (2 vol.).
- Conférence sur la réglementation visant les étrangers et les formalités administratives organisé par la DPM, décembre 1983.
- Rapport du ministère de l'Intérieur (direction des transmissions et de l'informatique) a/s rénovation du système de délivrance des titre de séjour, 3 juin 1985.
- P.v. de réunion de concertation en matière d'accueil des étrangers à la Préfecture de Police, 11 avril 1985.
- Communication de Maurice LEVADE, ancien magistrat au colloque de Madère, octobre 1983.
- Note DELANOE de l'intergroupe des parlementaires membres de la Ligue des Droits de l'Homme a/s des difficultés rencontrées par les étrangers à l'occasion des démarches administratives + échange de corespondance / G. DEFFERRE / G. DUFOIX, juin-juillet 1984.
- Note MASSOT a/s autorisations provisoires de travail, 28 janvier 1985.
- Note G. MOREAU, directeur de la DPM a/s traitement des demandes de titre de travail : dérogations à la réglementation en vigueur, 1er juillet 1985 + note GILLETTE, 28 avril 1983.
- Note a/s formation des agents de guichets et d'encadrement qui appliquent la réglementation des étrangers, 4 octobre 1985.
- Note a/s transfert à l'Hopital (Moselle) du service d'accueil des étrangers, novembre 1985.
- Notes a/s réalisation d'un juriscasseur de l'immigration, 9 juin 1983.
- Dossier *Actualités Migrations* : la main-d'oeuvre yougoslave en France, 1988.

Contribution forfaitaire

- Note du Secrétaire d'Etat chargé de la Famille, de la Population et des Travailleurs immigrés au Ministre des Affaires Sociales a/s modification du décret fixant le montant de la contribution forfaitaire instituée par l'article 64 de la loi de finances pour 1975, à la charge de l'employeur qui embauche à titre permanent un travailleur étranger en faisant appel à l'ONI, 1982 + décret + rapport au Premier Ministre.
- Note du Secrétaire d'Etat aux Commissaires de la République, aux directeurs départementaux du Travail et de l'Emploi, de l'ONI, de l'ANPE a/s taux de la taxe perçue à l'occasion du renouvellement des titres de travail délivrés aux étrangers, 7 juillet 1983.
- Circulaire, s.d. + circulaire n° 176 du 12 avril 1984 relative au taux des redevances perçues par l'Office National d'Immigration.
- Notes a/s difficultés de l'ONI pour percevoir la redevance due au titre des recrutements des maîtres auxiliaires de nationalité étrangère, janvier 1985.

Situations particulières

commerçants

- projet de circulaire du Ministre de l'Intérieur et du Ministre du Commerce aux préfets a/s suite à réserver aux opérations de régularisation des étrangers exerçant une profession commerciale ou artisanale, 30 juin 1983 + circulaire du 21 juin 1983 + enquête sur la situation des marchands ambulants par le collectif sans papiers.
- Note du préfet dans les Alpes-Maritimes a/s application de la circulaire du Ministre du Commerce et de l'Artisanat du 21 septembre 1983, relative aux conditions de délivrance de la carte de commerçant aux étrangers, 20 décembre 1983.
- Note Elizabeth LION à P. TEXIER, 20 janvier 1984.
- Note MASSOT a/s condition d'accès des "résidents" aux diverses professions réglementées, 18 mai 1984.
- Projet de circulaire relative aux conditions de délivrance de la carte de commerçant étranger, 27 mars 1985.

emplois saisonniers

- Rapport des sous-groupes de travail sur les saisonniers, 30 avril 1982.
- Propositions pour le travail saisonnier de la Fédération générale des salariés des organisations agricoles de l'agro-alimentaire (FGSOA), septembre 1982.
- Note GRANDJEAT a/s réunion relative au projet de décret modifiant la durée des contrats d'introduction des travailleurs saisonniers étrangers du 21 décembre 1982 + note J.Pierre DINTILHAC, 3 mai 1982 + p.v. de réunion du 21 décembre 1982.
- Rapport au Premier Ministre + projet de décret.
- Note du directeur de l'ONI a/s durée des contrats saisonniers agricoles, 21 septembre 1983.
- Note MASSOT a/s aménagements à apporter aux dispositions de l'article R-341-7-2 du code du travail concernant la durée des contrats saisonniers + projet d'amendement + redevance "saisonniers agricoles".
- Nouvelle rédaction du 29 septembre 1983.
- Note NGUYEN a/s réunion du 7 octobre 1983 avec le Ministre de l'Agriculture.
- Note DULIEGE a/s projet de décret en Conseil d'Etat portant modification des articles R 341-5, 341-6 et 341-7, 10 octobre 1983.
- Dossier sur le projet de la durée maxima du contrat saisonnier (6 pièces).
- Note NGUYEN a/s travailleurs saisonniers agricoles, 18 octobre 1983.
- 1 p. de note m.s.
- 1 note M? s.d.
- Circulaire du Ministre des Affaires Sociales et du Ministre de l'Agriculture a/s lutte contre les trafics de main-d'oeuvre, 27 décembre 1983..
- Point des mesures adoptées dans le domaine de l'immigration saisonnière étrangère, 28 février 1984 + 2 annexes.
- Circulaire n°177 relative à l'application du décret n°84-169 du 8 mars 1984 modifiant l'article R 341-7-2 du code du travail, 13 avril 1984.
- Conseil d'Administration du FAS a/s Association pour l'emploi des saisonniers en agriculture, 25 mai 1984.
- Note de la DPM a/s autorisations délivrées aux exploitants agricoles, 1985.
- 1 dossier sur les exonérations de cotisation sociale pour les saisonniers agricoles.
- 1 dossier a/s redevances à verser à l'ONI pour les saisonniers (7 pièces).
- 1 dossier a/s recrutement des saisonniers pour le Club Méditerranée.
- 1 dossier Fédération nationale des producteurs de fruits.
- 1 dossier Fédération générale de l'agroalimentaire CGT.
- 1 dossier travail saisonnier dans le Gard.
- 1 dossier travail saisonnier dans le Tarn-et-Garonne.
- 1 dossier travail saisonnier dans le Vaucluse.
- Bilan de la campagne des vendanges 1982.
- 1 dossier a/s FOUASSIER ayant effectué un rapport sur le travail saisonnier.

visites familiales

- Note MASSOT a/s critères de délivrance des visas de court séjour pour les visites familiales, 12 mars 1985.
- Note FILIPPI a/s critères de délivrance des visas de court séjour pour les visites familiales, 12 mars 1985.
- Note DULIEGE, 22 février 1985 + note m.s., 3 février 1985.
- Note GARCIA a/s demandes de visa pour visites familiales, 29 janvier 1985 + note J.P. GUIDON a/s légalisation des certificats d'hébergement destinés à nos consulats, 15 janvier 1985.
- Notes du ministère de l'Intérieur a/s certificat d'hébergement, attestation d'accueil + note sur le certificat de logement nécessaire à l'admission des familles algériennes.
- Réponse de Georgina DUFOIX à G. BONNEMAISON du Conseil National de la Prévention de la Délinquance a/s pouvoir des maires dans l'attribution des certificats d'hébergement, 29 septembre 1983.

Jeunes et étudiants:

- Relevé de décisions prises au cours de la réunion du 7 mai 1984 au ministère de l'Education Nationale.
- Circulaire n°394 du 8 octobre 1984 relative aux autorisations provisoires de travail délivrées aux étudiants étrangers + circulaire n°3-76 du 24 février 1976.
- Titres de travail : progressivité, jeunes de 16 à 18 ans, étrangers non reductibles.
- c.p.

Demandeurs d'asile

- Note MASSOT à NGUYEN a/s documents d'autorisations de travail à remettre aux solliciteurs d'asile à qui la situation de l'emploi n'est pas opposable, 20 novembre.
- Note DULIEGE, a/s ressortissants libanais et polonais, 7 février 1985.
- Fiche : actions en faveur des réfugiés du Sud Est asiatique + l.d. André POSTEL-VINAY, 29 janvier 1982.

Sportifs et artistes

- Note NGUYEN, 31 janvier 1985 + 1 annexe.

Etrangers en situation irrégulière**WE 22 Opération de régularisation en 1981**Textes

- Instruction complémentaire Maurice GRIMAUD aux préfets, à la circulaire télégraphique du 27 mai 1981 concernant la situation des étrangers en France, 6 juillet 1981.
- Communiqué : la nouvelle politique du gouvernement à l'égard des travailleurs immigrés et de leur famille, juillet 1981.
- Réunion d'information du Réseau d'Accueil, 31 juillet 1981.
- Circulaire du 11 août 1981 relative à la régularisation de la situation de certains étrangers + Annexes à la circulaire du 11 août 1981 + circulaire complétant la circulaire du 11 août.
- Circulaire du Secrétaire d'Etat chargé des Immigrés aux préfets, aux directeurs du Travail et de l'Emploi et au directeur de l'ONI a/s la circulaire du 11 août 1981.
- Circulaires des 31 mars et 18 mai 1982 complétant la circulaire du 11 août.
- Circulaire du 12 juillet 1982 relative à l'opération de régularisation exceptionnelle (instruction complémentaire n°6).
- Circulaire du 16 septembre 1982 relative à l'opération de régularisation exceptionnelle (instruction complémentaire n°7).
- Télégramme de la DPM a/s application de la circulaire du 11 août 1981 : traitement des dossiers.
- Instructions de la DPM aux préfets, 1er septembre 1981.
- Tract d'information du secrétariat d'Etat chargé des Immigrés.
- Projet de lettre remise au salarié pour l'employeur.
- 2 projets de note du Garde des Sceaux aux procureurs a/s conséquences de la régularisation de la situation de certains travailleurs immigrés, 3 septembre 1981 + application de la réglementation sur l'emploi d'étrangers non titulaires d'une autorisation de travail.
- Circulaire de la DPM, 14 septembre 1981.
- Télégramme du ministère de l'Intérieur aux préfets a/s ressortissants algériens, 12 octobre 1981.
- P.v. de la réunion du 6 octobre 1981 relative au service des prestations familiales aux ressortissants titulaires du récépissé de 1ère demande de titre de séjour + note du ministère de la Solidarité Nationale au directeur de la Caisse d'Allocations Familiales.

- Note a/s ouverture de comptes intérieurs aux travailleurs étrangers clandestins et autres immigrés clandestins établis irrégulièrement en France pouvant prétendre à la régularisation de leur situation, 6 novembre 1981.
- Communiqué du secrétariat d'Etat chargé des Immigrés à la suite de la réunion interministérielle du 20 novembre 1981.
- Communiqué de F. AUTAIN 8 décembre 1981 + annexe.
- Note J.C. VIDANA a/s régularisation exceptionnelle, 9 novembre 1981.
- Dépêches AFP, décembre 1981.
- L.d. Edith CRESSON, Ministre de l'Agriculture au président des caisses centrales de Mutualité sociale agricole, 22 décembre 1981+ télex du secrétariat d'Etat chargé des Immigrés aux préfets.
- circulaire de l'UNEDIC, 29 décembre 1981..
- Communiqué commun du Ministre de l'Intérieur et du secrétariat d'Etat chargé des Immigrés a/s report de la date de clôture de la régularisation des travailleurs immigrés en situation irrégulière, 29 décembre 1981.
- Télégramme du Ministre de l'Intérieur aux préfets a/s conflits de travail opposant travailleurs immigrés à leurs employeurs, s.d.
- Autorisation provisoire de séjour (3 pièces).
- Note F. AUTAIN à Pierre GRANDJEAT de la DPM, 23 juillet 1982.
- Note Pierre GRANDJEAT a/s correspondances relatives aux recours gracieux, 24 août 1982.
- Note M? à la DPM a/s fin du traitement des dossiers déposés dans le cadre de l'opération de régularisation exceptionnelle, 14 décembre 1982.
- Circulaire n°83-7, 3 mars 1983 a/s renouvellement des cartes de travail temporaire.
- Note de la DPM a/s régularisation exceptionnelle - situation du Service de la main-d'oeuvre étrangère à Paris, 1 avril 1983.
- 2 notes MASSOT a/s recours contre les décisions de refus opposés aux demandes de régularisation exceptionnelle, 18 mai et 16 juin 1983.
- L.d. de l'Anti-Raciste à Mme DUFOIX, 28 juin 1983.
- Echange de correspondance G. DUFOIX / FASTI (Fédération des associations de solidarité avec les travailleurs immigrés), juillet 1983.
- Note a/s nombre de chômeurs parmi les bénéficiaires de la régularisation exceptionnelle, 25 juin 1984.
- Note a/s régularisation des demandeurs d'asile, 30 novembre 1984.
- Rapport de Claude Valentin MARIE a/s l'immigration clandestine et le travail clandestin des Etrangers en France à travers la régularisation des "sans papiers" de 1981-1982 + article pour la revue *Travail-Emploi*.
- Etat récapitulatif par grandes nationalités des abrogations d'expulsions intervenues depuis le 1er juin 1981.
- 1 p. m.s.
- presse.
- 1 dossier : Associations et régularisation (7 pièces).

Réunion de la cellule du suivi de la régularisation

- P.v. du 24 août 1981.
- P.v. du 7 septembre 1981.
- P.v. du 14 septembre 1981.
- P.v. du 21 septembre 1981.
- P.v. du 5 octobre 1981.
- P.v. du 19 octobre 1981.
- P.v. du 2 novembre 1981.
- P.v. du 16 novembre 1981.
- P.v. du 7 décembre 1981.
- P.v. du 21 décembre 1981.
- P.v. du 25 janvier 1982.
- P.v. du 1er février 1982.
- P.v. du 15 février 1982.
- P.v. du 1 er mars 1982.
- P.v. du 5 avril 1982.
- P.v. du 19 avril 1982.

- P.v. du 4 mai 1982.
- P.v. du 7 juin 1982.
- P.v. du 15 novembre 1982 (régularisation exceptionnelle de 1982).

Saisonniers

- Instructions des demandes de travailleurs saisonniers ayant déposé un dossier de permanisation ou de régularisation, 20 septembre 1981.
- Circulaire du 20 novembre 1981.
- Communiqué du secrétariat d'Etat chargé des Immigrés à la suite de la réunion interministérielle du 20 novembre 1981.
- Instruction Thierry LEROY aux préfets, s.d.
- Plateforme revendicative, 2 octobre 1981.
- L.d. P. DENIS, président de la fédération départementale des syndicats exploitants agricoles, 7 octobre 1981.
- Note de la Fédération générale agroalimentaire CFDT, septembre 1981.
- C.p.

WE 23 Le travail clandestin

- Loi n°81-941 modifiant diverses dispositions du code du travail relatives à l'emploi de travailleurs étrangers en situation irrégulière + p.v. de séances au Sénat et à l'Assemblée Nationale (4 pièces).
- Circulaire instituant un comité départemental de coordination pour la lutte contre les trafics de main-d'oeuvre.
- Note sur l'application de la loi du 17 octobre 1981.
- La lutte contre les trafics de main-d'oeuvre.
- Note du Procureur de la République au commissaire divisionnaire a/s la lutte contre les trafics de main-d'oeuvre et le travail clandestin, 18 avril 1983.
- L.d. GILLETTE à Maurice GRIMAUD, directeur de cabinet auprès du Ministre de l'Intérieur, 3 mai 1983.
- Note E. LION a/s lutte contre le travail clandestin, 19 mai 1983.
- Note Denis MOREAU, chef de liaison de la Mission interministérielle pour la lutte contre les trafics de main-d'oeuvre, 24 mai 1983.
- Note NGUYEN, 24 juin 1983.
- Echange de correspondance MOREAU/ D. MAILLARD, préfet a/s lutte contre le travail clandestin, 30 juin 1983.
- Note MOREAU à G. DUFOIX, 24 juin 1983.
- Bilan de la lutte contre les trafics de main-d'oeuvre pour l'année 1982 établi par la Mission interministérielle pour la lutte contre les trafics de main-d'oeuvre, juillet 1983.
- L.d. G. DUFOIX à Robert BADINTER, Garde des Sceaux, 30 juin 1983.
- Note du Garde des Sceaux a/s délivrance par les Inspecteurs du travail d'une attestation aux travailleurs étrangers en situation irrégulière, 4 août 1983 + note de M?.
- P.v. de réunion consacrée à l'étude de la mesure n°28 adoptée par le comité Interministériel du 2 août 1983.
- Note G. LE MOIGNE a/s mesure 26 concernant les URSSAF, 4 août 1983.
- Note MERCEREAU a/s mesure 26 adoptée par le Conseil des Ministres du 31 août 1983, 18 novembre 1983.
- Note E. LION a/s travail clandestin, selon qu'il est accompli par des Français ou par des étrangers en situation irrégulière, 5 octobre 1983.
- Note GILLETTE a/s travail clandestin, trafic de main-d'oeuvre, 18 janvier 1984.
- Note D. MOREAU + note à la direction générale de la gendarmerie a/s distinction entre le travail clandestin et l'emploi d'un étranger dépourvu d'autorisation de travail, 24 janvier 1984.
- Notes m.s. et dact. sur les mesures de lutte contre le travail clandestin.
- Note GILLETTE a/s organigramme du ministère, 22 mai 1984.
- Note LUCAS et DAVID, 10 juillet 1984.
- P.v. de réunion interministérielle du 23 octobre 1984 a/s dispositions relatives au travail clandestin.

- Note NGUYEN, 5 février 1985 + projet de note de présentation du bilan 1983-1984 de la lutte contre les trafics de main-d'oeuvre.
- Note G. DUFOIX au Premier Ministre a/s lutte contre les trafics de main-d'oeuvre, 14 janvier 1985 + projet de décret.
- L.d. du ministère de l'Intérieur a/s lettre du syndicat CGT Usine Renault de Cléon sur les opérations de contrôle, 24 janvier 1984.
- Note DULIEGE a/s contrôle de travail dans la société Philco, 11 août 1983.
- Ordonnance rendue par le Conseil de Prud'Hommes : travailleurs turcs/entreprise Angeli.
- Note D. MOREAU a/s Coopérative du Sentier, 14 juin 1983.
- Le projet du Sentier "du travail clandestin à l'insertion".
- Rapport d'activité de la coopérative des débardeurs pakistanais du Sentier, février 1984.
- Rapport d'Etude de P. CELIER et G. TRIGNO CARRE sur l'enquête de la communauté pakistanaise, mai 1984.
- Rapport d'activité de Coopération et Emploi pour l'exercice 1984.
- Note de l'URSSAF du Var a/s résultats de l'opération "pré-contrôle" des HCRB et boutiques saisonnières du 8 au 18 juillet 1986.
- Note de l'URSSAF du Var a/s opération Bâtiment : contrôle des chantiers, juillet 1987.

Immigration clandestine

- Note Olivier PHILIP, préfet de la région Rhône-Alpes à G. DUFOIX a/s progression de l'immigration clandestine, 9 juillet 1983 + rapport du procureur de la République au procureur de Montpellier, 28 février 1983.
- Note du ministère de l'Intérieur a/s préparation de la commission mixte franco-espagnole.

WE 24 Contrôle des étrangers en situation irrégulière et reconduites aux frontières

Contrôle des étrangers en situation irrégulière

- Tableau statistique relatif aux sanctions consécutives aux entrées ou aux séjours irréguliers, 5 août 1982.
- Circulaire n°83-247 du ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation a/s contrôle des étrangers en situation irrégulière, 2 novembre 1983.
- Note du préfet de Police au Ministre de l'Intérieur, 10 janvier 1984.
- Note du GISTI (Groupe d'information et de soutien des travailleurs immigrés), mars 1984 a/s Circulaire n°83-247+ Etrangers "sans papiers" : contrôles d'identité, flagrant délit, novembre 1983 + note sur la jurisprudence de la Cour de Cassation relative au contrôle d'identité des étrangers, 1985.
- Réponse de P. JOXE, Ministre de l'Intérieur à une question sur les contrôles d'identité, lors des débats parlementaires au Sénat du 15 novembre 1984.
- note TEXIER a/s libération de clandestins par ordre du Parquet de Paris, 16 avril 1984.

Rapatriement gratuit des clandestins

- Note MASSOT a/s procédure de rapatriement gratuit, 28 mars 1983 + circulaires n°7-74 du 26 avril 1974, 1-75 du 20 janvier 1975, 1.33 du 13 février 1976.
- Note a/s procédure de rapatriement gratuit, 12 août 1983.
- Note DULIEGE a/s insertion dans le projet de circulaire du ministère de l'Intérieur sur le contrôle des étrangers en situation irrégulière, d'un paragraphe rappelant les possibilités de rapatriement gratuit, 30 septembre 1983.
- Note MASSOT a/s rapatriement gratuit par les soins de l'ONI, 22 décembre 1983.
- Note NGUYEN à la suite de demandes de la CIMADE et du Secours Catholique, 27 mars 1984.
- Budget de l'ONI pour 1984.
- Note GILLETTE pour le CIM (comité intergouvernemental pour les migrations), 2 et 4 mai 1984.

Reconduite aux frontières

- Note NGUYEN pour A. GILLETTE a/s incidences de l'abrogation de la loi Sécurité et Liberté sur les conditions de reconduite à la frontière des étrangers en situation irrégulière, 13 avril 1983 + note MASSOT + textes avant et après modification.
- Recensement des étrangers écroués pour infraction à l'ordonnance du 2 novembre 1945 sur l'entrée et le séjour des étrangers en France, 19 mai au 15 juin 1983.
- Note J.Pierre DINTILHAC, 20 mai 1983.
- Note MAILLARD, préfet de Police, 12 août 1983.
- Reconduite, mesures d'urgence, 2 novembre 1983.
- Bilan des reconduites à la frontière de septembre 1983 à février 1984.
- Reconduites à la frontière et soldes des mouvements transfrontières, 1 note m.s., s.d.
- Note sur l'audiencement de l'appel interjeté par les étrangers condamnés à la reconduite à la frontière assortie de l'exécution provisoire, s.d.
- Note NGUYEN à MASSOT a/s départ des demandeurs d'asile dont le recours aura été refusé + conclusions du groupe de travail interministériel sur la reconduite à la frontière des ex-demandeurs d'asile, 4 mars 1984 + projet de circulaire, 28 avril 1984 + note concernant le rapatriement volontaire d'étrangers en situation irrégulière, 23 mars 1984.
- Réunion interministérielle des 24 novembre et 22 décembre 1983
- Réunion interministérielle du 6 janvier 1984 : p.v. de réunion + note du secrétaire d'Etat au Premier Ministre, 18 janvier + dossier sur les sites d'hébergement.
- Réunion interministérielle du 5 avril 1984 : p.v. a/s contribution des différents ministères au financement et à la réalisation du programme + capacité du dispositif des CPH (centre provisoire d'hébergement) contrôlés par France Terre d'Asile.
- Réunion interministérielle du 30 mai 1984 a/s mise en place des centres de reconduite aux frontières : p.v.
- Réunion interministérielle du 12 juillet 1984 a/s état d'avancement du programme de création des centres de reconduite des Immigrés : p.v.
- Réunion interministérielle du 5 novembre 1984 a/s construction des centres de rétention administrative : p.v.
- Réunion interministérielle du 30 novembre 1984 a/s mise en place des centres de rétention administrative : p.v.
- Réunion interministérielle du 5 janvier 1985 : convocation + memento à l'usage des fonctionnaires de Police.
- Lettre à l'intention des Préfets, Commissaires de la République des départements concernés par l'ouverture d'un centre, janvier 1985 + correspondance avec des préfets.
- Circulaire du Ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation aux Préfets du 5 mars 1985 + projets.
- Notes a/s financement.
- Note Gaston DEFFERRE au Ministre des Affaires Sociales, 6 juillet 1984.
- Note de la DPM, 16 août 1984.
- Note a/s accompagnement social des reconduites aux frontières, 24 août 1984.
- Note du Ministre des Affaires Sociales au Ministre de la Justice.
- Notes a/s modules pour les centres de rétention passive, avril-mai 1984.
- Note sur le financement, 20 mai 1985.
- 1 dossier sur la convention passée entre la CIMADE (comité Inter-Mouvement Auprès des Evacués, service oecuménique d'entraide) et le ministère des Affaires Sociales pour l'accompagnement social des Immigrés reconduits aux frontières : convention, novembre 1984 et renouvellement de la convention par l'avenant de 1986 + correspondance + point sur la mission d'accompagnement social de la CIMADE ...
- Dossier pour Ségolène ROYAL a/s réactions aux centres de rétention administrative.

Le Regroupement des Familles

WE 25 Décrets antérieurs

- Décret n° 76-83 du 29 avril 1976 relatif aux conditions d'entrée et de séjour en France des membres des familles des étrangers autorisés à résider en France.
- Circulaire n°7-76 du 9 juillet 1976 relative à la nouvelle procédure des familles des travailleurs.
- Note a/s procédure de regroupement familial, 1981 + 1 note m.s., s.d.
- Décret n°82-442 du 27 mai 1982 modifiant le décret n°76-383 du 29 avril 1976 relatif aux conditions d'entrée et de séjour en France des membres des familles des étrangers autorisés à résider en France.

1983

- Note NGUYEN, 19 mai 1983 + note du ministère du Travail a/s problèmes juridiques posés par la réglementation de l'immigration familiale, 9 octobre 1979 + note, juin 1981 + documents de l'ONI.
- Note Guy BECHE a/s problèmes posés par le regroupement des familles dans le district urbain de Montbéliard, 20 juillet 1982.
- Note du ministère de l'Intérieur a/s délivrance d'une autorisation provisoire de séjour lors d'un refus de regroupement familial pour défaut de logement, 1er août 1983.
- 2 notes a/s régularisation des familles étrangères lorsque les conditions de logement ne sont pas satisfaites, 19 septembre et 19 octobre 1983.
- Note de la DPM a/s interprétation stricte ou évolution de la Charte Sociale Européenne - position française à l'égard de l'admission au titre de regroupement familial d'enfants âgés de 18 à 21 ans, 14 novembre 1983 + annexe.
- Note de la DPM a/s polygamie, 16 novembre 1983 + note a/s introduction en France de la seconde épouse de M. Kouider HAJJI, 12 mai 1982 + réponse DUFOIX à la question écrite n°14924 posée par François COLLET, le 12 janvier 1984.
- Projets de circulaire relative à l'introduction en France des familles de travailleurs immigrés NGUYEN à MASSOT a/s observations sur le projet DPM de circulaire de regroupement familial en date du 28 octobre 1983.
- Circulaire relative à la procédure de regroupement des familles de travailleurs immigrés, novembre-décembre 1983.

1984

- Note NGUYEN a/s prospective regroupement et intégration des familles, 16 janvier 1984.
- 3 notes Jean DULIEGE, septembre 1984.
- Note MASSOT a/s regroupement familial, 9 octobre + nouvelle rédaction de l'article 1er du décret de 1976.0
- Rapport au Premier Ministre, 24 octobre 1984.
- Note a/s avant-projet de décret préparé par la DPM, 22 octobre + décret + note a/s remarque du président LAURENT.
- Note a/s la note du 22 octobre.
- Note de la DPM, s.d.
- Avant-projet de circulaire, 30 octobre (plusieurs rédactions) + note NGUYEN + note de la DPM.
- Note a/s accès au marché de l'emploi des familles rejoignantes, 9 et 28 novembre 1984.
- Projet de décret du rapporteur du Conseil d'Etat, 20 novembre.

- Décret n°84-1080 du 4 décembre 1984 modifiant le décret n°76-393 du 29 avril 1976 relatif aux conditions d'entrée et de séjour en France des membres des familles des étrangers autorisés à résider en France.
- Télégramme de la DPM aux postes diplomatiques et consulaires a/s décret, 27 décembre.
- Communiqués du Ministre : projet d'allocution, fin 1984 + note d'orientation a/s moyens d'améliorer la procédure d'introduction des familles, 16 novembre + interview au *Monde*.
- Réactions de syndicats, d'associations.
- Conseil d'Etat, section du contentieux, requête et mémoire : le GISTI contre le décret du 4 décembre 1984, 1er février 1985.
- Note Michel LHUILIER, commissaire de la République a/s incidences sur les institutions françaises, 15 octobre.
- Note Jean GALLET, député d'Eure-et -Loire, 16 octobre.
- Note Gérard LUTIER, conseiller de Paris, 15 novembre.
- L.d. Mamadou DIA au PS, 5 novembre.
- Réponse NGUYEN au PS de Nantes a/s circulaire.

Statistiques sur le regroupement familial

- Téléx du ministère de l'Intérieur et du ministère des Affaires Sociales aux commissaires de la République de 17 départements a/s statistiques du regroupement familial + 12 réponses.

1985

- Préparation et projet de circulaire décembre 1984- janvier 1985 + circulaire n°85-02.
- Note NGUYEN a/s regroupement familial 1984/1976, 22 janvier 1985.
- Note P. JOXE, G. DUFOIX a/s suivi de la procédure d'introduction des familles étrangères et de la mise en oeuvre de la réforme du titre unique, 8 février 1985.
- Note NGUYEN, 25 mars + p.v. de mission à Lyon, mars + note MASSOT, 1er avril.
- Note de l'ONI a/s point sur l'immigration familiale, juin 1985.
- L.d. de la mairie de Pont-l'Evêque a/s introduction de familles, mai 1985.
- Etude de l'ONI a/s immigration des familles marocaines de 1974 à 1984.
- Note de l'Inspection générale de l'administration à M. le Ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation et à Madame le Ministre des Affaires Sociales a/s suivi de la procédure d'introduction en France des familles étrangères et de la mise en oeuvre de la réforme du titre unique, 12 juin 1985.
- Note Félix GIAMI pour la DPM a/s immigration familiale : statistiques du 1er trimestre 1985, 14 juin 1985.
- Numéro spécial d'*Actualités- Migrations* sur le Regroupement familial du 21 janvier 1985.

Le Titre unique

WE 26 genèse du projet (novembre 1983- avril 1984)

- 1 dossier : campagne pour la carte de 10 ans (5 pièces).
- Etude de la DPM a/s premiers éléments d'étude en vue de la réalisation d'un titre unique, 3 novembre 1983.
- Note NGUYEN, 7 décembre 1983.
- Note TEXIER, s.d.
- Note du directeur de la DPM sur la possibilité de réaliser par voie réglementaire la promesse du titre unique de dix ans, 14 décembre 1983.
- Notes GILLETTE, 14 et 15 décembre 1983.
- Note de la DPM à GILLETTE + projet de décret + graphique, 2 janvier 1984.

- Avis officieux du Conseil d'Etat sur la possibilité de réaliser par voie réglementaire la promesse du titre unique de dix ans : 3 notes de MASSOT, TEXIER et NGUYEN, 23-31 janvier 1984.
- Note NGUYEN a/s ébauche de projet de décret instaurant des titres uniques de séjour et de travail pour les étrangers résidant en France, 24 février 1984.
- Communiqué de presse (à la suite du décret n°84-169 du 8 mars 1984) : titres de travail, 13 mars 1984.
- Projet d'exposé des motifs + projet de rapport au Premier Ministre, 15 mars 1984.
- Note DUFOIX à J.L. BIANCO, 17 mars 1984.
- P.v. de réunion interministérielle tenue le 15 mars 1984 a/s titre de 10 ans.
- Relevé des décisions des réunions interministérielles des 22, 26 et 28 mars a/s aide à la réinsertion et titre unique de 10 ans + projet de loi portant création des titres uniques de séjour et de travail + projet de décret créant une aide publique à la réinsertion + note MASSOT a/s projet de loi portant création des titres uniques de séjour et de travail, 23 mars 1984.
- Note de la DPM a/s compatibilité du titre unique avec les accords bilatéraux, 23 mars 1984.
- Dépêche AFP du 27 mars.
- Note P. TEXIER, 27 mars 1984.
- Note de la DPM a/s commentaire de l'amendement de l'article 6 de l'ordonnance de 1945 présenté par le ministère de l'Intérieur, 28 mars.
- Projet de communiqué du Conseil des Ministres du 29 mars.
- Note MASSOT a/s titre unique - passage de la carte d'1 an à la carte de 10 ans, 12 avril 1984.
- Projet de communiqué du Conseil des Ministres du 25 avril 1984.
- Projet d'exposé des motifs + projet de loi.
- Note MASSOT a/s projet de nouvelle rédaction pour l'article 12, 18 mai + délivrance de plein droit d'une carte de résident établi au conjoint d'un Français ou d'un ressortissant d'un Etat membre de la CEE - mariages blancs + proposition de modification du 2ème alinéa de l'article 13 de l'ordonnance du 2 novembre 1945.
- Note P. TEXIER, s.d.

Le projet de loi devant le Conseil d'Etat et le vote de la loi (mai-juin 1984)

Le projet de loi devant le Conseil d'Etat (avril 1984)

- Note du Secrétaire d'Etat à M. le vice-président du Conseil d'Etat a/s demande d'avis, 22 mars 1984.
- Note de la DPM a/s position du rapporteur du Conseil d'Etat, 11 avril 1984.
- Projet du rapporteur, séance du 13 avril + note m.s. NGUYEN.
- Avant-projet après examen par la section sociale et la section de l'intérieur le 13 avril 1984.
- Note m.s. NGUYEN a/s position du rapporteur du Conseil d'Etat, 15 avril.
- Extrait du registre des délibérations, 19 avril 1984.

WE 27 Le projet de loi devant l'Assemblée Nationale et le Sénat

- Rapport par Roger ROUQUETTE (Assemblée Nationale n° 2142).
- Communiqué à la presse n°22 (séance du 23 mai).
- Compte rendu analytique officiel de la 2ème séance du 25 mai à l'AN.
- Projet de loi adopté par l'AN en première lecture, après déclaration d'urgence.
- Avis du Sénat présenté par Henri COLLARD, 20 juin (Sénat n°406).
- Canevas d'intervention de Madame le Ministre devant la commission des lois du Sénat.
- Note sur l'amendement n°26 prévoyant la production d'une attestation de situation fiscale.
- Amendement n°28 présenté par le gouvernement.
- Rapport fait par Jean ARTHUIS, 27 juin (Sénat n°437).
- Texte adopté par le Sénat, 28 juin.
- Amendements présentés par R. ROUQUETTE (n° 1 à 23), à l'AN en seconde lecture, le 28 juin.

- Projet de loi adopté par l'AN en seconde lecture, 28 juin (AN n°645).
- Compte rendu analytique du Sénat, 28 juin.
- Rapport fait par Jean ARTHUIS, 29 juin (Sénat n°460).
- Amendements présentés par Jean ARTHUIS (n°1 à 24).
- Texte adopté par le Sénat.
- Note GILLETTE à Paule DAYAN, chargée de mission, 22 juin.
- Note NGUYEN pour Edmond HERVE, 29 juin.
- Avis du gouvernement sur les amendements.

Loi n°84-622 du 17 juillet 1984

- Note MASSOT a/s entrée en vigueur de la loi sur le titre unique, 13 juillet 1984.
- Communiqué du secrétariat d'Etat.
- Communiqué de Mme G. DUFOIX.
- Loi n°84-622 portant modification de l'ordonnance n°45-2658 du 2 novembre 1945 et du code du travail, et relative aux étrangers séjournant en France et aux titres uniques de séjour et de travail.
- Note a/s champ d'application du projet de loi portant modification du code du travail et de l'ordonnance n°45-2658 du 2 novembre 1945, et relative aux étrangers séjournant en France ainsi qu'aux titres uniques de séjour et de travail, 18 mai 1984.
- Etrangers non concernés par l'instauration du titre unique de séjour et de travail.

WE 28 Décret d'application de la loi sur le titre Unique

- Texte en vigueur : décret du 8 mars et projet de décret.
- Projet de décret, 19 juin.
- Projet de décret, 20 juin.
- Observations.
- Projets de décret, s.d.
- Avant-projet de décret, 4 juillet.
- Note MASSOT a/s projet de décret, 6 juillet.
- Avant-projet de décret portant application de l'article 6, 9 juillet.
- Note NGUYEN, 10 juillet.
- Projet de décret, 22 août.
- Note G. DUFOIX à P. JOXE, 3 septembre.
- Projet de décret, 13 septembre.
- Note du Ministre des Affaires Sociales à M. le Ministre du Commerce, de l'Artisanat et du Tourisme, 25 septembre.
- Note NGUYEN au ministère de l'Intérieur a/s conditions d'application du décret n°84-169 et, à venir de la loi du 17 juillet 1984 à la suite d'une intervention de l'association Accueil et Promotion, octobre 1984.

registre des étrangers :

- projet de décret + rapport au Premier Ministre, 12 octobre 1984.
- 2 notes a/s registre des étrangers, octobre 1984.
- note CORNU a/s projet d'arrêté, 18 décembre 1984 + réponse de la DPM.
- arrêté concernant l'inscription par les employeurs des travailleurs étrangers sur un registre spécial.
- Note de la DPM a/s carte de séjour temporaire - limitations professionnelles et géographiques de l'autorisation de travail, 15 octobre.
- Projet de décret, 26 octobre.
- Projet de décret devant le Conseil d'Etat : texte soumis au Conseil d'Etat, 7 novembre + Extrait du Registre des Délibérations, 20-22 novembre.
- Note MASSOT a/s compatibilité du titre unique et des accords bilatéraux, 22 novembre + note du 22 mai.
- Note a/s application du décret n°84-1080 du 4 décembre 1984 relatif aux conditions d'entrée et de séjour des membres de famille aux ressortissants des pays candidats à l'adhésion à la CEE.
- Circulaire n°84-24 du 21 décembre 1984 a/s mise en oeuvre de la loi du 17 juillet 1984.

- Circulaire n°84-337 : instructions du Ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation à M. les Commissaires de la République, 31 décembre 1984.
- Note de présentation de la DPM des circulaires des 21 et 31 décembre 1984 et du 4 janvier 1985, 9 janvier 1985.
- Note MASSOT a/s réunion d'information pour "Mosaïque" et Inter-Migrants, 21 décembre 1984.
- Echange de correspondance BELORGEY/DUFOIX/MERMAZ, février-mars 1985
- Note FILIPPI au Ministre de l'Intérieur a/s conditions de renouvellement des titres de séjour, mars 1985.
- Note de la DPM a/s statut des étrangers résidant en France, 21 janvier 1985.
- Note de la DPM a/s titre unique de séjour et de travail, 15 avril 1985.
- Le titre unique de séjour et de travail, s.d.
- Echange de correspondance J. BELLANGER, de la CGT/ DUFOIX, mai 1985.
- Lettre ministérielle relative aux titres de séjour exigibles des ressortissants étrangers pour l'ouverture des droits aux prestations familiales, 6 juin 1985.
- Lettre du ministère de l'Intérieur et du Ministre des Affaires Sociales a/s délivrance des juin cartes de séjour - statistiques, 18 juin 1985.
- Note de la DPM a/s p.v. de la réunion du 18 juin 1985.
- Numéro spécial d'*Actualités-Migrations* du 4 février 1985 sur le Titre unique de séjour et de travail, 4 février 1985.

DOM/TOM

WE 29 Statut et compétence des DOM-TOM

- Rapport d'information du Sénat n°251 préparatoire à la discussion du projet de loi n°176 (1983-1984) adopté par l'AN relatif aux compétences des régions de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion + projet de loi modifié par le Sénat, AN n°2139.
- P.v. de la réunion interministérielle du 7 mai 1984 a/s application de la loi de démocratisation du secteur public à l'Agence Nationale pour l'insertion et la Promotion des Travailleurs d'Outre-Mer.
- 2 avant-projet de contrat de plan pour la Guyane entre l'Etat et la région Guyane, juillet-août 1983.
- Projet de loi portant statut du territoire de la Polynésie française, 6 décembre 1983.
- Projet de loi autorisant l'adhésion de la République française à l'accord portant création de la banque de développement des Caraïbes, 19 décembre 1983.

WE 30 Réglementation missions sur la situation de l'immigration dans les DOM-TOM et plus particulièrement en Guyane

- Extr. des JO du 29 juillet 1935, 22 octobre 1936, 14 décembre 1939, 1^{er} octobre 1942, 1^{er} décembre 1946.
- L.d. Bernard GAUDILLERE à F. AUTAIN, 7 juin 1982 a/s application dans les DOM-TOM de la loi n°81-973 du 29 octobre 1981 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France + instruction de la DPM du 16 mars 1982 + instruction du ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation aux préfets des DOM, 29 avril 1982.
- Note de la préfecture de Guyane a/s coûts et avantages de l'immigration en Guyane, juin 1982.
- Question écrite de Frédéric JALTON, 25 octobre 1982.

- Note FOURNET à GILLETTE a/s propositions de modification de l'ordonnance du 2 novembre 1945 par le Conseil régional de la Guyane, 27 septembre 1983 + note du président du conseil régional à P. MAUROY, 8 septembre 1983.
- P.v. de mission parlementaire en Guyane par la commission des Lois + L.d. Denise CACHEUX, député du Nord à F. MITTERRAND + p.v. de rencontre entre le bureau exécutif du PSG (PS de Guyane) et les trois parlementaires socialistes .
- Note NGUYEN a/s situation de l'immigration en Guyane, 28 septembre 1983.
- Note LEMOINE à G. DUFOIX a/s immigration dans les DOM, 19 octobre 1983 + réponse DUFOIX, 18 novembre + note FOURNET à GILLETTE a/s propositions de modification de l'ordonnance du 2 novembre 1945 par le Conseil régional de la Guyane, 27 septembre 1983.
- Avis présenté au nom de la commission des lois sur le projet de budget DOM-TOM, 25 novembre 1983.
- Projet de décret relatif à diverses mesures concernant les travailleurs étrangers dans les DOM, 30 novembre 1983.
- L.d. Pierre MAUROY à OTHILY, président du conseil régional de la Guyane, 20 décembre 1983 + projet de réponse.
- P. v. de réunion interministérielle a/s mesures à prendre en matière d'immigration clandestine en Guyane, 15 décembre 1983.
- P. v. de commission Immigration du 21 décembre 1983.

Mission NGUYEN en Guyane et en Guadeloupe du 19 au 24 décembre 1983 :

- Notes pour la préparation du voyage + rapport Jean-Pierre FONTAINE, 6 janvier 1984 + rapport NGUYEN sur la mission SEDETOM-SEFPTI , 6 janvier 1984.
- Note NGUYEN, 6 février 1984.
- Instructions aux commissaires de la République de Guadeloupe -de Guyane - de Martinique relative à la délivrance de certains visas, 6 février 1984.
- Echange de correspondance NGUYEN/ J.C. COUSSERAN a/s immigration haïtienne en France, février 1984.
- Echange de correspondance NGUYEN/ Louis LENOIR, président de la Nouvelle Guyane, 10 février 1984.
- Note FOURNET a/s certificat d'hébergement, 31 janvier 1984.
- Bilan de la politique d'immigration par le préfet de Guyane à G. DUFOIX, 11 avril 1984.

Mission de l'ONI:

- Note NGUYEN, 26 janvier + note MASSOT a/s recherche d'une solution aux problèmes posés par l'immigration dans les départements de Guyane et Guadeloupe, 23 janvier 1984
- Opération de régularisation test en Guyane : . note LEMOINE, 14 février 1984 et réponse GILLETTE, 28 février
- . note FOURNET, 6 mars 1984.
- . note DEFFERRE, 9 mars 1984.
- . 3 télégrammes Claude SILBERZAHN.
- . télégramme G. LEMOINE, 12 mars 1984.
- . note m.s. NGUYEN à CHARVET, 27 avril.
- Opération test des 4 et 5 mai 1984 de sensibilisation menée par la Direction départementale du Travail et de l'Emploi en Guyane + note DUFOIX et LEMOINE au Ministre des Relations Extérieures, 27 août 1984.
- Le point sur la question des étrangers en Guyane.
- La réglementation et les procédures.
- Le cadrage d'une opération exceptionnelle de régularisation.
- Dispositions à adopter en matière d'emploi.
- Echange de correspondance NGUYEN/Bernard COURTOIS a/s lutte contre les trafics de main-d'oeuvre, janvier 1985.
- Note FOURNET a/s réunion interministérielle du 4 avril 1985 a/s lutte contre l'immigration clandestine en Guyane + note Bernard COURTOIS, 4 janvier 1985.
- 3 télégrammes du ministère des Relations Extérieures à la DPM a/s immigration haïtienne dans les départements d'Outre-Mer, mai 1985.
- Note CHARVET a/s dispositions juridiques applicables aux étrangers en situation irrégulière dans les DOM, 10 juillet 1985 + note FOURNET a/s conditions d'expulsions

dans les DOM 1er juillet 1985 + notes des préfets de Guadeloupe - de Guyane - de Martinique - de la Réunion a/s prorogation des dispositions de l'article 8 de la loi n°81-973 du 29 octobre 1981 + statistiques des expulsions.
- Note FOURNET, 21 juillet 1985.

WE 31 Dossiers divers

Réfuégiés H'MONGS en Guyane :

- Note René HARLE, 15 décembre 1983.
- Note GILLETTE au préfet de Guyane, 9 janvier 1984.
- Note GILLETTE au ministère des Relations Extérieures, 9 janvier 1984 + échange de message Ministre de l'Intérieur/COREP Cayenne (4 pièces) + échange de correspondance Claude SILBERZAHN, préfet/ Michel BARBIER, préfet du comité national d'entraide franco-vietnamien, franco-cambodgien, franco-laotien + l.d. père CHARRIER au préfet de Guyane, 27 août 1983 + l.d. Yves BERTRAIS au préfet.
- Note du ministère des Relations Extérieures au Secrétariat d'Etat auprès du Ministre des Affaires Sociales, 21 février 1984.
- Note du préfet de Guyane à GILLETTE, 5 avril 1984 + listes nominatives.
- Note LUCAS a/s rapport du Dr TCHERIATCHOUKINE, membre de l'Inspection générale des Affaires Sociales sur le rôle de l'association pour le développement du site de Cacao, mars 1985.
- Note NGUYEN a/s arrivée de ressortissants laotiens en Guyane, 12 avril 1985 + télégramme d'Elie CASTOR à F. MITTERRAND.
- Note G. MOREAU de la DPM a/s crédits budgétaires affectés à l'accueil des réfugiés, 19 avril 1985.
- Note J.P. FONTAINE à NGUYEN a/s départ des ressortissants laotiens de Guyane, 26 avril 1985 + note Michel LEVALLOIS, 4 avril + note J.P. ROYANEZ, préfecture de Guyane, 9 avril + l.d. GEPP, consul du Brésil, 4 avril 1985.

Associations

- Note Bernard LESTERLIN a/s financement des associations exerçant une action sociale en faveur des migrants en provenance des DOM-TOM, 12 juin 1984.
- Rapport E.X. BROUTIN : Solidarité, Formation Guyane, juin 1984 + journal de voyage.
- Note de l'Association ALPHA (Association pour la Libre Promotion des Haïtiens de Cayenne) à PERRAUDEAU, 16 février 1984 + télégramme COURTOIS + c.d.v. DUFOIX
- Note NGUYEN a/s dévolution des actifs de l'association CIPENC, 20 janvier 1984.
- Note Claude SILBERZAHN au Ministre de l'Intérieur a/s mise en place d'un outil informatique pour une maison des étrangers, 27 juin 1984.
- Demande de subvention du CNDIF (Centre régional d'information des droits de la Femme), 17 avril 1984 + note m.s.

Divers

- Déconcentration de la procédure d'agrément des opérations faisant appel au 0,1% (3 pièces).
- Note CAZANAVE a/s droit aux prestations familiales des pré-retraités dans les DOM, 23 décembre 1983.
- Note F. MERCEREAU a/s préparation du PPE Famille: problème des DOM, 27 février 1984.
- FASSO (Fonds d'Action Sanitaire et Sociale obligatoire) (6 pièces).
- 2 notes m.s. CHARVET a/s convention DDASS Etat-département pour la Guyane, 19 octobre 1985.
- 2 notes LUCAS a/s admission des ressortissants étrangers à l'aide médicale hospitalière + risque de fermeture d'un hôpital en Guadeloupe + projet de note DUFOIX pour BEREGOVOY.
- Demande de documentation du lycée Gauguin de Papeete.
- Dépêche AFP a/s progression des socialistes dans les DOM, juin 1984.
- Tract: séance d'information sur Haïti.

WE 32/38

RETOUR ET REINSERTION

WE 32 Législation sur l'Aide au retour, la politique de réinsertion

Bilan des années 1980-1981

- Note du secrétariat d'Etat auprès du ministère du Travail a/s aide au retour en faveur des travailleurs immigrés, octobre 1977
- 1 dossier de MASSOT a/s aide au retour: opérations concertées avec le secteur industriel, 3 février 1984.
- Circulaires des 25 novembre 1981 et 27 décembre 1982 relatives à la suppression du dispositif d'aide au retour.

Fin 1983- Janvier 1984

- Fiche sur l'aide à la réinsertion dans les pays d'origine.
- Note GILLETTE a/s licenciements éventuels de travailleurs étrangers et politique de réinsertion dans les pays d'origine, 22 novembre 1983.
- Note MASSOT a/s collectif 1983.
- Notes GILLETTE au Premier Ministre a/s aide au retour- état des réflexions, 6 et 16 janvier 1984 + Note G. DUFOIX au premier Ministre.
- Note GILLETTE à J. MASSOT, 8 janvier.
- Note MASSOT a/s mesures d'encouragement à la réinsertion élaborées par les entreprises : synthèse des réunions et courriers intervenus depuis juillet 1983.
- Note TEXIER a/s problèmes posés par l'aide au retour, 10 janvier 1984.
- Note MASSOT a/s financement de la politique de réinsertion, situation du chapitre 47.81, article 20, 10 janvier 1984.
- Note MOREAU a/s politique de retour, 12 janvier + note du secrétariat général du gouvernement, 13 février.
- Note a/s l'aide à la réinsertion dans les pays d'origine, 13 janvier.
- Note a/s réunion interministérielle du 13 janvier .
- Note LAROQUE a/s mesures relatives à l'aide au retour des travailleurs immigrés. Instauration d'un système "de capitalisation" des prestations servies par les organismes débiteurs de prestations familiales, 26 janvier.
- L.d. de l'Association pour l'accueil et l'hébergement des travailleurs migrants et de leur famille, pour l'Allier, 20 janvier 1984.
- Notes G. DUFOIX au Premier Ministre a/s préparation du comité interministériel du 30 janvier.
- Note LESIRE OGREL a/s préparation du "FORUM de RMC", 26 janvier.

Février 1984

- Note Elizabeth LION, 6 février.
- Notes m.s.
- Communication du Conseil des Ministres du 8 février a/s l'emploi et les mutations industrielles.
- Télégramme aux ambassades a/s mesures prises au Conseil des Ministres du 8 février , 28 février.
- Note GILLETTE a/s réinsertion: livret d'épargne entreprise, financement, 10 février .
- Note du secrétariat général du gouvernement a/s aide au retour et restitution des titres de séjour et de travail, 13 février.
- Note GILLETTE a/s réinsertion- information de nos ambassades, 15 février + note du secrétariat général du gouvernement a/s titre unique de 10 ans, 14 février.

- Projet d'articles de loi sur l'aide à la réinsertion des travailleurs immigrés et de leur famille dans leur pays d'origine, 8 et 21 février + notes GILLETTE - DUFOIX - MASSOT.
- Note CAZANAVE a/s assujettissement à cotisations sociales des sommes versées par les entreprises, complémentirement à l'aide publique et à la capitalisation des allocations de chômage, 29 février + note WORMS + note a/s problèmes fiscaux et charges sociales, 6 février.
- Note E. LION a/s aide à la réinsertion, 29 février.

Proposition de loi BONNEFOUS

- Proposition de loi tendant à faciliter le retour volontaire des travailleurs immigrés dans leur pays présentée par Edouard BONNEFOUS, sénateur + rapport fait au nom de la commission des Affaires sociales par Henri COLLARD, sessions extraordinaires de 1983-1984 + questionnaire de COLLARD.
- Note LION, 21 mars.
- Note de la DPM a/s article de BONNEFOUS dans la *Revue des Deux -Mondes*.

Mars 1984

- Note LION sur la Formation, 8 mars.
- Note du Ministre des Affaires Sociales au Ministre de l'Economie, des Finances et du Budget a/s financement de l'aide à la réinsertion des travailleurs immigrés dans leur pays d'origine + note de l'ONI, 2 mars.
- Note Henri GRESH a/s dispositif emploi-industrie : questions à trancher, 6 mars.
- Note GILLETTE a/s aides à la réinsertion + annexes, 14 mars.
- 2 notes à J.L. BIANCO et M. DELEBARRE + projet de rapport au Premier Ministre, 15 mars + tableau.
- Conseil des Ministres du 21 mars : note GILLETTE à MASSOT + projets de communiqué + projet de télégramme et télégramme aux ambassades des pays d'origine d'émigrés.
- Relevé de décisions des réunions interministérielles des 22, 26 et 28 mars: projet de loi portant création des titres uniques de séjour et de travail - projet de décret créant une aide publique à la réinsertion de certains travailleurs étrangers.
- Note a/s droit à la réinsertion, 27 mars.
- Note BEREGOVOY à MAUROY, 29 mars.
- Note GILLETTE a/s tentatives d'exploitation des Immigrés, 30 mars.
- Projet d'accord-cadre entre le ministère de l'Emploi (FNE Fonds National de l'Emploi) et le FAS.
- Note a/s projet de décret réinsertion, 28 mars.
- Note a/s formation, 8 mars.

Ordonnance du 21 mars

- version du 7 mars et commentaire MASSOT.
- commentaire du projet d'ordonnance de la version du 7 mars au regard des conventions internationales.
- Note J. DELORS au Premier Ministre, 9 mars.
- versions, 9, 12, 20 mars.
- Note MASSOT a/s questions juridiques à poser au Conseil d'Etat, 12 mars.
- Projet d'ordonnance relatif au remplacement des travailleurs involontairement privés d'emploi, 15 mars.
- Ordonnance n°84-198 du 21 mars 1984 relatif au revenu de remplacement des travailleurs involontairement privés d'emploi et portant modification du code du travail.
- Note a/s ce que dit l'ordonnance et les questions qu'il faut se poser.
- Projet de loi portant ratification des ordonnances n°84-106 et n°84-198 relatives au revenu de remplacement des travailleurs involontairement privés d'emploi et portant modification du code du travail, 24 avril 1984.
- Aide à la réinsertion.

Avril 1984

- Projets de décret créant une aide publique à la réinsertion de certains travailleurs étrangers, 3 , 5 et 12 avril.

- Ordre du jour du Conseil des Ministres du 4 avril.
- Note GILLETTE à COUSSERAN a/s Conseil des Ministres, 5 avril + communiqué du conseil des Ministres.
- Projet de note verbale et note verbale, 10 avril.
- Proposition de loi par des députés tendant à faciliter le retour et la réinstallation des travailleurs immigrés dans leur pays d'origine.
- Note MASSOT a/s aide publique à la réinsertion, 25 avril.
- Note a/s conventions passées avec les entreprises.
- Avis du Conseil d'Etat sur le projet de décret créant une aide publique à la réinsertion de certains travailleurs étrangers.
- Décret n°84-310 du 27 avril 1984 créant une aide publique à la réinsertion de certains travailleurs étrangers + communiqué de presse + arrêté portant application de l'article 3 du décret n°84-310 du 27 avril 1984.
- Note DUFOIX au directeur de l'ONI a/s financement des actions de réinsertion.
- Institution d'une commission coopération-développement, JO du 20 avril.

Mai 1984

- Note DUFOIX au Ministre de l'Economie et des Finances, au Premier Ministre, au Budget a/s financement, 10 mai 1984.
- Note DUFOIX au directeur de l'ONI, 10 mai 1984.
- Note MASSOT a/s financement de l'aide à la réinsertion des travailleurs immigrés dans leur pays d'origine, 11 mai.
- Note LION a/s taux choisi par les partenaires sociaux pour la capitalisation des droits à l'assurance-chômage, 16 mai.
- Note Gabriel MIGNOT + projet de circulaire a/s mise en oeuvre du dispositif d'aide publique à la réinsertion de certains travailleurs étrangers.
- Note NGUYEN a/s politique de l'immigration et projets de réinsertion, 23 mai.
- P.v. de la réunion interministérielle du 28 mai a/s application des dispositions arrêtées en matière d'aide au retour au plan des relations de la France avec les pays d'origine, 29 mai.
- Avis relatif à l'agrément de l'aide conventionnelle à la réinsertion en faveur des travailleurs étrangers et du règlement annexé à cette convention + convention.

Juin, juillet 1984

- Aide publique à la réinsertion, visa en dépassement de 50 MF sur le chapitre 47-81.
- Arrêté du 26 juin 1984 portant agrément de la convention relative à la réinsertion en faveur des travailleurs étrangers et du règlement annexé à cette convention.
- Projet de circulaire + circulaire n°84-11 du 2 juillet 1984 a/s mise en oeuvre de l'aide publique à la réinsertion en faveur de certains travailleurs étrangers.
- Note DUFOIX à MASSOT a/s réinsertion, 5 juillet.
- Note GILLETTE a/s réinsertion, 5 juillet.
- Note MASSOT, a/s restitution des titres, 9 juillet 1984.
- Note NGUYEN a/s financement des opérations d'aide à la réinsertion, 26 juillet.
- Extr. de la réponse au questionnaire parlementaire n°35 de BELORGEY.
- Note DUFOIX au secrétaire d'Etat au Budget, s.d.

Août-septembre 1984

- Note ISNARDI, de la direction du Budget a/s financement de l'aide publique à la réinsertion des travailleurs immigrés dans leur pays d'origine, 2 août + note PITOIS, 9 août.
- Note NGUYEN a/s aide à la réinsertion, 20 août 1984.
- Note MASSOT a/s observations complémentaires de la Délégation à l'Emploi sur les projets d'annexes à la circulaire à la "réinsertion", 20 août.
- Note Henri EMMANUELLI a/s financement de l'aide à la réinsertion, 24 août.
- Notes FILIPPI a/s financement de l'aide à la réinsertion + prévisions de crédits par l'ONI + avis de la DPM + financement de l'aide à la réinsertion et de l'allocation retour de l'accord franco-algérien, 27-31 août.
- Note NGUYEN a/s dispositif d'aide à la réinsertion - protection et prélèvements sociaux, 19 septembre.

- Note Bertrand de GALLE a/s aide publique à la réinsertion - frais de gestion de l'ONI, 21 septembre.
- Fiche de la DPM : réinsertion, fiche financière, 21 septembre 1984.
- Note de la DPM a/s difficultés d'application, 27 septembre.

octobre-décembre 1984

- Note de la DPM a/s aides à la réinsertion, 9 octobre + projet de convention de mise en oeuvre de l'aide conventionnelle de l'assurance-chômage à la réinsertion de certains travailleurs étrangers dans leur pays d'origine, 25 septembre.
- Note MASSOT a/s financement des formations-réinsertion par le FAS, 17 octobre.
- Note MASSOT a/s mise en oeuvre de la procédure d'aide publique à la réinsertion prévue par le décret n°84-310 du 27 avril 1984, 22 octobre.
- Fiche NGUYEN a/s politique d'aide à la réinsertion (débat budgétaire), 6 novembre.
- Note FILIPPI, 8 novembre.
- Notes MASSOT a/s financement de l'aide à la réinsertion + annexes, 13 et 15 novembre.
- Notes FILIPPI a/s financement de l'aide à la réinsertion, 20 novembre.
- Note M.H. DEBART a/s réinsertion-questions en suspens, 12 décembre.
- Notes NGUYEN a/s projet de création de fonds d'aide à la réinsertion, 7 novembre et 21 décembre + annexes.
- Notes a/s montant de l'aide versée par les entreprises, 28 novembre 1984.

Janvier-avril 1985

- Notes de GALLE /DULIEGE a/s prise en charge des frais de voyage et de déménagement pour les travailleurs étrangers réalisant un projet de formation retour financé par le FAS, 25 janvier et 15 février.
- Note NGUYEN a/s réinsertion, 28 février.
- P.v. de réunion interministérielle du 13 février 1985 a/s financement de l'aide à la réinsertion.
- Note MASSOT a/s admissibilité des salariés étrangers, licenciés pour fin de chantier, au dispositif d'aide publique à la réinsertion + annexes, 1er mars.
- Convocations à des réunions interministérielles a/s extension du dispositif d'aide à la réinsertion + note G. DUFOIX au Premier Ministre, 5 mars.
- Note de l'ONI a/s échéancier et évaluation des crédits nécessaires au financement de l'aide publique à la réinsertion, 29 mars.
- Note FILIPPI a/s financement du dispositif d'aide à la réinsertion, 15 avril.
- Convocation à une réunion interministérielle a/s financement du dispositif d'aide à la réinsertion.
- La réinsertion des Immigrés : les bénéficiaires de l'aide à la réinsertion en Ile-de-France, 1984-1985.

WE 33 Dossiers thématiques sur l'Aide à la réinsertion

- 1 fascicule spécial du ministère des Affaires Sociales : Les mesures d'aide à la réinsertion des travailleurs étrangers dans leur pays d'origine.

fiscalité et douane

- Note MASSOT a/s aide à la réinsertion : acquisition de biens hors-taxes, 10 septembre 1984 + texte n°84-155 de la Direction des Douanes + notes des 6, 14, 22 et 28 août 1984.
- Note a/s acquisition de biens hors taxe, 27 février 1985 + instruction des douanes du 18 janvier 1985.
- Extr. du guide ONI a/s situation du point de vue douane.
- Notes de la DPM a/s régime fiscal des aides à la réinsertion, 17 et 22 août + instructions de la direction générale des Impôts.

protection sociale

- Echange de correspondance ministère de la Solidarité Nationale/directeur de la Sécurité Sociale a/s exportation des prestations maladies, février 1984.

formation-réinsertion

- projet de convention FAS-ONI, juillet 1984.
- Notes MASSOT a/s rémunération des stagiaires, 16 et 31 juillet 1984.

versement ASSEDIC

- Note MASSOT a/s articulation des procédures ONI et UNEDIC, 12 juin 1984.
- Note NGUYEN a/s lieu de paiement des indemnités versées par l'UNEDIC, 27 juillet 1984 + annexes.
- Dossier sur les demandes de dérogation au principe de versement à l'étranger de l'aide conventionnelle du régime d'assurance-chômage, décembre 1984-janvier 1985.

exonération des charges sociales des aides à la réinsertion

- Note François MERCERAU, directeur de la Sécurité Sociale, 12 mars 1984.
- Note GILLETTE à l'entreprise Renault, 19 mars 1984.
- Note DULIÈGE au Premier Ministre a/s demande exonération des charges sociales des aides à la réinsertion, 9 mai 1984.

WE 34 Dossier de l'ONI

- l'ONI, 1978
- Décret portant nomination du président du Conseil d'Administration de l'ONI, 4 juin 1984.
- Note du directeur de l'ONI à la DPM a/s liquidation provisoire des droits des étrangers employés irrégulièrement, 11 août 1983.
- L'ONI et la réinsertion des travailleurs étrangers, 16 février 1984.
- Note a/s évaluation des dépenses de fonctionnement du dispositif prévu pour l'application des actions de réinsertion-retour en faveur des travailleurs étrangers, 22 mars 1984.
- Note m.s., 23 mars 1984.
- Présentation du budget primitif de l'ONI pour 1984.
- Dossier ONI a/s aides à la réinsertion.
- Note GILLETTE au directeur de l'ADRI, 26 mars 1984.
- Documents sur des séminaires réinsertion (3 pièces).
- Note m.s. à A. GILLETTE, 18 avril 1984.
- Note du directeur de l'ONI a/s situation des crédits d'allocation retour alloué aux ressortissants algériens - échange de lettres franco-algérien du 18 septembre 1980, 12 avril 1984.
- Circulaire du directeur de l'ONI a/s organisation du Service Central.
- Note José INIZAN, directeur de l'ONI a/s financement des actions de réinsertion, 22 juin 1984.
- Convention de mise en oeuvre des aides à la réinsertion des travailleurs immigrés dans leur pays d'origine, 11 mai 1984.
- Note MASSOT a/s convention ONI-entreprise, 26 juillet 1984.
- Note INIZAN a/s réactions des travailleurs étrangers aux conditions de réinsertion, 20 juillet 1984.
- Etat des mouvements migratoires de l'immigration familiale de la contribution spéciale de la réinsertion, juin 1984.
- Entreprises de plus de 500 salariés envisageant de signer une convention - réinsertion au 8 juin 1984.
- 2 tableaux des entreprises ayant contacté l'ONI en vue d'une convention-réinsertion, juillet 1984.
- Récapitulatif réinsertion (11 pièces), juillet-septembre 1984.
- Note a/s coût d'une demande de réinsertion, juillet 1984.
- Etude sur la répartition par nationalités des candidats à la réinsertion, 22 octobre 1984.
- Tableaux établis par l'ONI de la situation des conventions de réinsertion, 1er mars et 1er avril.
- Brochure réinsertion (4 pièces).
- Note GILLETTE a/s TV- réinsertion, 29 mai 1984.

WE 35 Conventions passées avec les entreprises

- Dossiers d'entreprises ayant conclu une convention d'aide à la réinsertion :
 - Arthur Martin
 - BSN
 - BTP (Bâtiment et Travaux Publics)
 - Charbonnages de France
 - Chausson
 - Chimie Française (CDF Chimie)
 - Citroën
 - Compagnie industrielle du chauffe-eau
 - Desquenne et Giral
 - Fédédération des Peigneurs de laine
 - Isopipe à Sedan
 - Kohler
 - Michelin
 - Peinture Navale du Havre
 - Peugeot
 - Renault
 - Sacilor
 - SARL Saminet
 - SNEED (Société nouvelle d'exploitation de l'entreprise Diou)
 - Talbot
 - Unibeton

WE 36 Environnement de la réinsertion

- Réflexions du Groupe Recherches et Méthodes sur une allocation de réinsertion au pays pour des migrants volontaires au retour + réponse de la DPM, avril 1982.
- Notes de l'ONI sur les réactions des travailleurs aux conditions de la réinsertion, 30 juin, 10 et 21 août 1984.
- L.d. de la CFDT à P. BEREGOVOY, 19 mars 1984.
- Propositions de la CGT sur la formation des travailleurs et familles immigrés en vue de leur insertion et de leur réinsertion.
- Dossier en vue d'une réunion avec MM. GUTTIEREZ et AKKA GHAZI, délégués CGT a/s aide à la réinsertion, juillet 1984.

WE 37 Les Pays étrangers (hors Maghreb et Portugal) et l'aide au retour

Mission P.M. HENRY

- Note du ministère des Relations Extérieures a/s formation retour pour les Immigrés, 7 novembre 1983 + l.d. à Paul-Marc HENRY a/s mise en place du groupe interministériel chargé de coordonner la politique d'encouragement aux entreprises concernant la réinsertion des travailleurs immigrés.
- P.v. du groupe interministériel en faveur de la réinsertion, 10 et 16 novembre 1983 et 29 février 1984.
- P.v. de mission de Paul-Marc HENRY au Sénégal, au Mali, janvier 1984.
- P.v. de mission de Paul-Marc HENRY au Maroc, en Tunisie, février 1984.
- P.v. de mission de Paul-Marc HENRY à Lisbonne, 21 mars 1984.

Contacts avec les pays d'émigration

- Note de la DPM a/s mesures d'aide à la réinsertion menées en concertation avec les pays d'émigration, 26 août 1983.
- Notes du secrétaire d'Etat aux Ambassadeurs de : Turquie - Tunisie - Congo - Haute-Volta - Niger - Algérie - Espagne - Yougoslavie - Mauritanie - Benin - Portugal - Côte d'Ivoire - Cameroun - Sénégal - Mali, 10 avril 1984 a/s mesures adoptées en Conseil des Ministres des 21 mars et 4 avril 1984.
- Note J. MASSOT a/s aide publique à la réinsertion : contacts avec les pays d'origine + fiches par pays, 8 octobre 1984.
- Note NGUYEN au Ministre de l'Economie et des Finances a/s projet de création de fonds d'aide à la réinsertion, 7 novembre 1984.

- Note FILIPPI à MASSOT a/s aide à la réinsertion et négociations internationales, 13 décembre 1984.

Accords avec le Sénégal

- P.v. du colloque sur les migrants de la vallée du fleuve Sénégal en France + annexes, mars 1984.
- Note MASSOT a/s projet d'accord franco-sénégalais sur la réinsertion, 24 octobre 1984 + p.v. de la commission mixte de février + l.d. de Mme FALL DIOP à G. DUFOIX, 27 juin 1984.
- Note MASSOT a/s Table ronde organisée par Nord-Sud Formation - Socius - Interface Migrants-Cosmos le 30 novembre 1984.

WE 38 Portugal

Textes et rencontres

Textes antérieurs

- Commission mixte franco-portugaise du 24 octobre 1981 sur l'accord du 11 janvier 1977 relatif à l'immigration, à la situation, à la promotion sociale des travailleurs portugais et de leur famille + accord du 11 janvier 1977.
- Relevé de conclusions de la réunion du 23 décembre 1981 relative aux suites à donner à la commission mixte franco-portugaise.

1983

- Note MASSOT a/s entretiens à Lisbonne, 3 mai 1983.
- Déclaration de G. DUFOIX à la télévision portugaise, 1er juillet 1983.
- Note LUCAS à GILLETTE, 12 juillet 1983.
- Réponses aux questions de *O Jornal*, 18 juillet 1983.
- Note GILLETTE, 25 juillet 1983.
- Note MASSOT, 12 septembre.
- Note de l'ambassade de France au Portugal a/s préparation de la commission mixte franco-portugaise, 3 octobre.
- Note NGUYEN a/s entretiens avec VEIGA PIRES, 16 décembre 1983.

Visite de P. MAUROY à Lisbonne, janvier 1984

- P.v. de la réunion interministérielle du 19 décembre 1983 a/s préparation du voyage.
- Notes GILLETTE, 19 décembre 1983 et 5 janvier 1984.
- Note MASSOT, 17 janvier 1984.
- Note GILLETTE a/s bilan de la visite, 23 janvier 1984.
- Communiqué du 30 janvier 1984.
- Note du cabinet du 7 février 1984.

Commission mixte franco-portugaise, mai 1984

- P.v. + note d'information des jeunes portugais sur la réglementation concernant les cartes de séjour et de travail, 27 février 1984.
- 23 sous-dossiers des principaux points évoqués + fiche récapitulative.
- Interview par *Jornal de Noticias*, 30 novembre 1984.

Réinsertion

- Télégramme du ministère des Relations Extérieures a/s réactions portugaises aux mesures françaises en matière d'immigration, 1er septembre 1983 - mise en garde du secrétaire d'Etat portugais à l'Emigration contre le retour des émigrés, 31 août 1983 + note GILLETTE, 21 septembre.
- Note de la DPM, 9 septembre 1983.
- Intervention du secrétaire d'Etat portugais à l'Emigration, Maria Manuela AGUIAR à la 2ème conférence des Ministres Européens responsables des questions de migration, 25-27 octobre 1983.

- Copie-traduction d'un article paru dans *El Tarde*, 5 avril 1984 + photocopie de l'arrêté du 14 décembre 1983 portant création et fixant les attributions du Centre d'Etudes sur l'Emigration (texte + traduction).
- Descriptif de la population portugaise inscrite aux effectifs de la Régie Renault, 31 décembre 1983.
- 2 notes de l'ambassade de France au Portugal a/s retour des émigrés portugais, 2 avril et 28 juin 1984.
- Note CHAZELLE a/s réinsertion d'experts franco-portugais pour la réinsertion des Immigrés, 15 et 23 novembre et 14 décembre 1984.
- Note de l'ambassade de France au Portugal a/s réglementation de l'apprentissage au Portugal, 18 décembre 1984.
- Guide pratique de l'ONI sur la réinsertion au Portugal, janvier 1985.
- Note de l'ambassade de France au Portugal a/s retour des émigrés portugais, 16 juillet 1985 + protocole d'accord entre secrétariat d'Etat à l'émigration et à la Sécurité Sociale.
- Télégramme du ministère des Relations Extérieures a/s coopération en matière de formation professionnelle et d'emploi, 26 février 1986.

Institut franco-portugais à Lisbonne

- Présentation de l'Institut franco-portugais à Lisbonne, 13 octobre 1982.
- Note a/s services aux communautés émigrées, 6 décembre 1982.
- Note a/s projet d'observatoire des migrations, 10 décembre 1982.
- Note a/s organisation et programme de l'Institut franco-portugais à Lisbonne, août 1983.
- Rapport Hugues de VARINE a/s l'Institut franco-portugais à Lisbonne : missions, organisation et programme, août 1983.
- L.d.s. G. DUFOIX à Claude CHEYSSON, 2 février 1984 + réponse DUFOIX, 20 juin 1984.
- 2 notes Hugues de VARINE a/s projet FER : Formation, emploi, Retour + Retour : le droit à l'échec, 2 février 1984.
- Traduction du projet de décret portugais portant création d'un institut de coordination des appuis à la réinsertion des Emigrants, mars 1984.
- Note GILLETTE à J. CHAZELLE a/s projet avec le *Jornal do Fundao*, 21 décembre 1983.
- L.d. CHAZELLE à G. DUFOIX, 15 octobre 1984.
- Notes a/s éventualité de détachement au Portugal d'agents du SSAE (Service Social d'Aide aux Emigrants) et de l'ADRI (Agence pour le développement des relations Interculturelles) (7 pièces).
- Mission exploratoire au Portugal de Monique Moreira du SSAE, 4ème trimestre 1984 (4 pièces).
- Migration France-Portugal : de la réalité du retour aux exigences de la réinsertion, 29 novembre 1984.
- Note MASSOT, 27 décembre 1984.

Association luso-française pour les migrations

- Mise au point des statuts ...(7 pièces).

Commission mixte franco-portugaise de Sécurité Sociale

- Note de la direction de la Sécurité Sociale à la DPM, 17 novembre 1981.
- Télégramme du ministère des Relations Extérieures a/s commission mixte franco-portugaise de Sécurité Sociale du 1er au 5 février 1982.
- Note de l'ambassade de France au Portugal a/s coopération éventuelle franco-portugaise en matière de Sécurité Sociale, 25 mars 1982.
- Lettre ministérielle n°9137 du 18 mai 1982 relative à la mise en vigueur de l'avenant du 1er octobre 1979 à la convention générale entre la France et le Portugal sur la Sécurité Sociale signée le 29 juillet 1971 et de l'arrangement administratif complémentaire n°4 du 21 février 1980 pris pour son application.
- 2 notes de l'ambassade de France au Portugal a/s préparation de la prochaine commission mixte de Sécurité, 17 janvier 1983.
- L.d. GILLETTE à J.B. FRECHES, directeur général de la Banque franco-portugaise, 13 juin 1983.
- L.d. GILLETTE à F.X. BORDEAUX a/s convention tripartite de sécurité sociale France-Espagne-Portugal, 22 juillet 1983.

- Lettre ministérielle n°476 du 21 mai 1984.
- Lettres ministérielles n°688 et 695 du 27 juin 1984.
- Note de l'ambassade de France au Portugal a/s prochaine commission mixte de la convention franco-portugaise de Sécurité Sociale, 26 novembre 1984.

Portugal : questions diverses

adhésion du Portugal à la CEE :

- Télégramme du ministère des Relations Extérieures a/s adhésion du Portugal à la CEE : questions de Sécurité Sociale, 12 octobre 1985.
- Note Luis Gaspar DA SILVA, Ambassadeur à G. DUFOIX a/s constitution d' un groupe de travail sur l'information concernant la législation communautaire pour Portugais, 15 décembre 1985.
- + P.v. de la réunion du 13 janvier 1986 a/s constitution du groupe de travail.
- Circulaire du 18 février 1986 relative à l'adhésion de l'Espagne et du Portugal à la CEE : conditions de séjour et de travail en France des ressortissants espagnols et portugais.
- Note F. REVOLE, conseiller social à la directrice du SSAE a/s introduction au n° spécial de la revue *Accueillir*, 9 janvier 1986.

Situation au Portugal

- 2 notes de l'ONI , 1984.
- Note de l'ambassade de France au Portugal a/s remodelation du gouvernement portugais et ses répercussions au ministère du travail, 15 juin 1982.
- Note du ministère portugais des Relations Extérieures, 26 septembre 1985.

Réunion du Conseil des Communautés portugaises des 24 et 25 novembre 1983 (2 pièces)

Groupe de travail franco-portugais sur l'information

- Note MASSOT, 21 juin 1983.
- Note DULIEGE, 9 août 1983.

Enseignement

- Memorandum de l'ambassade à l'attention du ministère de l'Education Nationale, s.d.
- Enseignement du portugais par correspondance (2 pièces).
- Note PITOIS a/s courrier concernant les animateurs portugais, 8 novembre 1982.
- L.a.s. de la commission de l'Animation linguistique à F. AUTAIN, 7 juin 1982.
- L.d. de parents portugais d'élèves à F. AUTAIN, 29 juin 1982.
- L.d. de parents portugais d'élèves à G. DUFOIX, 8 janvier 1985.

Divers

- Guide à l'usage des conjoints franco-portugais + échange de correspondance DUFOIX/ CHAZELLE.

WE 39/ WE 47

REGIMES SPECIAUX

ALGERIE

WE 39 Textes officiels sur le séjour et l'emploi des Algériens en France

- Circulaire n° 112 du Ministre de l'Intérieur aux préfets a/s admission en France des familles des travailleurs algériens, février 1967.
- Circulaire n° 49 du 31 janvier 1969 du Ministre de l'Intérieur aux préfets a/s conditions de circulation, d'emploi et de séjour des ressortissants algériens, février 1969.
- Décret n°69-243 du 18 mars 1969 portant publication de l'accord entre le gouvernement de la République Française et le gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire relatif à la circulation, à l'emploi et au séjour en France des ressortissants algériens et de leur familles, complété par un protocole, deux échanges de lettres et une annexe, signé à Alger le 27 décembre 1968.
- Circulaire du Ministre de l'Intérieur aux préfets du 5 mars 1970 sur les conditions de circulation d'emploi et de séjour en France des ressortissants algériens, 5 mars 1970.
- Décret n°80-1150 du 30 décembre 1980 portant publication de l'échange de lettres franco-algérien du 18 septembre 1980 relatif au retour en Algérie de travailleurs algériens et de leur famille.
- Décret n°84-376 du 18 mai 1984 portant publication de l'échange de lettres franco-algérien relatif à la circulation des personnes du 31 août 1983.
- Décret n°85-376 du 28 mars 1985 portant publication de l'échange de lettres franco-algérien du 3 décembre 1984 concernant l'accord du 27 décembre 1968.

Accord entre la France et l'Algérie en forme d'échange de lettres conclu à Alger le 18 septembre 1980

- L.d. Mouloud OUMEZIANE, Ministre du Travail, 18 septembre 1980.
- Note T. LEROY au Ministre des Relations Extérieures, 6 juillet 1981.
- Voyage de Mouloud OUMEZIANE en France, 14-15 décembre 1981(5 pièces).
- Information des ressortissants algériens (4 pièces).
- P.v. de la réunion du 18 novembre 1981.
- Projets de compte-rendu du groupe permanent mixte: formation en France, 15 décembre 1981 - 15 janvier 1982 - 3 et 4 février 1982 -19 février 1982 + note GRANDJEAT à F. AUTAIN + détail des candidatures pré-orientées au 25 janvier 1982.
- Note de la DPM a/s préparation de la commission mixte franco-algérienne + note sur les relations franco-algériennes en matière d'immigration, 15 février 1982.
- P.v. de comité mixte, 3 et 4 février 1982.
- Dossier sur la suppression de l'aide au retour -examen des demandes de retour en France, décembre 1981-mars 1982.
- Circulaire du 3 mars 1982 relative à la mise en oeuvre des mécanismes d'aide à la réinsertion prévus par l'échange de lettres franco-algérien du 18 septembre 1980.
- P.v. par la DPM de la séance du 16 mars 1982 sur l'amélioration et la simplification des procédures d'application de l'échange de lettres franco-algérien du 18 septembre 1980, 19 mars 1982.
- Note a/s financement du programme des centres de formation professionnelle en Algérie, mars 1982.
- P.v. de réunion du comité mixte franco-algérien, 6 mai 1982.

- Note J.D. LEROY a/s problèmes de financement liés à la mise en oeuvre de l'échange de lettres franco-algérien du 18 septembre 1980, 14 mai 1982.
- Relevé de conclusions de la réunion interministérielle du 2 juin 1982.
- P.v. de réunion franco-algérienne du 22 juin 1982.
- P.v. de comité mixte, 3 et 4 novembre 1982.
- Projets de compte-rendu du groupe mixte d'experts a/s aide à la création de petites entreprises industrielles ou artisanales en Algérie, 2 décembre 1982.
- P.v. de réunion interministérielle du 9 février 1983.
- Réunion du comité mixte des 16 et 17 février 1983 : préparation de réunion + renouvellement des certificats de résidence + dossier retour et allocation-retour + formation professionnelle + aide à la création de petites entreprises industrielles ou artisanales en Algérie.
- Note MASSOT a/s mise en oeuvre de l'échange de lettres franco-algérien du 18 septembre 1980 : coût et financement du programme de formation-réinsertion, 5 mai 1983 + 5 annexes.
- Note NGUYEN a/s financement du volet-formation de l'échange de lettres franco-algérien, 9 mai 1983.
- Note a/s formation-réinsertion, 24 mai 1983.
- Observations sur la note de la CCCE (Caisse Centrale de Coopération Economique) du 1er septembre 1983 a/s stages de formation professionnelle- extension des capacités algériennes de formation professionnelle- aide à la création d'entreprise, 15 et 16 septembre 1983.
- Echange de correspondance GILLETTE/J.P. GONON du CCCE, septembre 1983.
- Fiche II : principales questions encore en suspens, 15 septembre 1983.
- Note GILLETTE pour le Premier Ministre, 16 septembre 1983.
- Note GILLETTE pour le ministère de l'Economie et des Finances a/s financement des actions de réinsertion, 21 septembre 1983.
- Note CHOUSSAT a/s allocation-retour : insuffisance des crédits en 1983, 23 septembre 1983.
- Note EMMANUELLI a/s allocation-retour : insuffisance des crédits en 1983, 7 octobre 1983.
- Eléments statistiques sur la communauté algérienne en France, 7 octobre 1983.
- Liste de besoins en formateurs pour le centre de formation, novembre 1983.
- Note NGUYEN et réponse MASSOT a/s application de l'échange de lettres franco-algérien du 18 septembre 1980 aux conjoints de ressortissants français, novembre 1983.
- Circulaire n°83-34 du 12 décembre 1983 relative aux conséquences de l'arrivée à échéance de l'échange de lettres franco-algérien du 18 septembre 1980 sur les mécanismes d'aide à la réinsertion en Algérie.
- Note MASSOT, 19 mars + éléments de bilan réinsertion 1981-1983.
- Note DULIEGE a/s accord de coopération "habitat" franco-algérien, possibilités de formation-retour, 7 octobre 1983 + 1 f. m.s.
- Note du ministère de l'Urbanisme a/s retour d'Immigrés en Algérie à l'occasion de l'intervention des entreprises françaises, 14 novembre 1983.
- Echange de correspondance GILLETTE/Ministre des Relations Extérieures a/s Immigrés- relations avec l'Algérie, mars 1984.
- Note G. DUFOIX à P. BEREGOVOY, 10 août 1984.
- Note PITOIS a/s financement de l'aide au retour, visa en dépassement, 22 août 1984.
- Note Bernard MENASSEYRE a/s financement de l'aide à la réinsertion et de l'allocation de retour de l'accord franco-algérien, 14 septembre 1984.
- Note MASSOT a/s financement de l'aide publique à la réinsertion et l'échange de lettres franco-algérien du 18 septembre 1980, 23 octobre 1984.
- Note DUFOIX au Premier Ministre a/s financement de l'allocation retour de l'accord franco-algérien et de l'aide à la réinsertion, 10 septembre 1984 + note EMMANUELLI, 24 août + notes FILIPPI, 27 et 31 août + tableaux de l'ONI.
- Note Bernard MENASSEYRE a/s financement des aides à la réinsertion et de l'allocation de retour de l'accord franco-algérien du 18 septembre 1980 et décret du 27 avril 1984.
- Dossier de demande d'aide à la création d'une petite entreprise d'Abdallah DOUS, juin 1983.

- Dossier de l'ONI sur la situation des Algériens attendant le paiement de l'allocation-retour, 9 novembre 1984.
- Note NGUYEN a/s réponses à l'entretien accordé par FRANCOIS-PONCET à *Valeurs Actuelles* sur l'échange de lettres franco-algérien du 18 septembre 1980, 26 octobre 1983.

WE 40 Relations France-Algérie. 1983

- Note de M? a/s immigration et relations franco-algériennes : réflexions et suggestions, 18 avril 1983.
- Note Guy GEORGY, Ambassadeur en Algérie au Ministre des Relations Extérieures, 14 mai 1983.
- Note de la DPM a/s Algérie, juin 1983.
- Note GILLETTE a/s émissions de TV à l'occasion de la visite du président CHADLI, 13 juillet 1983.
- Note MASSOT a/s amorce des négociations franco-algériennes en matière d'immigration, 28 juillet 1983.
- Note a/s réception de l'AAE (Amicale des Algériens en Europe).
- Préparation du voyage du Premier Ministre en Algérie, au Conseil des Ministres du 26 juillet 1983 (3 pièces).
- Note A. GOLUB a/s estimation de la population concernée par l'action du FAS, 26 août 1983.
- Télégramme du ministère des Relations Extérieures a/s réactions de la presse algérienne aux mesures sur l'immigration du Conseil des Ministres du 31 août 1983.
- Note Guy GEORGY, Ambassadeur en Algérie au Ministre des Relations Extérieures a/s presse algérienne/émigration, 21 août 1983.

accord franco-algérien de 1968

- Accord du 31 août 1983 entre la France et l'Algérie : échange de lettres (4 pièces).
- projet DPM de réécriture de l'accord franco-algérien de 1968, 26 septembre 1983.
- Premier avenant à l'accord franco-algérien de 1968 relatif à la circulation, à l'emploi et au séjour en France des ressortissants algériens et de leur famille...
- Notes m.s. (5 p.).

Commission mixte franco-algérienne des 3 et 4 octobre 1983

- Note NGUYEN a/s incidence des décisions du Conseil des Ministres du 31 août 1983 sur la communauté algérienne en France.
- Note NGUYEN, 12 septembre 1983.
- Note COLIN de VERDIÈRE a/s immigration algérienne, 27 septembre 1983.
- P.v. de réunion interministérielle du 30 septembre 1983.
- Note du ministère des Relations Extérieures a/s immigration algérienne, 25 septembre 1983.
- P.v. de commission mixte.

Voyage du Premier Ministre à Alger (9-11 octobre 1983)

- Note GILLETTE, 26 septembre 1983.
- P.v. de réunion interministérielle du 14 septembre 1983.
- P.v. de visite de P. MAUROY.

- Message du président de la République Algérienne à Mosaïque, 3 novembre 1983.
- Note sur l'accord relatif aux obligations du service national, 11 octobre 1983.
- Note GILLETTE /s visite en France du président CHADLI, 6 décembre 1983.
- L.d. OUMEZIANE, Ministre du Travail à G. DUFOIX, novembre 1983.
- P.v. de réunion interministérielle du 8 novembre 1983 a/s situation des ressortissants algériens au regard de l'application des articles L 341-6 et R 341-2 du code du travail, 9 décembre 1983 + échange de correspondance MASSOT/NGUYEN.

- Note F. GRASSET a/s entrée en vigueur de l'accord sur la circulation des personnes avec l'Algérie, 20 décembre 1983.
- Note LE LORIER, directeur du Trésor a/s réglementation des changes, 26 septembre 1983.

Relations France-Algérie, 1984

- Note GILLETTE a/s Algérie- flux migratoire, 22 février 1984.
- Note a/s accord sur la circulation des personnes avec l'Algérie, 8 mars 1984.
- Rapport de mission de Daniel CARRIERE à Alger du 6 au 11 mai 1984 (2 pièces).
- Télégramme du ministère des Relations Extérieures a/s visite en Algérie de M. RIGOUT, 21 mai 1984.
- Note GILLETTE a/s publication des accords sur la circulation des personnes entre la France et les trois pays du Maghreb, 22 mai 1984 + décret du 18 mai 1984.
- Circulaire n°84-139 du Ministre de l'Intérieur aux commissaires de la République, au préfet de Police a/s régime d'admission et de séjour sous le couvert du diptyque des ressortissants algériens, marocains et tunisiens se rendant en France pour un séjour de moins de 3 mois, 22 mai 1984.
- Note DUFOIX au Président de la République, 24 mai 1984.
- Note François SCHEER au ministère des Relations Extérieures a/s l'Algérie renforce sa politique de limitation des naissances, 16 juin 1984 + Code algérien de la famille.
- *El Moudjahid*, 5 juillet 1984 (fête de la jeunesse et de l'Indépendance).
- Avant-projet de note et note de la DPM a/s situation des parents d'enfants français au regard de l'obtention de l'aide publique à la réinsertion, 31 août 1984.
- Note a/s relations franco-algériennes et immigration, 18 octobre 1984.
- 2 notes de la DPM a/s relations franco-algériennes en matière d'immigration, 19 octobre 1984.
- Télégramme du ministère des Relations Extérieures a/s visite à Alger du Président de la République, 23 octobre 1984.
- Dossier sur le télex du Front National des Rapatriés à l'annonce de la visite à Alger du Président de la République, 20 octobre 1984.
- Note de la DPM a/s relations franco-algériennes en matière d'immigration, 19 octobre 1984.
- Note F. GRASSET a/s relations bilatérales franco-algériennes, 11 octobre 1984.
- Note F. GRASSET a/s émigration algérienne, mosquée de Paris, 29 octobre 1984.
- Note de la DPM, 30 octobre 1984.
- Note Henri FILIPPI à DUFOURCQ a/s relations franco-algériennes en matière d'immigration, 7 novembre 1984.
- Note NGUYEN, 4 octobre 1984.
- Note G. DUFOIX au Ministre des Relations Extérieures, 16 novembre 1984.
- Note Roby BOIS a/s relations ADRI (Mosaïque FR3) et RTA, 13 novembre 1984.

Questions du titre unique de dix ans :

- Echange de correspondance NGUYEN/ Ségolène ROYAL, 22 octobre 1984.
- Echange de correspondance CHEYSSON /Taleb IBRAHIMI, Ministre des Affaires Etrangères, s.d. + note F. GRASSET a/s entretiens avec M.K. KACENE, 28 décembre 1984 + note MASSOT.
- Télégramme DUFOURQ, 4 décembre 1984.
- Propositions de modifications au projet d'avenant.
- L.d. Patrick VILLEMUR, de l'ambassade de France en Algérie à Frédéric GRASSET, de la direction de l'Afrique du Nord, 6 novembre 1984.

Enseignement en Algérie :

- Accord France/Algérie a/s coopération dans le domaine de l'enseignement à l'intention des élèves algériens en France, 1^{er} décembre 1981.
- Note F. SCHEER au Ministre des Relations Extérieures a/s instructions du président CHADLI, 30 mai 1984.
- Conclusions des 2^{ème} et 3^{ème} réunions du comité mixte relatif à la coopération dans le domaine de l'enseignement à l'intention des élèves algériens en France.

- L.d. GILLETTE a/s commission mixte sur la réinsertion, 10 juillet 1984.
- P.v. de réunion de travail à Alger les 6 et 7 mars 1984.
- L.d. NGUYEN à Christiane ACAS, maire-adjoint de Genevilliers a/s allocation d'insertion pour les jeunes ayant effectué leur service national en Algérie, 14 septembre 1984.
- Note Max ROCHE du ministère de l'Urbanisme + annexes + opérations de retour en Algérie + note NGUYEN, 14 janvier 1985.
- Note a/s réinsertion en Algérie : le cas du bâtiment, juin 1984.
- Note DULIEGE a/s emploi de travailleurs algériens émigrés en France, 26 septembre 1984.
- Projet de télex, GILLETTE-CHEVALLIER, s.d.
- Dossier des douanes sur l'exportation de voitures en Algérie, 10 avril 1984.

WE 41 Relations France-Algérie 1985

Commission mixte franco-algérienne du 11 au 13 mars

- L.d. NGUYEN à Roby BOIS, conseiller à l'ambassade d'Algérie sur l'affaire HAOUI, 11 janvier 1985.
- Note C. BREUZE a/s économie algérienne, 9 janvier.
- Note NGUYEN a/s relations franco-algériennes en matière d'immigration, 16 janvier.
- Notes Roby BOIS (4 pièces), janvier.
- Note H. de LARY, de la DPM, 5 février.
- Relevé des conclusions de la réunion interministérielle du 14 février.
- Note MASSOT a/s préparation de la commission mixte, 14 février.
- Note DULIEGE, sous-directeur de la DPM, 19 février.
- Note NGUYEN, 21 février.
- Note DULIEGE a/s projet d'accord franco-algérien sur la réinsertion, 21 février.
- Note P. MUTIN a/s p.v. de voyage en Algérie, 22 février.
- Note LEBON, de la DPM, 1^{er} mars + annexes.
- Relevé de décisions du 8 mars a/s projet d'échange de lettres franco-algérien sur la réinsertion + l.d. MATTEUDI + projet d'échange de lettres Roland DUMAS à Taleb IBRAHIMI, version du 22 février + l.d. FILIPPI, 4 mars.
- P.v. de la commission mixte du 11 au 13 mars MASSOT, directeur de la DPM au Ministre, 27 mars.
- P.v. de la commission mixte du 11 au 13 mars contresigné par les deux parties, 14 mars.
- Télégramme du ministère des Relations Extérieures, 19 mai 1985.
- Dossier a/s application de l'accord sur le dyptique avec l'Algérie, août 1985.

Dossier insertion- réinsertion :

- Note DULIEGE, 19 février 1985 + accord entre la France et l'Algérie en forme d'échange de lettres relatif à la réinsertion en Algérie des travailleurs algériens et de leur famille émigrés en France.
- Note DULIEGE a/s crédits du collectif 1984 destinés au financement des opérations "Retour-Algérie" et "Aide publique à la réinsertion", 23 janvier 1985.
- Note de la DPM a/s réinsertion Algérie, 29 janvier.
- Note de la DPM a/s scolarisation, enseignement de la langue d'origine et formation professionnelle des travailleurs algériens + les étudiants algériens boursiers.
- Note CHAUDIERES de la commission nationale pour le logement des Immigrés, au directeur de la DPM, 8 mars 1985.
- Immigration familiale : statistiques (2 pièces).
- Centres de formation professionnelle en Algérie : p.v. de réunion du 3 mai sous la présidence de LEFAS + p.v. d'entretien avec MEKIDECHE du 3 mai + p.v. de réunion interministérielle du 17 mai + 2 télégrammes du ministère de la Coopération, 3 et 11 juin + note NUCCI à G. DUFOIX, 15 avril + note Gérard

MOREAU de la DPM, 3 mai + notes sur le financement et les besoins en personnel (4 pièces).

- Note Gérard MOREAU de la DPM à Roby BOIS, 25 juin 1985.
- Note François SCHEER au Ministre des Relations Extérieures entre Michel DELEBARRE et Mohamed NABI, Ministre du Travail, 2 juillet 1985.
- P.v. de réunion interministérielle du 3 juillet a/s coopération technique avec l'Algérie: préparation des comités sectoriels de logement et transports, 4 juillet 1985 + 4 notes.
- L.d. Rodolphe PESCE à C. NUCCI, 10 juillet 1985.
- Bilan des opérations de retour/réinsertion, 10 septembre 1985 + statistiques de L'ONI.

Commission mixte franco-algérienne du 30 septembre au 3 octobre 1985

- Note Gérard MOREAU au Ministre des Relations Extérieures a/s préparation de la commission mixte franco-algérienne, 20 avril 1985.
- Entretien avec Brahim TAIBI portant préparation de la prochaine commission mixte franco-algérienne, 2 septembre 1985.
- Télégramme GARCIA à la DPM a/s commission mixte de l'accord du 27 décembre 1968, 4 septembre 1985.
- Note CHARVET, 9 septembre.
- Télégramme SCHEER à la DPM a/s commission mixte de l'accord du 27 décembre 1968, 26 septembre 1985.
- P.v. de la commission mixte franco-algérienne + premier avenant à l'accord du 27 décembre 1968 .
- Note m.s.

Avenant à l'accord du 27 décembre 1968 :

- Fiche B1+ I.d. JOXE au Ministre des Relations Extérieures, 6 novembre 1985.
- Projet d'avenant (2 pièces).
- 2 notes de la DPM du 7 et 27 septembre .
- Modifications à apporter aux art. 4 à 10 + questions en suspens à régler par la partie française + I.d. de la délégation algérienne.
- Fiche B 3 a/s problèmes liés au racisme, à la xénophobie et à la sécurité des ressortissants algériens.
- Fiche B 5 a/s le problème des anciens harkis.
- Fiches C a/s situation des ressortissants français en Algérie : C1 : groupe de travail relatif aux ventes de biens et aux transferts, C2 : recherche d'une éventuelle structure de concertation sur la circulation, l'emploi et le séjour des Français en Algérie (Accords d'Evian), C3 : situation particulière des épouses françaises de ressortissants algériens, résidant en Algérie.
- fiche D- Enfants enlevés : D1: convention d'entraide judiciaire, D2 : visite à Noël pour les enfants des 5 mères.
- Note de la DPM, 18 décembre 1985.
- 2 f. m.s.

Notes de la DPM

- Actions de formation pour l'insertion des jeunes de 16 à 26 ans.
- Action sociale et socio-éducative (4 pièces).
- Action culturelle.
- Délinquance.
- Réinsertion.
- Formation professionnelle.
- La démographie de l'Algérie.
- P.v. de la réunion interministérielle a/s préparation de la commission mixte économique franco-algérienne, 4 février 1986.

Avril-octobre 1985 + questions diverses

- Note NGUYEN a/s entretien avec MEHRI, Ambassadeur d'Algérie, 10 avril 1985.
- Plan d'action présenté par F. SCHEER, 10 juin 1985.
- P.v. de la réunion interministérielle du 18 juin 1985 a/s préparation de la visite du Premier Ministre en Algérie + note MOREAU
- Note J. WIET a/s Algérie : politique extérieure, 19 juin 1985.
- Note F. GRASSET a/s Algérie : politique intérieure, 14 juin 1985.
- Note Gilles GAUTHIER de l'ambassade de France a/s conditions de vie dans les villes algériennes, stabilité sociale et politique en Algérie, 30 juillet 1985.
- Voyage de G. DUFOIX en Algérie : 3 f. m.s. + notes m.s. a/s accords sur les régimes spéciaux et revalorisation des pensions par l'Etat français + note a/s rencontre avec Mohamed BABES, du ministère de la Protection sociale en Algérie, 24 octobre 1985 + réponse de G. DUFOIX au message de HACENE + notes a/s préparation du voyage de G. DUFOIX, 23 novembre 1985.
- Télégramme du ministère des Relations Extérieures, novembre 1985.
- Note SCHEER a/s coopération judiciaire franco-algérienne, 27 novembre 1985.
- 1 dossier a/s coopération médicale avec l'Algérie, février 1986.
- Note SCHEER a/s créances hospitalières sur l'Algérie.
- Télégramme SCHEER a/s remaniement ministériel en Algérie, 13 février 1986.

Accord sur le dyptique

- Note du Ministre de l'Intérieur au Ministre des Relations Extérieures + liste de 100 ressortissants algériens présumés en situation irrégulière.
- Note du Ministre des Relations Extérieures à l'Ambassadeur de France, 10 juillet 1985.

Sécurité de la communauté algérienne en France

- Note Roby BOIS a/s deux articles parus dans *Algérie Actualité* n°1006 (24-30 janvier 1985).
- Note DOPFFER au Ministre des Relations Extérieures, 27 mars.
- Télégramme SCHEER, 2 avril.
- L.d. Roland DUMAS à Taleb IBRAHIMI, 9 avril 1985.
- Note SCHEER au Ministre des Relations Extérieures a/s presse algérienne et la France, 18 mai.
- Télégramme du ministère des Relations Extérieures a/s procès des assassins de Habib GRIMZI, 6 février 1986.
- Note m.s. : Justice et Racisme.

Communauté française d'Algérie

- Note a/s situation des Français au regard de la législation algérienne sur le permis de travail.
- Note de l'ADFE (Associations de Français en Algérie).
- Note a/s demande de paiement en FF du salaire des enseignants étrangers.
- Note de la direction de Wilaya du travail, 18 février 1985.
- Note E. LION 23 novembre 1983.
- 2 l.d.s. BECKER a/s cimetières européens en Algérie, 1985 et 1986.

WE 42 Déplacements d'enfants issus de couples franco-algériens

- Dépliant du ministère de la Justice sur le déplacement d'enfants à l'étranger.
- Echange de lettres franco-algérien du 18 septembre 1980 relatif à la coopération et à l'entraide judiciaire.
- Echange de correspondance CHEYSSON/DUFOIX a/s visite du Président CHADLI, novembre 1983.
- Note Jean-Pierre ROZENCZVEIG a/s Association de défense des enfants enlevés, 14 novembre 1983

- P.v. de la réunion franco-algérienne tenue à Alger le 13 décembre 1983 ayant pour objet les enfants déplacés en Algérie - bilan sur les résultats de l'échange de lettres franco-algériens du 18 septembre 1980.
- Télégrammes du ministère des Relations Extérieures a/s enfants de couples séparés, accueil des mères en Algérie, 12 et 19 décembre 1984.
- P.v. de réunion interministérielle du 1er juillet 1985 a/s situation des enfants enlevés, issus de couples franco-algériens séparés.
- Dépêche AFP, septembre 1985.
- Note R. BOIS a/s enfants de couples séparés, 1er octobre 1985 + communiqué du collectif de solidarité aux mères des enfants enlevés +1 f. m.s.
- Télégramme SCHEER, 16 novembre 1985.
- Dépêche AFP, 28 décembre 1985.

Coopération judiciaire franco-algérienne

- P.v. des entretiens franco-algériens tenus à Paris les 28, 29 et 30 janvier 1985.
- Télégramme SCHEER, 12 décembre 1985.
- Note P. GARREAU, chef de service des accords de réciprocité a/s projet de convention franco-algérienne de coopération, 18 décembre 1985 + projet de convention de coopération judiciaire en matière civile, y compris en matière de droit de garde d'enfants, commerciale et administrative.
- Dépêche SCHEER a/s demande de mission temporaire à Alger, 25 janvier 1986.
- Télégramme SCHEER, 30 janvier 1986.
- Document de travail franco-algérien adressé le 17 janvier 1986 aux autorités algériennes a/s projet de convention de coopération judiciaire en matière civile et pénale.
- P.v. des entretiens franco-algériens tenus à Alger les 8,9,10,11,12 décembre 1985 sur le renforcement de la coopération judiciaire + note Roby BOIS à l'Ambassadeur + note du ministère des Relations Extérieures.
- Note de la DPM a/s enfants déplacés, 19 décembre 1985.
- Télégramme GARREAU, 26 décembre 1985.

Voyage de G. DUFOIX en Algérie

- 2 f. m.s.
- Télégrammes du Ministère des Relations Extérieures a/s visite de G. DUFOIX (3 pièces).
- Dossier constitué par l'ambassade de France en Algérie (conférences de presse, presse algérienne...).
- Argumentaire sur la nécessité de la conclusion d'un accord de coopération judiciaire en matière de droit de garde des enfants.

Opération un geste pour Noël

- L.d.s. d'accord entre les gouvernements français et algériens.
- L.d. Roland DUMAS à G. DUFOIX.
- L.d. du collectif de solidarité aux mères des enfants enlevés à F. MITTERRAND, 25 novembre 1985.
- Engagement ou soutien de personnalités religieuses, d'associations anti-racistes, de partis politiques.
- Soutien et engagement solidaire des proches des 5 mères.

MAROC

WE 43 Période antérieure

- Décret n°63-779 du 27 juillet 1963 portant publication de la convention de main-d'oeuvre entre la France et le Maroc du 1er juin 1963.
- P.v. de réunion préparatoire à la commission-mixte du 6 juin 1975.
- P.v. de réunion du comité technique de Coordination des 3 et 4 mai 1979.
- Commission mixte franco-marocaine des 28 et 29 octobre 1981 : note Thierry LE ROY à François AUTAIN + Télégramme MORIZET.
- Commission mixte des 3 et 4 juin 1982 et des 9, 10 et 11 novembre 1982 : p.v. de réunion + note GRANDJEAT, 16 novembre 1982 + projet relatif à la formation professionnelle et à la promotion du travail.

Relations France-Maroc, 1983

Déplacement du Ministre au Maroc

- Notes pour la préparation du voyage.
- Présence marocaine en France.
- Fiche a/s commission-mixte des 3 et 4 juin 1982 et des 9, 10 et 11 novembre 1982 .
- L.d. Youssef BEN ABBES, Ambassadeur à G. DUFOIX, 5 mai 1983.
- Décret n° 83-345 du 27 mai 1983 portant publication de la convention entre la République française et le Royaume du Maroc relative au statut des personnes et de la famille et à la coopération judiciaire, signé à Rabat, le 10 août 1981.
- Projet d'échange de lettres franco-marocain, 19 juillet 1983.
- Notes Jean-Michel MARLAUD a/s relations économiques franco-marocaines - situations, perspectives et priorités économiques, 1er août 1983.
- L.d. de l'ambassade du Maroc au ministère des Relations Extérieures a/s projet de licenciement de Talbot, 8 août 1983.
- Note Roger VAURS, Ambassadeur de France à Claude CHEYSSON a/s émission de FR3 sur les Immigrés, 19 octobre 1983.
- Note DULIEGE a/s relations franco-marocaines, 27 octobre 1983.
- Note COLIN de VERDIERE a/s accord franco-marocain sur la circulation, 25 octobre 1983.
- Accord en forme d'échange de lettres entre la France et le Maroc relatif à la circulation des personnes.
- Note sur l'évaluation de la situation de l'emploi, 23 décembre 1983.
- Note du CNIDF a/s mariage.

Relations France-Maroc, 1984

- Mission GILLETTE au Maroc, janvier 1984 : télégrammes VAURS, 5 et 10 janvier + programme de voyage + p.v. d'entretien à Rabat avec Abderrahim BOUABIB.
- Note de la DPM a/s avantages douaniers accordés aux travailleurs marocains rentrant définitivement dans leur pays, 6 janvier 1984.
- Note E. LION a/s Maroc : situation des travailleurs retournant au pays, au regard des soins de santé, 6 janvier 1984.
- 1 f. m.s.
- 3 télégrammes VAURS a/s situation des travailleurs marocains en France (usines de Talbot), 6 et 7 janvier 1984.
- Note Roger VAURS à Claude CHEYSSON, 10 janvier + commentaires parus dans la presse marocaine de langue française du 23 décembre 1983 au 9 janvier 1984.

- Tableaux sur la répartition par tranches d'âge des travailleurs marocains des usines de Talbot.
- L.d. du Bureau régional des amicales des travailleurs et commerçants marocains des Hauts-de-Seine et Yvelines au Ministre de la Solidarité Nationale, 25 décembre 1983.
- Déclaration de l'Association des Travailleurs marocains en France, 5 janvier 1984.
- Conférence de presse des Immigrés.
- L.d. Claude CHEYSSON à G. DUFOIX, 10 janvier 1984.
- Télégrammes VAURS et PICARD a/s mission de P.M. HENRY 18 et 19 janvier .
- Télégramme PICARD a/s réinsertion des ouvriers marocains licenciés de Talbot, 25 janvier.
- Télégramme VAURS a/s travailleurs marocains : réunion du comité technique de main-d'oeuvre, 30 janvier.
- P.v. DULIEGE de la réunion du comité technique franco-marocain de main-d'oeuvre, 7 février.
- Note JOHANET a/s création d'un consulat du Maroc à Poissy, 9 février.
- Relations franco-marocaines dans le domaine social (4 pièces) + lettre ministérielle n°270 du 23 mars 1984 relative à la modification du barème des allocations des allocations familiales transférables versées au titre de l'article 6 de la convention franco-marocaine de sécurité sociale.
- Transfert des avoirs détenus au Maroc par des ressortissants français (3 pièces).
- Télégramme VAURS a/s réinsertion des travailleurs immigrés, 1 er mars 1984.
- Télégramme VAURS a/s développement du système marocain de formation professionnelle, 11 mars.
- Télégramme VAURS a/s relations bi-latérales franco-marocaines, 3 avril.
- Note a/s l'aide à la réinsertion des travailleurs immigrés dans le contexte des relations franco-marocaines, 5 avril 1984.
- Télégramme ANGLES a/s suites des réunions à Rabat sur la réinsertion, 9 avril : aide-mémoire, 2 projets de memorandum + télégramme VAURS, 18 avril.
- Note et télégramme F. GRASSET a/s visite officielle de Karim LAMRANI, Premier Ministre du Maroc (10-11 avril 1984) + télégramme VAURS, 26 mars.
- Liste des membres du gouvernement formé le 30 novembre 1983 + 5 fiches biographiques.
- Note G. BONNAUD a/s situation intérieure marocaine, événements de janvier 1984.
- Note G. BONNAUD a/s Sahara occidental : perspectives de règlement politique et situation sur le terrain, 19 mars.
- Note GRASSET a/s relations franco-marocaines, 4 avril .
- 2 notes GILLETTE a/s réinsertion au Maroc, 13 et 22 juin 1984.
- L.d. Youssef BEN ABBES, Ambassadeur à G. DUFOIX, 3 juillet.
- Note J.M. DELARUE a/s aide à la réinsertion des travailleurs marocains, 10 juillet 1984.
- Guide pratique de l'ONI sur la réinsertion au Maroc, mai 1984.

Dossiers de presse et d'information sur le Maroc :

- Données générales, janvier 1984.
 - Politique d'immigration : Dahir du 15 novembre 1934 + extr. de p.v. de commission mixte de novembre 1982.
 - Position des autorités marocaines sur la politique du retour, janvier 1984.
 - Relations avec les autorités marocaines (convention de main-d'oeuvre et de sécurité sociale) + discours de l'Ambassadeur à l'occasion du 14 juillet 1983 + divers accords signés entre le Maroc et la France.
- Télégramme VAURS a/s politique de l'immigration, 19 novembre 1984.
 - Note DULIEGE a/s création d'une aide au rapatriement des immigrés démunis de ressources pour retourner dans leur pays d'origine, 19 novembre.
 - Note M.H. DEBART a/s création d'une aide au rapatriement, 19 novembre.
 - Echange de correspondance DUFOIX/ BEN ABBES + note H. PICARD a/s situation des ressortissants marocains totalement privés de ressources.
 - Echange de correspondance MASSOT/ NGUYEN a/s retour des travailleurs démunis de ressources, 11 janvier 1985.
 - Tract du comité français d'Amitié et de Solidarité avec le peuple marocain.
 - L.d. de l'Association des travailleurs marocains en France, 25 juin 1984.

WE 44 Relations France-Maroc. 1985Commission mixte, janvier 1985

- Réflexions du gouvernement marocain concernant la situation des travailleurs marocains, 11 janvier 1985.
- Note NGUYEN a/s entretien avec KHALES, secrétaire général du Ministre marocain de l'Emploi, 17 janvier + 2 notes MASSOT a/s réflexions du gouvernement marocain concernant la situation des travailleurs marocains.
- Note MASSOT a/s réunion de la commission mixte franco-marocaine de main-d'oeuvre, 14 janvier + p.v. de la commission mixte de novembre 1982 + texte des contre-propositions marocaines + projet d'accord franco-marocain sur le renouvellement des titres de travail des salariés, 24 avril 1984.
- Note du ministère des Relations Extérieures à PICARD a/s commission mixte, point 6 de l'ordre du jour, 15 janvier 1985.
- Aide-mémoire relatif au transfert des avoirs détenus au Maroc par des ressortissants français, 15 janvier.
- P.v. de commission mixte des 16, 17 et 18 janvier 1985 + 5 annexes.
- Note PICARD à l'Ambassadeur de France au Maroc a/s suite de la commission mixte franco-marocaine de main-d'oeuvre, 25 janvier 1985.
- Note NGUYEN a/s commission mixte franco-marocaine de main-d'oeuvre, 7 février 1985.
- Note NGUYEN a/s réinsertion des travailleurs marocains, dans leur pays : coopération éventuelle dans le domaine du logement social, 15 avril.

Commission mixte, avril 1985

- Note GRASSET a/s commission intergouvernementale permanente franco-marocaine (Paris, 15 et 16 avril 1985).
 - Note a/s entretien de G. DUFOIX avec FILALI, Ministre des Affaires Etrangères du Maroc, 15 avril.
 - P.v. de N. MAROT de la DPM de la commission intergouvernementale permanente franco-marocaine (Paris, 15 et 16 avril 1985).
 - Ex. des p.v. de la commission.
 - Note NGUYEN a/s commission mixte, 18 avril.
- Note Pierre MUTIN a/s sa mission au Maroc, 15 avril 1985.
 - Télégramme VAURS a/s visite du Premier Ministre au Maroc (27-29 avril 1985), 2 mai 1985.
 - 2 télégrammes VAURS a/s meurtres de ressortissants marocains en France, 9 et 10 avril 1985.

Formation professionnelle

- Projet de formation-réinsertion par la Caisse Centrale de Coopération Economique.
- Télégramme VAURS a/s application de la convention de main-d'oeuvre, 21 février.
- Télégramme VAURS a/s développement du système marocain de formation professionnelle, 11 mars 1985.
- Télégramme VAURS a/s projet d'accord cadre sur la réinsertion des travailleurs marocains, 15 mars.
- Note de l'Ambassadeur de France au Maroc au Ministre des Relations Extérieures a/s application de la convention franco-marocaine de main-d'oeuvre, 4 avril + projet d'"aménagement" du protocole d'accord relatif à la formation professionnelle : projet français, 1982 + projet marocain, 20 février 1985.
- 2 télégrammes du Ministère des Relations Extérieures a/s réunion du groupe d'experts franco-marocains sur la réinsertion des travailleurs marocains, 10 et 12 avril.
- P.v. N. MAROT de la commission intergouvernementale, Paris 15 et 16 avril.

- Note Gérard MOREAU, directeur de la DPM a/s relations avec le Maroc, 25 avril 1985.
- Note Gérard MOREAU a/s groupe d'experts franco-marocain, 26 avril 1985.
- P.v. du ministère des Relations Extérieures a/s formation professionnelle au Maroc, 3 mai 1985.
- 2 p.v. de la mission effectuée au Maroc du 20 au 23 mai 1985 par André LABROUSSE a/s formation-réinsertion.
- Note de la DPM a/s renégociation du protocole de formation professionnelle annexé à la commission franco-marocaine de main-d'oeuvre du 1er juin 1985 + note MOREAU, 24 juin.
- Note de la DPM a/s réunion du 14 juin sur le protocole de formation professionnelle annexé à la commission franco-marocaine de main-d'oeuvre du 1er juin 1983.
- Télégramme CUVILLIER a/s rencontre avec le Ministre de la Santé, 16 juillet 1985.
- Note MOREAU a/s réinsertion des travailleurs marocains : protection sociale, 25 juin 1985.
- Plan social RENAULT.
- Notes de la DPM pour la commission mixte franco-marocaine : insertion par l'économique - formations réalisées au titre de l'accord FAS/FNE + salariés marocains de CITROEN - nombre de marocains formé par l'AFPA - actions de formation au titre du programme national d'insertion sociale de 16 à 26 ans - scolarisation des jeunes marocains - enseignement de l'arabe marocain dans le premier degré.
- Echange de correspondance ministère de l'Education Nationale/ministère des Affaires Sociales, avril 1985.

Commission mixte, juillet 1985

- Télégramme CUVILLIER a/s circulation des personnes, 29 mai.
- Note a/s séjour clandestin des Marocains.
- 2 télégrammes PICARD, juin et juillet.
- Note G. MOREAU a/s financement des projets de réinsertion des travailleurs marocains, 28 juin 1985.
- P.v. de la réunion du groupe d'experts franco-marocain des 3 et 4 juillet 1985.
- Note a/s nouvelles associations marocaines financées par le FAS.
- Note a/s radios locales privées immigrées.
- Note a/s relations ADRI-Télévision marocaine pour l'émission Mosaïque.
- Note a/s secteur accueil -réseau national d'accueil.
- Note a/s camps de vacances au Maroc.
- Note a/s campagne Vivre ensemble.
- Statistiques de l'ONI sur la réinsertion des Marocains.
- Statistiques de l'ONI sur l'immigration des familles marocaines de 1974 à 1984.

Voyage de G. DUFOIX, juillet 1985

- L.d. G. DUFOIX à ABBADI, Ministre algérien de l'Emploi, 1er juillet 1985.
- Programme du voyage...(5 pièces).
- Télégramme CUVILLIER, 10 juillet 1985.
- 2 dépêches de presse, 9 juillet.
- 5 télégrammes de l'Association des travailleurs marocains.
- Dossiers constitués pour la visite de G. DUFOIX : 1 dossier de l'ONI + 3 fiches du ministère des Relations Extérieures : visites d'Etat et visites ministérielles depuis le 1er janvier 1980 -Sahara occidental (3 pièces) - situation intérieure du Maroc +2 fiches sur des données générales.
- Note Michel MAURICE a/s lettre du préfet du Gard au Ministre des Relations Extérieures faisant état de difficultés avec le consulat du Maroc à Montpellier, 13 août 1985.

Relations France/Maroc, novembre-décembre 1985

- Note Jean DULIEGE à Jasna ROMON a/s situation actuelle des problèmes franco-marocains relatifs à l'immigration + projet de lettre G. DUFOIX à ABBADI,

Ministre algérien de l'Emploi + réflexion sur la situation des travailleurs marocains en France.

- P.v. de réunion interministérielle du 19 novembre 1985 a/s préparation de la visite en France du roi HASSAN II du Maroc.
- Communiqué de l'Association des travailleurs marocains en France, 26 novembre 1985.
- Télégramme CUVILLIER a/s relations franco-marocaines dans le domaine social, 22 novembre.
- Télégramme GARREAU a/s relations franco-marocaines dans le domaine social, 3 décembre.
- Télégramme CUVILLIER a/s visite de FUCHS, président de l'ONI, 6 décembre.
- Télégramme GARCIA a/s accord de réciprocité sur le renouvellement des titres de séjour et d'emploi des travailleurs français et marocains, 10 décembre.
- Echange de correspondance CHARVET/ Abderrazaki EL MADI , Ambassadeur, janvier 1986.

TUNISIE

WE 45 Relations France-Tunisie, 1983

Entretien avec l'Ambassadeur de Tunisie, 5 mai 1983

- Dossier de préparation : Décret n° 63.1055 du 15 octobre 1963 portant publication de la convention de main-d'oeuvre et du protocole, relatif à la formation professionnelle des adultes entre la France et la Tunisie, signés le 9 août 1963 - P.v. résumé des conversations avec ENNACEUR, août 1982 + note sur les accords GRANDVAL, 24 août 1982 - P.v. de de la commission mixte de main-d'oeuvre, 6 décembre 1982 + protocole relatif à la formation professionnelle et à la promotion de l'emploi - Entretiens entre les ministres français et tunisiens des Affaires Sociales, janvier 1983 + note sur la coopération franco-tunisienne + 2 notes de la DPM, janvier 1983 .
- Note a/s éléments de réflexion concernant la colonie tunisienne en France, mai 1983.
- Liste des participants au déjeuner le 5 mai 1983 + c.v. de BELKHODJA et de MABROUK.
- Note, 9 juin 1983.
- Echange de correspondance G. DUFOIX/ Hedi MABROUK, juin-juillet 1983.

Septembre-décembre 1983

- 2 notes de Paul BAZIN, consul général a/s la colonie française en Tunisie, 22 août 1983 + difficultés pour obtenir la carte de commerçant et la carte de séjour, 30 octobre 1983.
- Texte du projet d'échange de lettres franco-tunisien, 9 juillet 1983 signé en septembre.
- Note m.s. MASSOT a/s commission mixte franco-tunisienne de main-d'oeuvre, 15 septembre.
- Liste des personnalités tunisiennes présentes au déjeuner du 7 septembre.
- 1 p. m.s.
- Visite de Joseph FRANCESCHI, secrétaire d'Etat chargé de la Sécurité Publique, 19 et 20 septembre : programme (2 pièces) + note GILLETTE, 23 septembre.
- Note Philippe TEXIER à GILLETTE, 16 septembre 1983.
- Note d'information a/s nouvelle liaison maritime Tunis-Livourne, 25 août 1983.
- Relevé des conclusions de la commission mixte, 6-8 octobre 1983.
- Télégramme PEROL a/s visite du Président de la République, 20 septembre 1983.
- Note Jean-Daniel LEROY a/s population et migration, 26 octobre 1983.
- Note GRASSET a/s relevé des décisions prises au cours de la visite présidentielle en Tunisie (27-29 octobre 1983), 8 décembre.

- Documents ayant fait l'objet d'un accord pendant la visite du Président de la République : protocole d'accord sur le patrimoine immobilier du 28 octobre 1983 - déclaration française sur les comptes bloqués - indications françaises sur le patrimoine immobilier - éléments pour les communications à la presse.
- Télégramme PEROL a/s création d'un comptoir de diffusion du livre maghrébin et arabe à Paris, 21 octobre 1983 + l.d.s. Mohamed BEN SMAÏL à G. DUFOIX, 13 janvier 1984.
- Article de H. MABROUK pour la *Revue politique et parlementaire* : "Bannir les passions face à la gravité du problème de l'immigration".
- Plan d'action présenté par Gilbert PEROL, Ambassadeur en Tunisie, septembre 1983.
- P.v. de réunion faisant suite au plan d'action de PEROL, 20 décembre 1983.
- Echange de correspondance DUFOIX/ MZALI, décembre 1983 + l.d. PEROL à G. DUFOIX, 18 novembre 1983.

Relations France-Tunisie, 1984

- Note MASSOT a/s p.v. de mission à Tunis, 3 février 1984 + déclaration de Damas.
- P.v. de mission effectuée en Tunisie du 8 au 10 février 1984 par Paul-Marc HENRY, chargé de mission sur les questions de réinsertion.
- Note a/s commission mixte des 16 et 17 février + p.v. de commission.
- Dossier de préparation de la visite de Madame MZALI, Ministre tunisien de la Famille, 17-19 avril 1984.
- P.v. de réunion des télévisions étrangères, 2 et 3 mai 1984.
- Memorandum des relations Tunisie/CEE dans le cadre de la mise en oeuvre d'une politique méditerranéenne de la communauté élargie, 13 juin 1984.

Mouvement de la tendance islamiste

- Extr. de presse tunisienne, juillet 1984.
- Note G. PEROL au Ministre des Relations Extérieures a/s les Islamistes après la libération des 17 responsables du Mouvement de la tendance islamique, 28 août 1984.
- 1 dossier sur l'activité du Mouvement de la tendance islamique : note du ministère des Relations Extérieures, 29 août 1984 - Dépêches DOUTRIAUX au Ministre des Relations Extérieures, 1er mars et 26 juillet 1984 - Extr. d'interview d'un membre du mouvement, juillet 1984.

Juifs tunisiens

- Note BELLITY a/s situation des Juifs de Tunisie après les événements de janvier 1984.
- Echange de correspondance SARRE/DUFOIX, janvier 1984.
- Note GILLETTE a/s accès au marché du travail des ressortissants tunisiens d'origine israélite, 10 février 1984.
- 2 télégrammes du ministère des Relations Extérieures a/s commissions mixtes, 21 septembre et 9 octobre 1984.
- Télégrammes du ministère des Relations Extérieures a/s rencontre avec M. KLIBI, 29 novembre 1984.
- Activité de la Mission (sur l'immigration) en 1984.
- P.v. P. MUTIN d'entretien avec G. PEROL, 2 décembre 1984.
- L.d.s. Claude EVIN à G. DUFOIX, 10 décembre 1984.
- Téléx de l'Union des travailleurs tunisiens à G. DUFOIX, 4 septembre 1984.

WE 46 Relations France-Tunisie, 1985

- Note NGUYEN a/s mission en Tunisie, 17 janvier 1985 + note a/s émissions sur la culture arabo-musulmane.
- Note P. MUTIN a/s mission en Tunisie, 17 janvier 1985.

- L.d. G. DUFOIX à Abdallah ABDELWAHAB, directeur de *La Presse*, 25 février 1985. + c.p.
- Relevé des conclusions de la réunion interministérielle du 14 février 1985 a/s préparation de la commission mixte.
- 1 dossier a/s rectification d'Etat civil de ressortissants tunisiens : note verbale PEROL + note GRASSET, 17 mai + n°527/SA du 20 mai + note NGUYEN, 13 février + note de la préfecture du Rhône, 1er février.
- P.v. de réunion interministérielle du 8 mars 1985 a/s préparation de la visite de M'ZALI, Premier Ministre tunisien 15 mars.
- 2 notes Jacques MARCHAL à Pierre MUTIN a/s coopération médicale, 25 juin 1985.
- Notes a/s réunions préparatoires à l'occasion du départ d'Eric ROULEAU, Ambassadeur de France, 17 juin 1985.

Voyage de G. DUFOIX en Tunisie, juillet 1985

- 1 dossier : programme et projet de programme - télégrammes.
- 1 dossier du ministère des Relations Extérieures : note Jacqueline KEBAILI a/s évolution récente de la situation intérieure en Tunisie, 23 mai 1985 + note de l'ambassade de France en Tunisie a/s économie tunisienne, 17 décembre 1984 - note Jacqueline KEBAILI a/s politique étrangère de la Tunisie, 21 mai + fiche BREUZE a/s contacts diplomatiques en vue d'un sommet maghrébin à Tunis, 1er mars 1985 - composition du gouvernement et biographies + annexes.
- 1 dossier de l'ONI : immigration tunisienne + activités de la mission + relations extérieures - Défense de la politique française d'immigration, 1984.
- 9 dossiers de la DPM :
 - . n°1 : relations franco-tunisiennes (2 fiches).
 - . n°4 : emploi et formation professionnelle (1 fiche).
 - . n°6 : action sociale et culturelle en faveur des Tunisiens en France (2 fiches).
 - . n°7 : campagne Vivre ensemble (1 fiche).
 - . n°8 : réinsertion (7 pièces).
 - . n°9 : p.v. de commission mixte, 16 et 17 février 1984.
 - . n°10 : mise en oeuvre du protocole de main-d'oeuvre, mars 1984.
 - . n°11 : situation des femmes françaises en Tunisie (5 fiches).
 - . n°12 : enfants issus de couples mixtes (2 fiches).
- Entretiens : notes + ordre du jour + communiqué (15 f. m.s.).
- Communiqué franco-tunisien.
- Interview par le journal *As Sabah*.

Août- décembre 1985

- 3 télégrammes du ministère des Relations Extérieures a/s Tunisie-Libye, 20, 22 et 23 août 1985.
- Note Servane MAURE a/s venue à Paris de deux journalistes de la Radio-Télévision tunisienne, 26 novembre 1985.
- 2 télégrammes PICARD a/s commission franco-tunisienne de main-d'oeuvre, 3 et 19 décembre 1985.

WE 47

Notes concernant le Maghreb

Titres de transport pour les Maghrébins

- Données du ministère des Relations Extérieures a/s Tunisie, Maroc, Algérie, 15 novembre 1982.
- P.v. d'entretiens avec les Ambassadeurs d'Algérie, de Tunisie, du Maroc a/s visas de séjour, novembre 1982.
- Note Claude CHEYSSON a/s titres de transports pour les Maghrébins, 10 décembre 1982.
- Note BEREGOVOY au Premier Ministre, 8 février 1983.
- Note CHEYSSON au Premier Ministre, 18 avril 1983.
- P.v. de la réunion interministérielle du 25 mars 1983 + note du secrétaire d'Etat au Premier Ministre + note m.s. NGUYEN + échange de correspondance BEREGOVOY /MAUROY, avril-juin 1983.

- Note d'information a/s nouvelle liaison Tunis-Livourne, 25 août 1983.
- Télégramme du ministère des Relations Extérieures, 16 janvier 1984.
- Note a/s accord sur la circulation des personnes avec l'Algérie, 8 mars 1984.
- Tableau a/s meilleure coopération pour éviter l'entrée en France des clandestins.
- Note GILLETTE a/s publication des accords sur la circulation des personnes entre la France et les trois pays du Maghreb, 21 mai 1984 + JO du 20 mai + projet de communiqué du 1er juin 1984.
- Circulaire n° 84-139 du 22 mai 1984 du Ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation aux commissaires de la République a/s régime d'admission et de séjour sous le couvert du diptyque des ressortissants algériens, marocains et tunisiens se rendant en France pour un séjour de moins de 3 mois.
- Note P. MUTIN a/s voyage du Ministre dans les pays du Maghreb, 17 avril 1985 + note m.s. NGUYEN.
- Tableau du flux migratoire des visiteurs temporaires du Maghreb et de l'Afrique Noire francophone, comparaison 1983-1982.

Divers

- Synthèse générale de la journée de sensibilisation aux relations Police/population maghrébine au profit des commissaires de Police, 27 novembre 1981.
- Propositions pour l'extension de l'opération de sensibilisation Police/population maghrébine dans les Bouches-du-Rhône, 19 janvier 1982.
- 2 notes COLIN de VERDIERE a/s immigration : prochaines échéances, 3 juin 1983 + les principales questions en cause + note M? a/s réactions des pays du Maghreb au débat concernant l'immigration en France, 17 juin 1983.
- P.v. de la réunion interministérielle concernant le règlement des événements d'Afrique du Nord, 14 novembre 1983.
- Note PERRAUDEAU a/s actions du FAS en direction des Marocains et des Tunisiens, 28 juin 1985.
- Echange de correspondance ministère des Relations Extérieures/ Hôpital de Saint Die a/s frais d'hospitalisation des ressortissants étrangers, mars-avril 1985.
- Note de la DPM a/s relations avec les pays du Maghreb et le Sénégal, 17 octobre 1985.
- Projet de loi de Finances pour 1988 : commerce de la France avec les pays du Maghreb.

WE 48/ 56

POLITIQUE DE COMMUNICATION ET D'INTEGRATION

WE 48 Emissions de radio et de télévision pour les travailleurs migrants

Emissions 1980-1981

- Convention entre le FAS et la Société nationale de Radiodiffusion de Radio-France, 1978.
- Rapport succinct sur les activités des émissions pour les travailleurs immigrés, s.d.
- Rapport d'Etude Emissions de Radio pour les travailleurs migrants par Research International, du 25 février au 22 mars 1980.
- L.d. de la DPM à Jacqueline BAUDRIER, présidente de Radio-France a/s financement par le FAS, 27 avril 1981.
- Note G. LE MOIGNE a/s Radio-France-Internationale + convention avec le FAS, 24 juin 1981 + note FILLILOUD, Ministre de la Communication, 3 juillet 1981 + note J. CHAZAL, directeur de la DPM a/s émissions radiophoniques en langues étrangères réalisées et diffusées par France-Internationale à l'intention de la population immigrée + note a/s association Information, culture et Immigration (ICEI) + FAS 1981, ventilation par langues.
- Présentation des activités d'Inter-Migrants, 1981.
- 1 dossier contenant le bilan des activités 1980 et 1981 des émissions de Radio-France pour les travailleurs immigrés.
- P.v. de la réunion du 8 octobre 1981 a/s émissions radiophoniques en langue italienne destinées aux ressortissants italiens résidant en France.
- 1 dossier de correspondance à la rédaction yougoslave.
- 1 dossier de correspondance à la rédaction des émissions arabes (1981-1982).

Emissions 1982

- Correspondances Michèle COTTA à François AUTAIN et à la DPM a/s devis FAS, 1982.
- Note m.s., 27 mai 1982.
- Emissions en langue italienne : p.v. de réunion avec la délégation française, 27 mai - 2 télégrammes du ministère des Relations Extérieures, 14 et 16 mai + 2 l.d.s. Bruno BRACCI, secrétaire du parti socialiste italien à F. AUTAIN et à Jean PERAUDEAU, 22 avril - p.v. de commission mixte franco-italienne pour l'audio-visuel du 27 mai 1982.
- Mesures nouvelles pour la diffusion des ondes courtes.
- Budget de Radio-France-Internationale : l.d.s. Bernard COUSIN, 27 juillet - 2 p.v. de réunion du 28 juillet par le ministère de la Communication et par la DPM a/s situation financière de Radio-France-Internationale.
- Note NGUYEN pour les travailleurs immigrés (ETI) de Radio-France-Internationale (RFI), 4 octobre 1982.
- L.d.s. Nicolas LEVKOV, secrétaire adjoint du SNJ (syndicat national des journalistes) à F. AUTAIN, 28 octobre 1982.
- Echange de correspondance Michèle COTTA de la Haute Autorité / F. AUTAIN, novembre 1982.
- L.d. s. Pierre DESGRAUPES à F. AUTAIN, 17 novembre 1982.
- L.d. F. AUTAIN au Ministre de la Communication a/s élaboration des cahiers des charges des sociétés de service public de l'audiovisuel, 25 novembre 1982.

- P.v. de réunion interministérielle a/s émissions culturelles pour les Immigrés, 8 décembre 1982.
- 1 p. de note m.s.
- 1 dossier de correspondance à la rédaction des émissions espagnoles.

Emissions 1983

- MFI (agence de presse écrite et de radiodiffusion), mesures nouvelles 1983.
- Note Jacques CHAZELLE, Ambassadeur à Claude CHEYSSON a/s émissions radiophoniques pour les Immigrés portugais en France, 6 janvier 1983.
- L.d. Georges FILLIOUD, Ministre de la Communication à F. AUTAIN, 12 janvier 1983.
- Note R. LANGE de la DPM a/s p.v. de réunion interministérielle du 15 février a/s Radio-France-Internationale - problèmes budgétaires.
- P.v. de réunion interministérielle du 15 février a/s Radio-France Internationale - problèmes budgétaires.
- Budget prévisionnel 1983 de Radio-France-Internationale + note des services financiers de Radio-France au directeur du FAS + diffusion FAS 1983.
- Note Francis BRUN-BUISSON a/s réunion du groupe de travail pour les émissions de RFI, 3 mars 1983.
- Rapport d'évaluation des émissions de Radio-France-Internationale destinées aux travailleurs immigrés, février 1983.
- Note MASSOT, directeur de la DPM a/s émissions télévisées éducatives et d'information sociale, 2 mai 1983.
- Echange de correspondance MASSOT / NGUYEN a/s avenir des émissions spécifiques pour les travailleurs immigrés, juin 1983.
- 1 p. m.s., 1er juillet 1983.
- Echange de correspondance du secrétariat d'Etat chargé des techniques et de la communication / G. DUFOIX a/s cahiers des charges, septembre 1983.
- Les émissions destinées aux travailleurs immigrés, 25 octobre 1983.
- P.v. de réunion interministérielle du 25 octobre 1983 a/s émissions radiophoniques destinées aux travailleurs immigrés, 2 novembre 1983.
- Note MASSOT à M-Noëlle de METZ a/s émissions radiophoniques destinées aux travailleurs immigrés, 16 novembre 1983.
- Dossier de presse de Radio-France-Internationale.

Emissions 1984

- P.v. de réunion du 12 avril 1984 au secrétariat d'Etat chargé des techniques et de la communication sur le financement des émissions de RFI destinées aux travailleurs immigrés + note MASSOT, 27 avril + l.d.s. FILLIOUD à G. DUFOIX, 26 avril 1984.
- L.d.s. de G. DUFOIX aux présidents des chaînes de télévision, 4 avril 1984 + 1 p. note m.s. + l.d.s. G. DUFOIX à P. LESCURE, directeur de Canal Plus, fin 1984.
- Note G. DUFOIX au Premier Ministre a/s financement des émissions de RFI destinées aux travailleurs immigrés, 11 mai 1984.
- Cahier des charges de l'Etablissement public de diffusion des sociétés nationales de radiodiffusion sonore et de télévision, de l'Institut national de la communication audiovisuelle et de la société chargée de la commercialisation des oeuvres et des documents audiovisuels.
- Echange de correspondance FOURNIER /GILLETTE a/s émission de Radio-France-Internationale, juillet 1984 + l.d. rédaction des travailleurs espagnols à J. FOURNIER, 25 juin 1984.
- Note Patrick OLIVIER du ministère de la Culture à DEPAIGNE du ministère des Relations Extérieures a/s mise en place du fonds interministériel d'aide à la production de programmes audiovisuels internationaux, 25 juillet 1984.
- P.v. de réunions de 26 et 27 juin a/s création d'un fonds d'aide à des co-productions internationales + l.d.s. MARTY, 8 août 1984.
- Note MASSOT a/s programmes radiodiffusés et télévisés destinés aux communautés immigrées, financement, 25 septembre 1984.
- L.d. FILLIOUD à J.M. BELORGEY, député, 13 novembre 1984.
- L.d. LE MOIGNE a/s prise de contact avec Canal Plus, 15 novembre + liste des participants à la réunion des télévisions étrangères des 2 et 3 mai 1984.

- Demande d'aide de SVS (Sciences sociales vidéo et société) pour le vidéogramme "La Fourchette est loin du Capitole", 7 décembre 1984.
- Note du secrétariat d'Etat chargé des Techniques et de la Communication a/s contribution du FAS à RFI, 31 décembre 1984.
- Bilan d'activité 1984 de Radio-France-Internationale (émissions pour les communautés étrangères en France), 6 mars 1985.

Emissions 1985

- Brochure RFI.
- Echange de correspondance secrétariat d'Etat chargé des Techniques et de la Communication / G. DUFOIX a/s émissions de RFI pour les Immigrés, décembre 1984-janvier 1985 + note m.s. NGUYEN à MASSOT.
- Projet d'une émission à la télévision : "portrait d'intellectuels ayant acquis la nationalité française", 5 février 1985.
- L.d. commission intersyndicale des personnels de RFI à J.Noël JEANNENEY, 15 mars 1985.
- Note de la direction générale de RFI a/s avenir des émissions de RFI, 27 mars 1985.
- Note M.Noëlle de METZ a/s Canal Plus.
- Emissions pour les Communautés étrangères en France, 20 avril 1985.
- Radios locales privées immigrées, 20 juin 1985.
- Note de la DPM a/s préparation de l'entrevue entre G. DUFOIX et J.N. JEANNENEY, 19 août 1985 + point sur les radios locales privées financées par le FAS (exercice 1984) + tableau synthétique des émissions de RFI et des contributions du FAS + préparation au financement pour 1985 des émissions de RFI.
- Projet de convention entre l'ADRI et NMI (Media Marketing International) pour une production "On s'est rencontré" + 2 projets de fiction populaire + budget + 3 notes de Daniel LEMONNIER à M.N. de METZ, mars-avril 1985.

WE 49 Mosaïque

- Résultat du sondage réalisé par l'Institut Publimètre, juillet 1979.
- Nomination d'un conseiller technique audio-visuel.
- 1 dossier : plan de redressement de l'émission : note de Télé- Europe + note m.s. , 31 août 1982 + révisions estimatives, juillet + 1 l.d. des Associations à F. AUTAIN, octobre + 1 l.d. de réalisateurs, novembre à F. AUTAIN + indices de satisfaction des émissions du dimanche matin.
- 1 dossier DELBEZ, producteur de Mosaïque : budget n°2, mars 1982+ statuts éventuels d'un organisme de production + dossier de devis de tournage par la Société française de production et de création audiovisuelle + 2 p. de notes m.s. + notes de DELBEZ.
- 1 dossier FARES a/s propositions pour Mosaïque, 1982.
- 1 dossier financement de Mosaïque : notes m.s., 27 mars 1982 et 7 juin 1982 + l.d. AUTAIN à FILLIQUOUD, 7 juillet 1982 + note de la DPM au FAS, 20 septembre 1982 + Conseil d'Administration du FAS du 25 mars 1981 + note m.s. du 13 octobre + note NGUYEN a/s coût de diffusion des émissions Mosaïque de FR3, 17 décembre 1982.
- 1 dossier sur les journalistes exclus de Mosaïque.
- 1 dossier sur les propositions de financement Mosaïque 1983 + budget et financement du FAS, 1983.
- 1 dossier émissions 1983.
- 1 dossier émissions 1984.
- Financement par le FAS, 1985.
- 1 dossier sur la réunion des représentants des télévisions étrangères, 1982-1984.

Campagne Vivre ensemble

WE 50 Sondages

- Tableaux d'indicateurs mensuels réalisés par BVA Omnipolus (1981-1985).
- Les Français et les travailleurs immigrés, janvier 1981, sondage de la SOFRES.
- L'insertion des Immigrés dans la population française, février 1984, sondage de la SOFRES.

WE 51 Réalisation d'une brochure par l'ONI. 1982 : "Vivre ensemble : les Immigrés parmi nous"

- Note F. AUTAIN au Premier Ministre a/s diffusion d'une brochure d'information sur l'immigration, 10 septembre 1982.
- Note E. CECCALDI a/s diffusion d'une brochure d'information sur l'immigration, 10 octobre 1982.
- Note F. MANCY, 3 novembre 1982.
- Convention entre l'ONI et l'agence ROUX + l.d. du ministère des Affaires Sociales à l'ONI.
- Estimation de routage de la brochure + devis + calendrier...
- Notes d'examen de la brochure + rédactions de l'introduction.
- Brochure "Vivre ensemble : les Immigrés parmi nous".

Campagne Vivre ensemble, 1983-1984

- Communiqué de la préfecture de la région d'Ile de France, 11 juillet 1983.
- UTAF (Union des travailleurs africains en France) : campagne nationale de lutte contre le racisme : projet d'activités.
- Note NGUYEN pour le Ministre des Relations Extérieures a/s marche pour l'égalité des droits et contre le racisme, 25 novembre 1983 + réponse G. DUFOIX à la question orale de VOUIILLOT.
- Note de la Cimade "Après la marche?", 12 février 1984.
- Note NGUYEN a/s mise en place d'un groupe de pilotage informel "insertion des Immigrés et lutte contre le racisme", 26 octobre 1983.
- Motion sur la campagne raciste approuvée par la réunion plénière du conseil de la communauté portugaise, 20 octobre 1983.
- Echange de correspondance J.Claude SPINETTA, chef du service d'information et de diffusion du Premier Ministre/ G. DUFOIX, octobre 1983.
- Note NGUYEN a/s débat avec l'intergroupe d'étude parlementaire contre le racisme, 28 novembre 1983.
- P.v. de réunion de groupe de travail sur le racisme tenue le 13 décembre 1983 à l'ADRI.
- Notes NGUYEN et GILLETTE a/s campagne de communication, janvier-février 1984 (6 pièces).
- Premières réflexions du secrétariat d'Etat chargé de la Famille, de la Population et des Travailleurs immigrés, 2 février 1984.
- Note GILLETTE a/s 21 mars.
- Communiqué de presse du Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP), février 1984.
- Note de la commission nationale pour le développement social des quartiers : actions en projet de la commission "PESCE" dans le cadre du groupe de travail sur le racisme, 7 février 1984.

- Demande de subvention de l'association "Sans Frontières" pour l'organisation d'une fête interculturelle, février 1984.
- Conseil d'administration du FAS a/s campagne contre le racisme, 2, 16 et 30 mars 1984.
- Canevas d'intervention du secrétaire d'Etat aux assises nationales contre le racisme, UNESCO, 18 mars 1984.
- Note NGUYEN a/s proposition d'organisation d'un forum des ethnies, 29 mars 1984.
- Notes NGUYEN a/s sondages sur les attentes et les intentions des jeunes d'origine étrangère et des étrangers, juillet 1984.
- Premier bilan de la commission "ad hoc" racisme (14 mars-4 juillet 1984).
- Copie de message de Danielle MITTERRAND, 3 mai 1984.
- Mediascopie : G. DUFOIX "Résistances" sur Antenne 2, 1er mars 1984 + Problématique de la communication gouvernementale face au phénomène de l'immigration, avril 1984 + J.M. LE PEN à "l'Heure de Vérité" sur Antenne 2, 13 février 1984 + dossier (concours financiers, devis...).
- Copie de lettre de G. DUFOIX au *Monde* adressée à 244 associations, 24 octobre 1984.
- Communiqué du collectif contre le racisme et pour l'égalité des droits, janvier 1985.

WE 52 Circulaire du Premier Ministre aux commissaires de la République de Région et de Département. 16 mars 1984.

- Circulaire du 16 mars (recenser et valoriser les expériences positives de cohabitation entre communautés).
- Réponses des commissaires de la République de Région et de Département (47 dossiers classés par ordre alphabétique).

WE 53 Bilan et relance de la campagne Vivre Ensemble (juin-novembre 1984)

- P.v. de réunion de cabinet du 16 avril 1984.
- Analyse établie par MC conseil, par département, des réponses des commissaires de la République à la circulaire 1895/SG du 16 mars 1984 de Monsieur le Premier Ministre, 7 juin 1984.
- P.v. de réunion ONI/ ministère des Affaires Sociales, 3 août 1984.
- Plan de relance par MC conseil, 21 août 1984.
- Note PERRAUDEAU, directeur du FAS à MC conseil a/s campagne nationale contre le racisme, 7 août 1984 + état au 31 juillet des décisions prises ou à prendre pour une campagne nationale contre le racisme.
- Note de Michel MARTY, de la DPM à MC conseil, 10 août 1984 + annexes.
- Note J. MASSOT, directeur de la DPM à NGUYEN a/s campagne "Vivre ensemble", 31 août 1984.
- Note NGUYEN a/s relance de la campagne "Vivre ensemble", 28 septembre 1984 + diffusion d'une lettre de relance de G. DUFOIX du 17 octobre 1984 aux préfets - ayant répondu et agi - ayant répondu et peu agi - n'ayant pas répondu.
- Fiche du ministère des Affaires Sociales a/s cohabitation et participation à la vie locale.
- Dossier MC conseil a/s campagne "vivre ensemble", réunion du 30 novembre 1984 : ordre du jour + bilan des réponses des commissaires de la République + réunions régionales des préfets + présentation d'un guide de la communication.
- Mémoire : actions menées par MC conseil de mai à décembre 1984.

Réunions régionales des préfets, décembre 1984-janvier 1985

- Note J. MASSOT, directeur de la DPM à NGUYEN a/s réunions régionales pour le développement de la campagne "Vivre ensemble", 16 novembre 1984.
- Note Guy LE MOIGNE a/s propositions d'expériences valorisantes pour les réunions régionales, 5 décembre 1984.
- P.v. de la réunion des Bouches-du-Rhône, 4 décembre 1984.

- P.v. de la réunion Rhône-Alpes, 7 décembre 1984.
- P.v. de la réunion Gironde, 10 décembre 1984.
- P.v. de la réunion Loire-Atlantique, 14 décembre 1984.
- P.v. de la réunion Moselle, 17 décembre 1984.
- P.v. de la réunion Paris, 21 décembre 1984.
- P.v. de la réunion Paris, 4 janvier 1985.

Réponses des préfectures à la lettre du ministère du 31 décembre 1984

- Fiche de situation.
- Réponses des commissaires de la République de Région et de Département (47 dossiers classés par ordre alphabétique).

Bilan de la campagne Vivre Ensemble, mars 1985

Dossier d'information "Vivre ensemble : des élans, des idées, ..., des réalités"

- Devis, budget...
- Orientations pour la rédaction d'une introduction signée par Madame le Ministre.
- Liste des 27 villes sélectionnées pour figurer dans le recueil d'expériences "vivre ensemble: des élans, des idées, ..., des réalités".
- Exploitation des résultats les plus significatifs de la campagne.
- Dossier d'information "Vivre ensemble : des élans, des idées, ..., des réalités"

Bilan de la campagne, 19 mars 1985

- Note NGUYEN au Ministre a/s commémoration du 21 mars 1985, 29 janvier 1985 + note a/s campagne contre le racisme, 16 février 1984.
- Invitation.
- Note NGUYEN au Ministre, 16 mars.
- Liste des participants (préfets et associations).

Conseil des Ministres du 20 mars 1985 : bilan de la campagne à l'occasion de la journée internationale contre le racisme

- Bilan de la campagne vivre ensemble, 15 mars 1985.
- Communication et projets de communication en Conseil des Ministres.
- Projet de communiqué officiel.

Projet de guide d'accueil des familles immigrées

- 2 notes, février 1985.

WE 54 MC conseil

- 1 dossier appel d'offre : courrier du ministère a/s lancement de la campagne + projets des agences Références, Information et Entreprise, Bellecize et associés, MC conseil + examen des réponses.
- 1 dossier marché d'Etat conclu avec MC conseil.
- 1 dossier MC conseil, 1984 et 1985 : actions, budget, factures.

Le logement des Immigrés

WE 55 Notes sur le logement des Immigrés

- Loi n°76-632 complétant la loi n°73-548 du 27 juin 1973 relative à l'hébergement collectif.
- Extr. de loi de finances n°74-1129.
- Note Jacques ISNARDI, de la CNLI (commission nationale pour le logement des Immigrés) a/s réflexions concernant la CNLI, 28 décembre 1981.
- Note Jacques ISNARDI, de la CNLI a/s observations sur la position de la direction de la construction concernant la réforme de la CNLI, 21 juin 1982.
- Note Jacques ISNARDI, de la CNLI a/s redevance des foyers neufs, 24 novembre 1982.
- Note Jacques ISNARDI, de la CNLI a/s politique du logement des Immigrés, 4 décembre 1983.
- Note du FAS a/s annexe relative aux logements-foyers, 18 août 1983.
- Mission de liaison et d'étude de proposition sur les problèmes de la résorption des cités de transit bidonvillisées - des jeunes Immigrés par François LEFORT, 26 octobre 1983.
- Circulaire du ministère des Affaires Sociales a/s logement-foyers pour travailleurs immigrés - tarification 1984.
- Note G. DUFOIX à la CNLI a/s respect des normes de sécurité dans le patrimoine SONACOTRA, 7 décembre 1983.
- Note ISNARDI à Yannick MOREAU a/s 0,1%, 14 janvier 1984.
- Circulaire n°84-02 du 23 janvier 1984 a/s mise en conformité avec les règles de sécurité des Foyers des Travailleurs Migrants : financement des travaux, notamment sur le 0,1%.
- Circulaire interministérielle. a/s procédure d'examen des actions en faveur du logement des travailleurs immigrés, applicables après la mise en place de conseils départementaux de l'habitat (CDH) en vue des agréments préalables au financement sur le 0,1%, 1984.
- P.v. de réunion du 28 février 1984 a/s relogement des Immigrés expulsés pour diverses raisons + dépêche AFP a/s nouvelles décisions du maire de Paris, 10 mai 1984.
- Note GILLETTE a/s contrôle de la Cour des Comptes : contentieux EDF/SONACOTRA, 13 mars 1984.
- L.d. André CHAUDIERES, de la CNLI au préfet du Gard a/s financement d'un équipement social en faveur des Immigrés, 13 mars 1984.
- Note Yves DAUGE a/s groupe de travail interministériel sur les agences d'urbanisme, 20 mars 1983.
- Fiche du ministère des Affaires Sociales sur le logement, s.d.
- Note André CHAUDIERES, de la CNLI, 25 mars 1985.
- L.d. s. à Paul QUILES, Ministre de l'Urbanisme, 28 avril 1985.
- Projet de nouvelle convention FAS/organismes gestionnaires de foyers : note de la société nationale de construction de logement pour les travailleurs à JANIN, directeur-adjoint du FAS + p.v. de groupe de travail logement, 17 janvier 1985 + projet du 22 novembre 1984 + note préparatoire à la réunion du 4 mars + p.v. du conseil d'administration du 7 mars 1985 + 2 projets.
- Etude de la SONACOTRA sur le bilan des relogements en pavillon de familles maghrébines provenant d'une cité de transit, rapport réalisé par BAROU et BROCHARD, février 1983.
- Etude de la SONACOTRA sur le bilan de l'expérience des foyers en hôtels rénovés du 1er arrdt de Marseille, s.d.
- Etude de la SONACOTRA sur le bilan de l'expérience de co-location partielle réalisée au foyer d'ECHIROLLES (Isère), s.d..

Résorption des cités de transit du département de Seine-Saint-Denis

- P.v. du conseil d'administration de la GECIT (gestion des cités de transit), 18 juin 1981.
- Note NGUYEN a/s utilisation de l'arrêté du 1er octobre 1968 pour accélérer la résorption des cités de transit, 27 avril 1983 + arrêté.
- Instructions du Ministre de l'Urbanisme et du Logement et du secrétaire d'Etat auprès du Ministre des Affaires Sociales au préfet a/s résorption des cités de transit à ossature métallique gérées par GECIT en Ile-de-France, 3 mai 1983.
- Circulaire interministérielle n°83-23 du 18 juillet 1983 relative à la déconcentration des décisions d'agrément des opérations concernant le logement des Immigrés faisant appel au 0,1% (fraction de la participation des entreprises à l'effort de construction réservée prioritairement au logement des Immigrés).
- Convention entre le Ministre de l'Urbanisme et du Logement et la GECIT pour la résorption d'un ensemble de cités de transit en région parisienne.
- 1 dossier sur le département de Seine-Saint-Denis.
- 1 dossier sur sur Bobigny.
- 1 dossier sur sur la ville de Saint-Denis.
- 1 dossier sur La Courneuve.
- 1 dossier sur Bagnolet.
- 3 notes a/s incendie à la cité de transit de Colombes, 1983-1984.
- L.d. du préfet a/s lettre du Mouvement ATD Quart Monde relative aux expulsions de Stains, 19 décembre 1983.

Contrats d'agglomération

- Liste des contrats d'agglomération pour 1984.
- Liste des opérations pour 1987.
- 1 broch. de la commission nationale pour le développement social des quartiers a/s les actions interministérielles pour le développement social des quartiers, bilan 1982-1987.
- 1 broch. par D. BEHAR a/s les régies de quartier, suivi-évaluation, juillet 1987.
- Catalogue des publications de la commission nationale pour le développement social des quartiers.
- Note M? a/s contrats d'agglomération, 17 mars 1988.
- Etudes de la Fondation des Villes Nouvelles sur l'évaluation de six contrats d'agglomération, Grigny - Epinay-Sénart - Choisy - Mantes-la-Jolie - Orly - Gennevilliers, mars 1988.
- Contrat d'agglomération de Marseille : 1 dossier sur la formation des personnels communaux aux réalités de l'immigration, décembre 1987 + convention-cadre de contrat d'agglomération, 10 décembre 1984 + 3 protocoles d'exécution 1985-1987 + tableau récapitulatif + animations éducatives péri-scolaires, 1985-1986.

WE 56 Associations pour les Immigrés et prises de positions des partis face aux Immigrés

Partis et syndicats

Parti Socialiste

- Proposition de loi garantissant le droit des travailleurs immigrés, présentée par des membres du groupe socialiste et apparentés, session extraordinaire de 1978-1979.
- Projet de rapport sur les Immigrés en Europe, préparé par Jean LE GARREC à l'Union des partis socialistes de la Communauté Européenne, 1979.
- Note à F. AUTAIN a/s documentation sur l'immigration et les organisations, 1981.
- Manifeste du PS, 24 janvier 1981.

- Document de travail issu des journées "collectivités locales et immigration", 8 février 1981.
- L.d. F. MITTERRAND à PIERRE-BLOCH de la Ligue internationale contre le Racisme, 9 avril 1981.
- Argumentaire pour la campagne des présidentielles.
- Note J. PERRAUDEAU, secrétaire de la commission nationale immigrée à P. MAUROY, a/s propositions 21 mai 1981.
- Interview de J. PERRAUDEAU par *Sansfrontière*, juin 1981.
- Sécurité : Bilan mai 1984, ce qui a été fait : les libertés ont été élargies + intervention de Robert BADINTER à la conférence nationale Jeunesse des 14 et 15 avril 1984 + article pour le *SID*, 20 septembre 1983 + dépêches AFP et c.p.
- Rapport sur l'immigration par J.M. LE GUEN, M.P. de la GONTRIE, B. STORAH, F. TERQUEM, décembre 1986.

Parti Communiste

- Proposition de loi tendant à garantir les droits et les libertés des travailleurs immigrés n° 554, seconde session de 1977-1978.
- proposition de loi n° 1251, s.d.
- Les habitants de l'agglomération parisienne face aux problèmes des Immigrés et aux initiatives récentes du PCF, rapport remis au *Matin*, 28 février 1981.
- Echange de correspondance DUFOIX/ LAJOINIE, député de l'Allier, février 1985.

Organisations syndicales

- Les syndicats face aux problèmes du logement des Immigrés, 16 août 1984.
- La CGT et l'aide à la réinsertion, 2 notes de 1984.
- Dossier NGUYEN pour G. DUFOIX a/s entretiens avec les organisations syndicales et patronales, août 1984.
- L.d. de la CGPME (confédération générale des petites et moyennes entreprises et du patronat) à J. MASSOT a/s composition du CNPI, 17 mai 1984.
- 1 fiche : la CGT et les problèmes de l'immigration, 1982-1984.
- 1 fiche : la CFDT et les problèmes de l'immigration, 1983-1984.
- 1 fiche : la CFTC et les problèmes de l'immigration, 1982-1984.
- 1 fiche : le CNPF et les problèmes de l'immigration, 1982-1984.

Associations d'aide aux Immigrés

- Etude de la DPM : *Migrations/Etudes 8*, 1978.
- Liste des associations d'Immigrés par nationalité, 1983.
- Note du ministère des Affaires Sociales a/s procédure d'octroi et contrôle de l'emploi des subventions aux associations, 18 juin 1984.
- Note m.s. + loi n°243 du 26 février 1942 relative au contrôle des associations, fondations et institutions privées fonctionnant dans le domaine de l'hygiène ou de l'assistance avec le concours de l'Etat ou d'autres collectivités publiques.

FASTI (Fédération des Associations de solidarité avec les travailleurs immigrés)

- Perspectives de travail de la FASTI auprès des femmes immigrées, 6 août 1982.
- Demande de subvention présentée au titre du secteur action culturelle-information-sensibilisation" pour l'exercice 1982 (15 pièces).
- Echange de correspondance FASTI/ F. AUTAIN a/s événements de la cité Gutenberg à Nanterre, décembre 1982.
- Projet de la commission Jeunes de la FASTI 1982/1983, 29 juillet 1982.
- Rencontre nationale "sur et avec les jeunes Immigrés", février 1983 (4 pièces).
- Communiqué de presse de la FASTI, 22 juin 1983.
- Conseil d'administration du FAS a/s participation au fonctionnement de la FASTI, 9 septembre 1983.
- Projet de film sur le statut juridique issu des jeunes issus de l'immigration, février 1984.
- Rencontres européennes, juin 1984 + p.v. de réunion, 16 avril.

- Dossier sur la demande de subvention de la FASTI pour la réalisation de brochures d'information sur le droit des Immigrés, 26 avril 1984.
- Note Philippe CALAVIA , chargé de mission du Premier Ministre, 10 décembre 1984.
- Note de la FASTI a/s octroi du droit de vote aux élections municipales pour les Immigrés, 12 décembre 1984.
- Budget prévisionnel 1984.
- Note de la FASTI a/s méthode d'appréciation de la surface d'un logement, 11 janvier 1985.
- Dossier subvention et budget FASTI, 1985.
- 2 notes de la FASTI a/s droit au séjour et de regroupement familial + dossier de 2 familles.
- Rencontre nationale sur les droits civiques des Immigrés, 4 décembre 1985.

CLAP (comité de liaison pour l'alphabétisation et la promotion)

- Liste des associations membres du CLAP.
- Broch. Assemblée générale , 1981.
- Broch. le CLAP, 1981.
- Broch. Assemblée générale , 1982.
- Stage animation en milieu migrant, novembre 1982.
- Revue de presse du CLAP avec le CIDIM (Centre d'information et de documentation sur le Maghreb) de Marseille, novembre 1982.
- Colloque "la société interculturelle", 22 et 23 janvier 1983.
- Le logement des Immigrés (8 pièces).
- Echange de correspondance CLAP/ G. DUFOIX a/s décret de janvier 1983 sur la réforme du FAS, avril-mai 1983.
- Note de la DPM a/s CLAP, 20 avril 1983.
- Motion d'orientation du CLAP, juin 1983.
- Echange de correspondance a/s réactions des associations de rapatriés sur le contenu des fiches pédagogiques de la CLAP, juin-août 1983.
- Note de la DPM sur la situation du CLAP, 10 juillet 1984.
- Déclaration du conseil d'administration du CLAP sur les décisions du Conseil des Ministres sur l'immigration, 27 octobre 1983.
- Motion d'orientation du CLAP, mai 1984.
- Broch. le CLAP (Alsace-Lorraine) , 1985.
- Note a/s demande de subvention, 26 décembre 1985.
- 3 notes m.s.

CIMADE (service oecuménique d'entraide) (voir aussi WE 24)

- Bilan 1981-1982 du cours de Français.
- Note DUFOIX au contrôleur financier a/s subvention à la CIMADE, 21 novembre 1983.
- Journée d'études : le temps qui espère, avril-mai 1984.
- Table ronde de la CIMADE sur le logement social, 24 janvier 1985.
- Echange de correspondance CIMADE-CFDT /ministère des Affaires Sociales a/s situation des demandeurs d'asile dont la demande a été définitivement rejetée, 18 mars 1985.
- Circulaire CIMADE, 8 octobre 1985.
- "Pessimisme et espérance", 1986.

ADATERéLi "aide aux Travailleurs Migrants , région Nord"

- Rapport d'activité, 1983.

Islam

- Notes NGUYEN sur l'Islam en France, mai-juillet 1984.
- Note M.Paule DELMAS, de la DPM sur l'Islam en France, 13 juillet 1984.
- Felice DASSETO et Albert BASTENIER : l'Islam transplante, organisations islamiques en Belgique, 1983 .
- Note du ministère des Affaires Sociales a/s étude à faire sur les associations culturelles et les lieux de culte islamique, novembre 1984.

- Echange de correspondance DUFOIX/ Pierre MUTIN a/s mission sur l'Islam, 1984-1985.
- Etude de MC conseil : première réflexion sur l'Islam, 4 septembre 1984.
- Secrétariat pour les relations avec l'Islam : projet de colloque sur l'Islam et le monde musulman, 11 septembre 1984.
- Jacques Yacoub ROTY, président de la fédération nationale des Musulmans en France : Les Musulmans de France se fédèrent et élisent leurs représentants officiels, 5 décembre 1985.
- dossier de c.p., 1984.
- Intégrisme musulman : note de M?, 28 février 1984 + note du préfet des Alpes-Maritimes à G. DUFOIX a/s activités des milieux musulmans intégristes, 20 janvier 1984 - Projet de table ronde de l'association française de Sciences Politiques a/s culture islamique et attitudes politiques dans la population musulmane, 1986 + rapport de mission Rémy LEVEAU à l'université de Californie, mai 1986 - Note NGUYEN , 29 février 1984 + proposition Jasna ROMON sur l'intégrisme musulman en France - Note NGUYEN a/s mouvements islamistes, 8 décembre 1983 - Télégramme Edmond KAISER, 17 décembre 1985.
- Déclaration d'association : Connaître l'Islam, 15 mars 1983.
- L.d. de l'association française "Islam et Occident" (AFIO) à G. DUFOIX, 30 novembre 1984.
- Note NGUYEN a/s conseil islamique en Europe, 20 novembre 1984.
- Note d'information sur la conférence islamique internationale, 26 septembre 1984.
- Projet de l'Institut du Monde Arabe : formation de jeunes à des métiers de secrétariat bilingue français-arabe, 20 février 1985.
- Fiche de renseignements du ministère de l'Intérieur sur le Front national des rapatriés français de confession islamique, 18 avril 1985.
- Note de la DPM a/s demande de subvention du centre d'information sur le grand Maghreb (CIGMA), 28 juin 1983.
- L.d. CHARVET à Alain HUBERT, conseiller de Paris a/s projet de mosquée dans le 19ème ardt, 17 décembre 1985.
- Note M? a/s mosquée de Paris,s.d.
- L.d. Mohamed Amine TEBBAL au recteur de la mosquée du 5ème ardt, 28 janvier 1985.
- Note P. MUTIN a/s groupe de travail Islam, 19 février 1985.
- Fiche de renseignements du ministère de l'Intérieur sur le secrétariat général pour les Travaileurs musulmans en Europe, 4 février 1985.

WE 57 LA NATIONALITE

WE 57 Traités

- Extr. de cours de droit international privé français de J.P. NIBOYET, 1949?
- Extr. de cours de droit de M?, s.d.
- Maurice LOISEL : les anomalies des lois sur la nationalité : doubles nationaux et apatrides.
- Etude de la DPM a/s le droit de la nationalité en France, de l'Ancien Régime à 1983, 25 septembre 1985.
- Note Jean CHAZAL relative aux naturalisations, 13 mars 1975.

Textes législatifs

- Principaux textes législatifs et réglementaires relatifs à l'acquisition de la nationalité française par décision de l'autorité publique.
- Note de la DPM (sous-direction des naturalisations) : liste des circulaires en vigueur, 15 juin 1984.
- Code de la nationalité française (loi n°74-32 du 9 janvier 1973) : circulaires d'application du 1er mars et du 11 juillet 1973.
- Circulaire n°4/74 du 12 février 1974 du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Population relative à la constitution et instruction des dossiers de naturalisation, de réintégration dans la nationalité française et d'autorisation de perdre la nationalité française.
- Circulaire 74-9 du Garde des Sceaux du 20 août 1974.
- Circulaire n°20/74 du 26 novembre 1974 relative à la réintégration dans la nationalité française d'anciens supplétifs dits harkis.
- Circulaire n°1/76 du 16 février 1976 du Ministre du Travail aux préfets relative à l'instruction des dossiers de naturalisation, de réintégration dans la nationalité française.
- Note du ministère des Relations Extérieures à la DPM a/s application de la loi n°78-731 sur l'état-civil des personnes à l'étranger et acquérant la nationalité française, 17 janvier 1985.
- Circulaire du Ministre du Travail aux préfets relative à l'état civil des personnes qui acquièrent la nationalité française, 27 juin 1980.
- Circulaire du 16 janvier 1981 du Ministre du Travail aux préfets relative à l'instruction des dossiers de naturalisation, de réintégration dans la nationalité française.
- Circulaire n°1/81 du 19 février 1981 du Ministre du Travail aux préfets relative à la procédure d'opposition à l'acquisition ou à la réintégration dans la nationalité française.
- Circulaire du 25 février 1981 du Ministre du Travail aux juges d'instance relative à l'état civil des personnes qui acquièrent la nationalité française.
- Circulaire n°82/14/D3 du 14 décembre 1982 du Garde des Sceaux et du Ministre des Affaires Sociales du 14 décembre 1982 relative à la constitution de dossiers relatifs à l'acquisition et à la perte de la nationalité française.
- Note de la DPM a/s décisions du comité interministériel du 2 août 1983, application des points 20 et 35, 18 août 1983 + note et notice d'information à l'usage des mineurs étrangers nés en France de parents étrangers + l.d. Claude BUSSIÈRE, 27 janvier 1984.
- J. MARANGE : les critères de naturalisation, avant-projet de rapport, 1983.
- Note MASSOT, directeur de la DPM a/s acquisition de la nationalité française par naturalisation, préparation de nouvelles instructions, 24 novembre 1983 + notion de

résidence en France + fiche sur l'application de l'article 84 du code de la nationalité française + note CHAZAL relative à la notion de résidence, novembre 1980.
 - Directives relatives aux naturalisations, réintégrations, pertes de nationalité française, 10 février 1984.

Proposition de loi n°1571 adoptée par le Sénat tendant à modifier et à compléter la loi n°73-42 en matière d'acquisition de la nationalité française par mariage. 9 juin 1983 :

- Note NGUYEN.
- Echange de correspondance G. DUFOIX/ Garde des Sceaux, juin-septembre 1983 + note de la DPM, 8 juin 1983.
- Proposition de loi n°1571.
- 2 notes m.s.
- P.v. de séance du 9 juin 1983 au Sénat.
- Amendements présentés par le gouvernement.
- Note MASSOT a/s proposition de loi présentée par CUTTOLI, CANTEGRIT, HABERT, CROZE et WIRTH, 21 octobre 1983.
- Note m.s., 25 janvier 1984.
- L.d. DUFOIX au Garde des Sceaux, 2 février 1984.
- Loi n° 84-341 du 7 mai 1984 modifiant et complétant la loi n°73-42 en matière d'acquisition de la nationalité française par mariage.
- Décret n°84-875 du 16 août 1984 relatif aux formalités dans l'instruction des déclarations de nationalité, des demandes de naturalisation ou de réintégration, des demandes tendant à obtenir l'autorisation de perdre la qualité de Français, ainsi qu'aux décisions de perte et de déchéance de la nationalité française.
- Proposition de loi n°1627 modifiant les conditions d'acquisition de la nationalité française à raison de la naissance et de la résidence en France, présentée par Alain MAYOUD, député, 23 juin 1985.

Réforme du code de la nationalité française

- Note NGUYEN à FILLIPPI, s.d.
- Note MASSOT à NGUYEN, 22 novembre 1984.
- Fiche technique de la DPM a/s création d'une déclaration acquisitive de la nationalité française à raison de la résidence, 19 novembre 1984 + note m.s., 3 décembre 1984.
- Fiche technique de la DPM : réduction de stage à 2 ans en vue de la naturalisation au bénéfice des réfugiés politiques, 19 novembre 1984 + note m.s. du 3 décembre 1984.
- Fiche technique de la DPM : de la modification de l'art. 52 dans le sens d'un allongement du délai de résidence en France exigé de 5 à 10 ans, 19 novembre 1984.
- Fiche technique de la DPM : de l'abrogation de l'art. 23 relatif à l'attribution de la nationalité française à l'enfant né en France d'un parent né sur un ancien territoire d'outre-mer, 19 novembre 1984.
- Fiche technique de la DPM : de la réduction de l'effet collectif aux mineurs déclarés lors de la demande acquisitive de leur auteur (art. 84), 19 novembre 1984 + instruction m.s. du 3 décembre 1984 + échange de correspondance MASSOT / NGUYEN, 1-315 février 1985
- Fiche technique de la DPM : de la suppression de la déclaration de réintégration dans la nationalité française prévue à l'art. 153, 19 novembre 1984.
- Note MASSOT au Garde des Sceaux a/s acquisition de la nationalité française par décision de l'autorité publique - application des dispositions de l'art. 64, relatives à la dispense de stage, 29 novembre 1984.
- Fiche technique de la DPM : de la modification du champ d'application du double jus soli en droit français de la nationalité, 13 février 1985 + note NGUYEN, 15 février 1985.
- Fiche technique de la DPM : des origines des art. 23 et 44 du code de la nationalité française, 6 juin 1985.

- Note P. MUTIN a/s réintégration dans la nationalité française des anciens combattants français de confession islamique, 5 mars 1985.
- Echange de correspondance NGUYEN/ ARBONA, mars 1985.
- Note Gérard MOREAU a/s situation de XUAN au regard de la nationalité française, 4 décembre 1985.
- Projet de loi modifiant le code de la nationalité française, s.d.

1986

- Note Damien ARBONA aux agents de la sous-direction des naturalisations, 28 octobre 1986 + application de l'art. 84 du code de la nationalité française + les effets du mariage sur la nationalité de la femme + la situation des personnes nées dans les colonies de l'Indochine française au regard du code de la nationalité française.
- Note Damien ARBONA aux agents de la sous-direction des naturalisations a/s terminologie des noms d'Etats et de capitales, 15 décembre 1986.
- Communiqué de l'Assemblée Nationale à la presse, 12 décembre 1986.
- Notice d'information du ministère des Affaires Sociales à l'usage des étrangers désirant acquérir la nationalité française.

Notion de résidence

- La résidence en France : condition d'acquisition de la nationalité française, 20 novembre 1986.
- Note sur la notion de résidence en France pour l'application des divers articles du code de la nationalité française, 14 août 1975.
- Jurisprudence, Cour de Cassation, 25 juin 1974.
- Note du Garde des Sceaux au Ministre du Travail, 5 février 1976.
- Note du Garde des Sceaux au Ministre du Travail, 6 août 1976.
- Note Jean REYNAUD sur la la notion de résidence en France pour l'application des articles 61, 62 et 78 du code de la nationalité française, 18 juillet 1980.
- Note CHAZAL sur la la notion de résidence en France pour l'application des articles 61,62 et 78 du code de la nationalité française, décembre 1980.
- Arrêt de la Cour de Cassation, 29 juin 1983.
- Note de la DPM sur la la notion de résidence en France pour l'application des articles 61,62 et 78 du code de la nationalité française, 24 novembre 1983.
- 2 dossiers de demande de naturalisation.
- Note Damien ARBONA, de la DPM a/s conseil des Ministres du 16 avril 1975, 14 septembre 1984 + p.v. conseil des Ministres du 16 avril 1975.
- Echange de correspondance Damien ARBONA/ NGUYEN, septembre 1984.

La sous-direction des naturalisations

- Note Jean MASSOT à GILLETTE a/s situation de la sous-direction des naturalisations, 6 décembre 1983 + note GILLETTE.
- Etude par l'Institut de management public CESMAP conseil a/s sous-direction des naturalisations, 1979-1983.
- Note de la DPM a/s principaux flux d'acquisition et de perte de la nationalité française, 28 novembre 1983.
- Note de la DPM a/s évolution quantitative des acquisitions volontaires et par effet collectif de la nationalité française de 1912 à 1984.
- Note NGUYEN à MASSOT a/s interventions "naturalisations", 12 septembre 1984 + échange de correspondance Thierry PFISTER, chargé de mission auprès du Premier Ministre/ G. DUFOIX, mars 1984.
- Note MASSOT a/s pertes constatées de dossiers à la sous-direction des naturalisations, 29 novembre 1984.
- Etude Roger MUGNIER a/s transfert à Nantes de la sous-direction des naturalisations, 26 novembre 1984.
- Echange de correspondance J.M. COUSSIROU, du ministère de l'Intérieur / FILIPPI a/s projet de transfert des compétences en matière de déclarations de nationalité, 27 décembre 1984.
- Note MASSOT a/s gestion automatisée des dossiers de naturalisations, 26 février 1985.

- Note MOREAU a/s chiffrage des dossiers stockés à la cité des archives contemporaines à Fontainebleau et dans les locaux de l'îlot Fontenoy, 10 avril 1985.
- Note de la DPM a/s acquisitions et pertes de la nationalité française, bilan 1985 et rétrospective quinquennale, 25 juin 1986.

Problèmes de nationalité entre la France et l'Algérie

- Note du Ministre du Travail aux préfets a/s constitution et instruction des dossiers de libération de l'allégeance française, 15 septembre 1980.
- Note P. GRANDJEAT aux préfets a/s demande de libération des liens d'allégeance, 17 mars 1982.
- Note F. AUTAIN au Premier Ministre a/s politique à mettre en oeuvre à l'égard des demandes de libération de leurs liens d'allégeance envers la France présentées par les jeunes bi-nationaux franco-algériens.
- Lettre circulaire n°268 du 27 juin 1983 de MASSOT relative aux demandes de perte de nationalité française formulées par des Franco-algériens.
- Note sur les nouvelles dispositions prévues en matière de perte de nationalité française pour les bi-nationaux franco-algériens, 29 juin 1983.
- Note du ministère de la Justice en vue de la préparation du voyage du Premier Ministre en Algérie (septembre 1983) et relative aux problèmes de nationalité, 30 août 1983.
- Note NGUYEN a/s relations franco-algériennes en matière d'immigration, 2 septembre 1983.
- Note du Garde des Sceaux au Ministre des Relations Extérieures a/s préparation du voyage du Premier Ministre en Algérie, 29 septembre 1983 + avant-projet de convention franco-algérienne sur la nationalité + échange de correspondance ARBONA/NGUYEN..
- Note Damien ARBONA a/s projet de convention franco-algérienne sur la nationalité, 6 octobre 1983.
- Note NGUYEN au Premier Ministre a/s projet de convention franco-algérienne sur la nationalité, 7 octobre 1983.
- Note Philippe TEXIER a/s demandes de perte de nationalité française formulées par des Franco-algériens, 22 novembre 1983.
- Note Alain GILLETTE à G. MORIN, chef de cabinet du président de l'Assemblée nationale, octobre 1983?
- Note m.s. NGUYEN, 17 décembre 1983?
- Note G. DUFOIX au directeur de la DPM a/s demandes de perte de nationalité française formulées par des bi-nationaux franco-algériens, 22 novembre 1983.
- 1 dossier sur la situation des veuves de victimes civiles des événements d'Algérie, 6 mars 1985.

Service national des bi-nationaux algériens

- P.v. de la réunion interministérielle du 22 février 1982.
- L.d.s. Raymond COURRIERE au Premier Ministre, 20 juin 1983.
- Note Claude COPIN du ministère des Relations Extérieures, 6 juillet 1983.
- Note de la DPM au Ministre des Relations Extérieures, a/s négociations franco-algériennes sur le service national des bi-nationaux algériens, s.d.
- P.v. m.s. de la réunion interministérielle du 26 juillet 1982.
- Note NGUYEN au Premier Ministre a/s projet de convention franco-algérienne sur le service national des bi-nationaux algériens, 7 octobre 1983.
- Projet d'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République démocratique et populaire algérienne relative aux obligations du service national en cas de double nationalité.
- Note Claude COPIN a/s projet d'accord franco-algérien sur le service national des bi-nationaux, 6 octobre 1983 + projet d'échange de lettres + note m.s.
- P.v. des négociations franco-algériennes relatives au service national, à Paris les 4-6 octobre 1983 + accord du 11 octobre 1983.

- P.v. de la réunion interministérielle du 14 novembre 1983 a/s accord du 11 octobre 1983.
- Note a/s accord du 11 octobre 1983.
- Note Philippe TEXIER a/s accord du 11 octobre 1983, 26 octobre 1983.
- Note m.s., 23 octobre 1983.
- Article de Georges PEYRARD, enseignant : "Le service national des Algériens nés en France" pour l'Annuaire *ARES Défense et Sécurité*, novembre 1983.
- Télégramme COPIN a/s adoption par le Parlement français de l'accord du 11 octobre 1983, 29 juin 1984.
- Décret n°84-807 du 5 décembre 1984 portant publication de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République démocratique et populaire algérienne relatif aux obligations du service national .
- Note du Ministre de la Défense a/s accord franco-algérien relatif aux obligations du service national , 31 janvier 1985 + annexes.
- Note du Ministre de la Défense a/s information des Franco-algériens sur le service national, 19 février 1985 + note ARBONA à NGUYEN, 28 février 1985.
- Note m.s. NGUYEN à MASSOT a/s information des jeunes Immigrés sur le service national, 2 mars 1985.
- P.v. de BOUKHALFA Ammar pour infraction au code du service national, juin 1985.
- Note GILLETTE sur les accords passés entre la France et des pays sur la reconnaissance réciproque du service accompli par un bi-national, s.d.
- Broch. du SIRPA : le service national, 1988.

Divers

mariages blancs

- Note NGUYEN à MASSOT a/s petites annonces de *Libération*, 1er mars 1985 + arrêt de la Cour de Cassation, 25 mars 1980 + extr. des minutes du Tribunal de Grande Instance de Paris, 13 mars 1978.
- Echange de correspondance MOREAU/ ARBONA, 17 avril 1985. + l.d. G. DUFOIX à *Impact Médecin*, 2 mai 1985.

divers

- Note DUFOIX à MASSOT a/s colloque "naturalisation", 20 décembre 1983.
- Collectif d'Etudes et de dynamisation de l'Emigration portugaise : les Portugais de France et le débat sur le code de la nationalité, janvier 1987.
- Projet de motion au CNPI (Conseil National des Populations Immigrées) du 17 octobre 1985 d'Adil JAZOULI.
- Kaléidoscope : la bataille du code : collectif n°2, été 1987.

INDEX

AGUIAR Maria-Manuela, 36
AKKA GHAZI, délégué CGT, 35
ANDRE René, 9
ANGLES Jean-Paul, 48
ARBONA Damien, 68; 69; 70
ARTHUIS Jean, 26
AUTAIN François, 7; 10; 15; 19; 55; 57; 58; 62; 69
BABES Mohamed, 45
BADINTER Robert, 63
BARBIER Michel, 29
BAROU, de la SONACOTRA, 61
BARRE Raymond, 3
BASTENIER Albert, 64
BAZIN Paul, 51
BECHE Guy, 23
BECKER Camille et Monique, 45
BEHAR D., 62
BELKHODJA Hedi, 51
BELLANGER J., 27
BELLITY, 52
BELORGEY J.M., député 27; 32
BEN ABBES Youssef, 47; 48
BEN SMAIL Mohamed, 52
BEREGOVOY Pierre, 7; 9; 31; 53
BERTRAIS Yves, 29
BIGNEBAT, inspecteur général de l'Administration, 16
BLOQUAUX Jean, 4
BOIS Roby, 42; 43; 45; 46
BONNAUD G., 48
BONNEFOUS Edouard, 31
BOUKHALFA Ammar, 70
BRACCI Bruno, 11; 55
BREUZE C., 43; 53
BROCHARD, de la SONACOTRA, 61
BROUTIN E.X., 29
BRUN-BUISSON Francis, 56
BUSSIERE Claude, 66
CACHEUX, député du Nord, 28
CALAVIA Philippe, 64
CANTEGRIT, député, 66
CARRIERE Daniel, 42
CASAMITJANA Ramon, 14
CASTOR Elie, 29
CAZANAVE Gilles, 8; 29; 31
CECCALDI Etienne, 7; 58
CELIER P., 21
CHADLI , président de la République algérienne, 41; 42; 45

CHARRIER, père, 29
 CHARVET D., 29; 30; 44; 51; 65
 CHAUDIERES André, 43; 61
 CHAZAL Jean, 4; 55; 66; 67; 68
 CHAZELLE Jacques, 37; 38; 56
 CHETCUTI , inspecteur général des Affaires Sociales, 16
 CHEVALLIER Patrice, 43
 CHEYSSON Claude, 7; 42; 45; 48; 53
 CHOUSSAT Jean, 40
 COLIN de VERDIERE H., 41; 47; 54
 COLLARD Henri, 25; 31
 COLLET François, 23
 COPIN Claude, 69; 70
 CORNU G., 26
 COTTA Michèle, 55
 COURRIERE Raymond, 69
 COURTOIS Bernard, 29
 COUSIN Bernard, 55
 COUSSERAN J.C., 28
 COUSSIROU J.M., 68
 CRESSON Edith, 19
 CROZE, député, 66
 CUTTOLI, député, 66
 CUVILLIER 50; 51
 DA SILVA Luis Gaspar, 38
 DASSETO Felice, 64
 DAVID Michel, 20
 DEBART M.H., 33; 48
 DEFFERRE Gaston, 3; 4; 8; 16; 22
 DELANOE Bertrand, 16
 DELARUE J.M., 48
 DELBEZ Maurice, 57
 DELEBARRE Michel, 7; 10; 44
 DELMAS Paule, 64
 DELORS Jacques, 31
 DELPONT A., 4
 DENIS P., 20
 DESCOURS DESACRES J., sénateur, 13
 DESGRAUPES Pierre, 55
 DIA Mamadou, 24
 DIJOURD Paul, 3
 DINTILHAC Jean-Pierre, 10; 17; 22
 DOPFFER François, 45
 DOUS Abdallah, 40
 DOUTRIAUX Yves, 52
 DOWTY Alan, 2
 DUFOIX Georgina, 2; 3; 4; 5; 8; 10; 11; 12; 13; 16; 17; 19; 20; 21; 23; 24; 25; 26; 27;
 28; 29; 30; 31; 32; 33; 36; 37; 38; 40; 42; 45; 46; 48; 49; 50; 51; 52; 53; 56; 57; 58;
 59; 61; 63; 64; 65; 67; 68; 70
 DUFOURQ, du cabinet du Ministre des Relations Extérieures, 42
 DULIEGE Jean, 3; 4; 17; 18; 21; 23; 33; 34; 38; 40; 43; 47; 48; 50

DUMAS Roland, 43; 45; 46
 EL MADI Abderrazaki, 51
 EMMANUELLI Henri, 32; 40
 ENNACEUR 51
 EVIN Claude, 52
 FABIOUS Laurent, 7
 FABRE Daniel, 7
 FALL DIOP, Madame Le Ministre du Sénégal, 36
 FARES Tewfik, 57
 FILIPPI Charles-Henri, 1; 9; 17; 27; 32; 33; 36; 40; 42; 43; 68
 FILLIOUD Georges, 55; 56
 FONTAINE Jean-Pierre, 28; 29
 FOUASSIER Simon, 17
 FOURNET Jacques, 28; 29
 FOURNIER J., 56
 FRANCESCHI Joseph, 51
 FRANCOIS-PONCET Jean, 41
 FUCHS Gérard, 51
 GALLE Bertrand de, 33
 GALLET Jean, 24
 GARCIA, du ministère des Relations Extérieures, 17; 44; 51
 GARREAU, du ministère des Relations Extérieures, 46; 51
 GASPARD Françoise, 10
 GATTAZ Yvon, 11
 GAUDILLERE Bernard, 28
 GAUTHIER Gilles, 45
 GENNESSEAU, président du Parti Démocrate Français, 13
 GEORGY Guy, 41
 GEPP, consul du Brésil, 29
 GIAMI Félix, 24
 GILLETTE Alain, 2; 4; 8; 12; 16; 20; 21; 25; 26; 28; 29; 30; 31; 32; 34; 36; 37; 40; 41;
 42; 43; 47; 48; 51; 52; 54; 56; 58; 61; 68; 69; 70
 GIRARD C, 9
 GOLUB A., 41
 GONON, du CCE, 40
 GONTRIE M.P. de la, 63
 GRANDJEAT Pierre, 7; 17; 19; 39; 47; 69
 GRANDVAL, accords, 51
 GRASSET Frédéric, 42; 45; 48; 49; 51; 53
 GRESH Henri, 31
 GRIMAUD Maurice, 18
 GRIMZI Habib, 45
 GUIDON J.P., 17
 GUTTIEREZ, délégué CGT, 35
 HABERT, député, 66
 HAJJI Kouider, 23
 HARLE René, 29
 HASSAN II, roi du Maroc 51
 HENRY Paul-Marc 35; 48; 52
 HEURLEY Pierre, 4
 IBRAHIMI Taleb, 42; 43

INIZAN José, 34
 ISNARDI Jacques, 32; 61
 JALTON Frédéric, 28
 JANETTI Maurice, sénateur 13
 JAZOULI Adil, 70
 JEANNENEY Jean-Noël, 57
 JOHANET Gilles, 4; 5; 48
 JOXE Pierre, 21; 24; 44
 KACENE M.K., 42
 KAISER Edmond, 65
 KEBAILI Jacqueline, 53
 KHALES, secrétaire général du Ministre marocain de l'Emploi, 49
 KLIBI, secrétaire général de la Ligue Arabe, 52
 LABROUSSE André, 50
 LAJOINIE André, 63
 LAMRANI Karim, 48
 LANGE R., 56
 LAROQUE Michel, 30
 LARY H. de, 43
 LAURENT Pierre, 23
 LE GARREC Jean, 62
 LE GUEN J.M., 63
 LE LORIER, directeur du Trésor, 42
 LE MOIGNE Guy, 7; 8; 9; 20; 55; 56; 59
 LE PEN Jean-Marie, 59
 LE ROY Thierry, 47
 LEBON André, 2; 43
 LEFAS Patrick, 43
 LEFORT François, 61
 LEMOINE Georges, 28
 LEMONNIER Daniel, 57
 LENOIR Louis, 28
 LEROY 20; 39; 40; 51
 LESIRE OGREL H., 4; 30
 LESTERLIN Bernard, 29
 LEVADE Maurice, 16
 LEVALLOIS Michel, 29
 LEVEAU Rémi, 65
 LEVKOV Nicolas, 55
 LHUILIER Michel, 24
 LION Elizabeth, 16; 20; 30; 31; 32; 45; 47
 LOISEL Maurice, 66
 LUCAS Michel, 20; 29; 30; 36
 LUTIER Gérard, 24
 M'ZALI, Premier Ministre tunisien, 53
 MABROUK Hedi, 51; 52
 MAILLARD D., préfet de Police, 20; 22
 MANCY F., 58
 MARANGE J., 66
 MARCHAL Jacques, 53
 MARIE Claude Valentin, 19

MARLAUD Jean-Michel, 47
MAROT N., 49
MARTY Michel, 56; 59
MASSOT Jean, 1; 2; 3; 4; 5; 8; 9; 10; 11; 12; 13; 15; 16; 17; 18; 19; 21; 22; 23; 24;
25; 26; 27; 28; 30; 31; 32; 33; 34; 35; 36; 37; 38; 40; 41; 42; 43; 48; 49; 51; 52; 56;
59; 66; 67; 68; 69
MATTEUDI Guy, 43
MAURE Servane, 53
MAURICE Michel, 50
MAUROY Pierre, 3; 4; 28; 41; 53
MAYOUD Alain, 67
MEHRI, Ambassadeur d'Algérie, 45
MEKIDECHE, conseiller à l'ambassade d'Algérie, 43
MENASSEYRE Bernard, 8; 9; 40
MERCEREAU François, 20; 29; 34
MERMAZ Louis, 27
METZ Marie-Noëlle de 14; 57
MIGNOT Gabriel, 32
MITTERRAND Danielle, 59
MITTERRAND François, 63
MORAU Denis, 16; 20; 21
MOREAU Gérard, 29; 30; 44; 45; 50; 68; 69; 70
MORIZET, du ministère des Affaires Etrangères, 47
MUGNIER Roger, 68
MUTIN Pierre, 43; 49; 52; 54; 65; 68
MZALI , Ministre tunisien de la Famille, 52
NABI Mohamed, 44
NAOURI Jean-Charles, 7; 8
NGUYEN VAN YEN Christian , 3; 4; 8; 9; 12; 13; 15; 17; 18; 20; 21; 22; 23; 24; 25;
26; 28; 29; 32; 33; 34; 35; 36; 40; 41; 42; 43; 45; 48; 49; 52; 53; 54; 55; 56; 57; 58;
59; 60; 62; 63; 64; 65; 67; 68; 69; 70
NIBOYET J.P., 66
NUCCI Christian, 5; 44
OLIVIER Patrick, 56
OUMEZIANE, Ministre du Travail, 39; 41
PASCAL M., 2
PEROL Gilbert, 51; 52; 53
PERRAUDEAU Jean, 4; 7; 54; 59; 63
PESCE Rodolphe, 44
PEYRARD Georges, 70
PFISTER Thierry, 68
PHILIP Olivier, 21
PICARD, du ministère des Relations Extérieures, 48; 49; 50; 53
PITOIS Marie-Laurence, 32; 38; 40
POSTEL-VINAY André, 18
QUILES Paul, 61
RALITE Jack, 7
RAYMOND Michel, 9
REVOLE F., 38
REYNAUD Jean, 68
RIGOUT Marcel, 42

ROBERGE Yves, 4
ROCHE Max, 43
ROMON Jasna, 5; 65
ROTY Jacques Yacoubi, 65
ROULEAU Eric, 53
ROUQUETTE R., 25; 26
ROYAL Ségolène, 22; 42
ROYANEZ J.P., 29
ROZENCZVEIG Robert, 46
SARRE Georges, 52
SCHEER François, 42; 44; 45; 46
SCHIELE Pierre, 5
SILBERZAHN Claude, 28; 29
SPINETTA Jean-Claude 58
STORAH Benjamin, 63
TAIBI Brahim, 44
TCHERIATCHOUKINE, Dr, 29
TEBBAL Mohamed Amine, 65
TERQUEM F., 63
TEXIER Philippe, 21; 25; 30; 51; 69; 70
TRIGNO CARRE G., 21
VARINE Hugues de, 37
VAURS Roger, 47; 48; 49
VEIGA PIRES 36
VIDANA J.C., 9; 19
VILLEMUR Patrick, 42
VOCHEL Lucien, 8
VOUILLLOT Hervé, 58
WIET J., 45
WIRTH, député, 66
XUAN 68
YAHIEL Michel, 9

ANNEXE

Extr. de Ministère des Affaires Sociales et de la Solidarité Nationale. Documents Affaires Sociales - 1981-1986 : une nouvelle politique de l'immigration.

PRINCIPALES DISPOSITIONS ET MESURES PRISES AU COURS DE LA LEGISLATURE 1981-1986

Plan

- | | |
|--------------------------------|--|
| I - L'entrée des étrangers | IV - L'insertion des populations immigrées |
| II - Le séjour des étrangers | V - Les réfugiés et demandeurs d'asile |
| III - Le travail des étrangers | VI - Le retour et la réinsertion des étrangers |
| VII - La nationalité française | |

MESURES ET DISPOSITIONS	TEXTES
<p><u>I - DISPOSITIONS RELATIVES A L'ENTREE DES ETRANGERS EN FRANCE</u></p> <p>Les conditions dans lesquelles un étranger est admis à entrer en France les documents qu'il doit fournir, les cas de non admission, les garanties accordées dans cette hypothèse, les conditions du maintien administratif ont été clairement fixés.</p> <p>Les ressortissants algériens, marocains et tunisiens doivent, pour des séjours de moins de trois mois, être munis d'une carte de débarquement à deux volets (diptyque).</p>	<p>Loi n° 81-973 du 29 octobre 1981 Décret n° 82-441 du 26 mai 1982 Décret n° 82-442 du 27 mai 1982 Arrêté du 10 avril 1984 Circulaire du 31 août 1982</p> <p>Décret n° 84-376 du 18 mai 1984 Circulaire du 22 mai 1984.</p>
<p><u>II - DISPOSITIONS RELATIVES AU SEJOUR DES ETRANGERS EN FRANCE</u></p> <p><u>II - 1 Les titres de séjour</u></p> <p>Le régime des autorisations de séjour a été profondément modifié. Les étrangers régulièrement établis en France, c'est-à-dire titulaires au 7 décembre 1984 d'une carte de séjour ou de travail d'une durée de validité supérieure à un an, d'une part, les conjoints et enfants mineurs d'un étranger, titulaire de la carte de résident régulièrement admis en France dans le cadre de la procédure de regroupement familial, les réfugiés, les étrangers ayant des attaches françaises, d'autre part, reçoivent, de plein droit une carte de résident, valable dix ans, renouvelable de plein droit et qui confère à son titulaire le droit d'exercer la profession de son choix.</p> <p>Cette carte de résident peut également, sous certaines conditions, être délivrée aux étrangers qui justifient d'un séjour régulier et ininterrompu de trois années en France.</p> <p>Les autres étrangers reçoivent s'ils remplissent les conditions requises une carte de séjour temporaire, valable au maximum un an, renouvelable et portant, selon le cas, une des mentions suivantes : "visiteur", "étudiant", "membre de famille", "salarié" ou la mention de l'activité autorisée (commerçant, artisan, exploitant agricole).</p> <p>La mention "salarié" apposée sur la carte de séjour temporaire matérialise l'autorisation de travail requise pour exercer une activité salariée.</p>	<p>Loi n° 84-622 du 17 juillet 1984 Décret n° 84-1078 du 4 décembre 1984 Décret n° 84-1079 du 4 décembre 1984 Décret n° 84-1178 du 26 décembre 1984 Circulaire du 31 décembre 1984 Circulaire du 1er août 1985</p>
<p><u>II - 2 L'immigration familiale</u></p> <p>Aux motifs pour lesquels l'entrée et le séjour des membres de famille des étrangers régulièrement installés en France pouvaient être refusés, s'ajoute un autre motif tenant à l'obligation de subir la visite médicale avant l'entrée en France. Ainsi l'immigration familiale, est subordonnée à une autorisation préalable à l'arrivée en France des membres de la famille afin que soient vérifiées notamment les conditions de logement et de ressources.</p>	<p>Décret n° 84-1080 du 4 décembre 1984 Circulaire du 4 janvier 1985.</p>

II - 3 Les demandeurs d'asile

Des dispositions ont été prises afin d'éviter l'utilisation abusive de la demande d'asile sans nuire à ceux des étrangers qui peuvent valablement revendiquer la qualité de réfugié (on se reportera également au point V).

II - 4 L'expulsion

L'expulsion ne peut être prononcée par le Ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation à l'encontre d'un étranger qu'en cas de menace grave pour l'ordre public, sur avis conforme d'une commission et à l'issue d'une procédure préservant les droits de l'étranger.

Certaines catégories d'étrangers, dont les mineurs de dix-huit ans, ne peuvent être expulsées.

A titre dérogatoire, en cas de nécessité impérieuse pour la sûreté de l'Etat ou pour la sécurité publique, le Ministre de l'Intérieur peut prononcer l'expulsion sans comparution de l'étranger devant une commission.

II - 5 Les sanctions de l'entrée et du séjour irréguliers

Les sanctions de l'entrée et du séjour irréguliers résultent de décisions judiciaires et non plus administratives. Les sanctions prévues sont l'amende, l'emprisonnement, la reconduite à la frontière, l'interdiction du territoire.

La reconduite à la frontière ne peut être prononcée à l'encontre de certaines catégories d'étrangers.

III - DISPOSITIONS RELATIVES AU TRAVAIL DES ETRANGERS EN FRANCE

III - 1 Les autorisations de travail

L'autorisation d'exercer la profession, notamment salariée de son choix est accordée sans formalité aux titulaires de la carte de résident délivrée de plein droit d'une part aux étrangers régulièrement établis en France au 7 décembre 1984, d'autre part aux conjoints et enfants mineurs d'un étranger titulaire de la carte de résident admis en France dans le cadre de la procédure de regroupement familial, aux réfugiés et aux étrangers ayant des attaches françaises.

L'autorisation de travail matérialisée par la mention "salarié" apposée sur la carte de séjour temporaire n'est accordée que si la situation de l'emploi le permet. Sa durée est d'un an, son renouvellement subordonné aux mêmes conditions que sa délivrance. L'accès à la carte de résident pour ceux qui justifient de trois années de séjour régulier et ininterrompu dépend également de la situation de l'emploi.

Ces dispositions traduisent la politique adoptée : favoriser l'insertion des étrangers régulièrement établis en France et auxquels cet établissement est nécessairement accordé, limiter strictement l'accès de nouveaux étrangers au marché de l'emploi.

III - 2 Les travailleurs saisonniers

L'introduction de travailleurs saisonniers étrangers est soumise aux limites suivantes :

- la durée du contrat est, sauf exception dûment justifiée, ramenée de huit à six mois ;
- la période pendant laquelle un même employeur peut avoir recours à des travailleurs saisonniers étrangers est, sauf exception dûment justifiée, limitée à six mois sur douze consécutifs.

III - 3 La redevance et la contribution forfaitaire

Les redevances versées par les employeurs à l'Office national d'immigration pour le recrutement d'étrangers non autorisés à travailler en France ainsi que la contribution forfaitaire due en cas de recrutement de travailleur permanent ont été substantiellement revalorisées.

Circulaire du 17 mai 1985
Circulaire du 13 juin 1985

Loi n° 81-973 du 29 octobre 1981
Loi n° 84-622 du 17 juillet 1984
Décret n° 82-440 du 26 mai 1982
Circulaire du 31 août 1982
Circulaire du 31 décembre 1984

Loi n° 81-973 du 29 octobre 1981
Loi n° 83-466 du 10 juin 1983
Loi n° 85-10 du 3 janvier 1985
Circulaire du 31 août 1982
Circulaire du 5 septembre 1983
Circulaire du 2 novembre 1983

Loi n° 84-622 du 17 juillet 1984
Décret n° 84-1079 du 4 décembre 1984
Arrêté du 14 décembre 1984
Circulaire du 21 décembre 1984

Décret n° 84-169 du 8 mars 1984
Arrêté du 5 juin 1984
Circulaire du 13 avril 1984
Circulaire du 17 juillet 1984

Décret n° 84-126 du 21 février
Décret n° 85-365 du 21 mars 1985
Arrêtés des 2, 14, 23, 29 février 1984
Arrêtés du 15 mars 1985

III - 4 Lutte contre l'emploi irrégulier de travailleurs étrangers

Un dispositif cohérent a été mis en place en vue de lutter contre l'emploi irrégulier de travailleurs étrangers :

- aggravation des peines (emprisonnement et/ou amende) applicables aux employeurs qui font appel à une main-d'oeuvre en situation irrégulière ainsi que la correctionnalisation des sanctions du travail clandestin ;
- protection des droits des travailleurs employés illégalement en matière de salaire, d'horaires, de congés, de sécurité et d'indemnité de licenciement ;
- quadruplement de la contribution spéciale due par l'employeur de travailleurs étrangers en situation irrégulière ;
- augmentation des effectifs des services de contrôle et de coordination affectés à cette tâche ;
- instruction aux Procureurs de la République de faire rechercher activement et de réprimer les infractions commises dans ce domaine ;
- création de Comités départementaux de coordination pour la lutte contre les trafics de main d'oeuvre, dans 23 départements prioritaires avec extension en cours à l'ensemble des départements, et aux faits de travail clandestin et emploi non déclaré.

IV - MESURES DESTINEES A FAVORISER L'INSERTION DES POPULATIONS IMMIGREES

IV - 1 Statut des étrangers

. Droit d'association

Abrogation du titre IV de la loi de 1901 (décret loi du 12 avril 1939) relative aux associations et établissement d'une égalité absolue en la matière entre Français et Etrangers.

. Droits civils

Abrogation de l'article 13 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 qui subordonnait à une autorisation préalable, le mariage des étrangers titulaires d'une carte de séjour de résident temporaire.

IV - 2 Réforme des structures et des procédures

. FAS

- renforcement de l'autonomie de l'établissement ;
- démocratisation de son Conseil d'Administration ;
- déconcentration par la création de 10 Commissions Régionales pour l'Insertion des Populations Immigrées ;
- nomination de chargés de mission régionaux.

Mise en oeuvre de programmes régionaux pour l'insertion des populations immigrées.

. ADRI

L'ancienne association "Information - Culture et Immigration" (ICEI) a été transformée en une Agence de Développement des Relations Interculturelles (ADRI) dont les missions prioritaires sont :

- proposition et mise en oeuvre d'une politique de l'audiovisuel (notamment à travers l'émission de télévision "Mosaïque"),
- élaboration d'un plan d'action de sensibilisation et d'aide aux collectivités locales,
- recueil et diffusion d'informations sur les problèmes migratoires.

. CNPI

Remplacement de la Commission Nationale de la main d'oeuvre étrangère par le Conseil National des populations immigrées. La réforme ainsi réalisée a eu pour objectifs essentiels d'élargir les missions de cette instance de concertation -dorénavant placée auprès du Ministre chargé des Immigrés- à l'ensemble des problèmes de l'immigration, et d'assurer la représentation majoritaire des populations immigrées.

Loi n° 81-941 du 17 octobre 1981
Loi n° 85-772 du 25 juillet 1985
Circulaire du 12 mars 1982
Circulaire du 30 septembre 1983
Circulaire du 1er décembre 1983

Décret n° 84-160 du 5 mars 1984

Circulaire Justice du 15 mars 1984

Circulaire du 21 novembre 1983

Loi du 9 octobre 1981

Loi du 29 octobre 1981

Décret n° 83-28 du 18 janvier 1983
Circulaire n° 83-28 du 2 juin 1983

Circulaire n° 292 du 26 novembre 1984

Statut du 23 juillet 1982
Convention avec l'Etat du
17 octobre 1984

Décret n° 86-640 du 17 juillet 1984

Contrats d'agglomération

Les contrats d'agglomération et les programmes locaux de développement social permettent :

- de concentrer sur des secteurs prioritaires des moyens financiers supplémentaires,
- de responsabiliser dans l'élaboration des programmes les collectivités locales, puisque ce sont elles qui proposent les différentes actions qu'elles estiment prioritaires pour améliorer la situation des populations immigrées, ainsi que les financements envisagés,
- d'associer les différents partenaires concernés par les contrats, notamment les immigrés et les associations, au sein de structures de concertation qui peuvent prendre la forme d'un Office de Migrants.

Circulaire du 17 juin 1983

Insertion de la politique des contrats d'agglomération dans les contrats de plan Etat-Régions au titre du développement social des quartiers.

Circulaire du 5 avril 1984

IV - 3 Formation-éducation

. Formation

- financements complémentaires à des formations de droit commun, en raison des surcoûts résultant de la présence de stagiaires étrangers ; aménagement des dispositions de droit commun aux problèmes spécifiques de formation des jeunes immigrés ; possibilités de conventions cadres FAS-Etat-Régions-Entreprises devant concourir à une meilleure insertion des immigrés adultes dans les actions de formation de droit commun.
- conventions cadres FAS-Etat-Régions pour la formation professionnelle des Travailleurs immigrés :

Région Provence-Alpes-Côte d'Azur
Région Nord-Pas-de-Calais

Date de signature 1985
Date de signature 1986

- création dans cinq académies de 100 bibliothèques, centres de documentation (BCD) ou CDI (Centre de Documentation et d'Information) dans les écoles du premier degré et les collèges afin d'améliorer la connaissance qu'ont les enfants des civilisations du monde entier.

Circulaire du 13 mars 1985 du
Ministère des Affaires Sociales et
de la Solidarité Nationale

NB

Les modalités d'inscription des élèves étrangers dans l'enseignement du premier et du second degrés ont été précisées en 1984 par le Ministère de l'Education Nationale.

Circulaire n° 84-246 du 16 juillet
1984 du Ministère de l'Education
Nationale

IV - 4 Actions visant à favoriser une meilleure compréhension et cohabitation entre communautés

- diffusion à 1 million d'exemplaires de la brochure "Vivre ensemble, les Immigrés parmi vous".
- organisation de la campagne "Vivre ensemble" pour recenser et revaloriser les expériences positives de cohabitation entre les différentes communautés.

Circulaire du Premier Ministre
du 16 mars 1984

IV - 5 Accueil des Immigrés

Compte tenu des changements structurels dans la composition de la population étrangère et des modifications des besoins en matière d'information, il est apparu nécessaire -après concertation avec les partenaires sociaux- de redéfinir les missions du Réseau national d'accueil (créé en mai 1973) afin de mettre en oeuvre les évolutions nécessaires.

Circulaire du 29 janvier 1986

IV - 6 Information

Enfin, un effort important d'information a été réalisé tant en direction de la population nationale que des communautés immigrées. Cet effort

s'est concrétisé par l'élaboration de divers documents et brochures publiés à ce jour ou en cours de publication :

- dossier "Communautés immigrées : vos partenaires"
- brochure "1981-1985 : une nouvelle politique de l'immigration"
- ONI classeur
- dossier du Centre Inffo sur la formation des immigrés
- guide école quartier ; guide d'accueil des familles
- guide d'information pour les jeunes
- dépliant titre unique
- notices d'information sur l'acquisition de la nationalité française par naturalisation et à la suite d'un mariage

Par ailleurs, une information sur les modalités d'acquisition de la nationalité française aux titres des articles 44 et 52-CNF a été diffusée à destination des jeunes étrangers nés en France de parents étrangers.

V - MESURES RELATIVES A L'INSERTION DES REFUGIES ET DEMANDEURS D'ASILE

V - 1 Sur le plan structurel

Création, auprès du Premier Ministre, d'une Délégation Interministérielle aux Réfugiés afin de veiller à la cohérence de l'ensemble des actions menées par les administrations qualifiées à l'égard des réfugiés au plan de l'accueil et à celui de l'insertion.

V - 2 Réforme des procédures

Clarification des pratiques administratives à l'égard des solliciteurs d'asile et des réfugiés par mise en application de nouvelles règles d'admission au séjour et au travail des intéressés.

V - 3 Ajustement des prestations

Nouvelles conditions d'octroi de l'allocation d'insertion versée par les ASSEDIC aux demandeurs d'asile inscrits comme demandeurs d'emploi.

Définition de nouveaux critères d'admission dans les centres d'accueil.

VI - MESURES RELATIVES AU RETOUR ET A LA REINSERTION DES TRAVAILLEURS ETRANGERS DANS LEUR PAYS D'ORIGINE

VI - 1 La suppression de l'aide au retour

Il a été mis fin, en novembre 1981 au dispositif d'aide au retour institué en 1977 et maintenu en vigueur après son annulation par le Conseil d'Etat en 1978.

VI - 2 La réorientation de l'échange de lettres franco-algérien du 18 septembre 1980

Cet accord conclu pour une période de 3 ans et 3 mois prévoyait la mise en oeuvre de diverses mesures d'encouragement au retour dans leur pays d'origine des travailleurs algériens ayant émigré en France (allocation retour, coopération en matière de formation professionnelle, aide à la création d'entreprises, dossier-retour).

Sa mise en oeuvre était à peine amorcée quand la partie française, en juillet 1981, a fait part à son homologue de l'abandon, du côté français, d'un objectif chiffré de retours annuels d'actifs et affirmé la primauté qui devait être donnée au qualitatif sur le quantitatif dans les mécanismes d'application de l'accord.

Cet accord est venu à échéance le 31 décembre 1983. La partie algérienne n'a pas donné suite aux propositions françaises de négociation de nouvelles dispositions conventionnelles en la matière.

Date de parution

Août 1984

Juin 1985 (et mise à jour en mars 1986)
Janvier 1986

Février 1986

Février 1986

Février 1986

Février 1986

Mars 1986

Circulaire n° 85-173 du 10 juillet 1985

Décret du 14 avril 1983

Circulaire du Premier Ministre du 18 mai 1985

Décret n° 84-216 du 29 mars 1984 (nouvel article R 351-10 du code du travail).

Convention entre l'Etat et France Terre d'Asile du 18 février 1985

Circulaire du 25 novembre 1981
Circulaire du 27 décembre 1982

Circulaire du 3 mars 1982

Circulaire du 12 décembre 1983
Circulaire du 14 décembre 1984

VI - 3 L'instauration de nouvelles mesures d'aide à la réinsertion

Les principes généraux de la nouvelle politique de réinsertion ont été énoncés à l'occasion de la réunion du Conseil des ministres du 31 août 1983 : respect du volontariat individuel, concertation avec les pays d'origine et souci de coopération et de développement dans l'esprit du dialogue Nord-Sud.

Parallèlement à l'accomplissement de missions de caractère exploratoire confiées à deux personnalités et à la poursuite d'opérations spécifiques de formation-retour, un dispositif d'aide à la réinsertion a été mis en place, en 1984, en étroite concertation avec les partenaires sociaux :

• champ d'application matériel

a) L'aide publique à la réinsertion

- prise en charge des frais de voyage retour ;
- indemnité de déménagement ;
- aide au projet de réinsertion (pour l'acquisition de biens d'équipement et de connaissances professionnelles).

Cette aide s'ajoute aux mesures prises par le dernier employeur.

b) Les mesures prises par le dernier employeur

Le contenu de ces mesures fait l'objet d'une convention entre l'entreprise concernée et l'Etat ou l'Office national d'immigration.

c) L'aide conventionnelle à la réinsertion

Cette aide du régime d'assurance chômage est servie aux seuls bénéficiaires de l'aide publique à la réinsertion. Elle est égale au versement en une seule fois des 2/3 des droits aux allocations de chômage restant à courir au profit de l'étranger concerné.

• Champ d'application personnel

Le bénéficiaire de l'aide publique et, partant, de l'aide conventionnelle doit :

- être involontairement privé d'emploi depuis moins de 6 mois à la date de sa demande par un employeur ayant conclu la convention mentionnée ci-dessus ;
- ne pas pouvoir prétendre à la délivrance de plein droit d'une autorisation de travail en raison de sa situation personnelle ;
- ne pas pouvoir prétendre à nouveau à la délivrance d'un titre de séjour au titre du regroupement familial ;
- avoir exercé en France une activité professionnelle salariée à caractère permanent en vertu d'un titre de travail en cours de validité et non en raison d'un régime de libre circulation ou d'assimilation au national ;
- être l'auteur d'un projet de réinsertion professionnelle agréé par l'Office national d'immigration ;
- restituer ses titres de séjour et de travail avant son départ. Il perd les droits attachés précédemment à ces titres.

Décret n° 84-310 du 27 avril 1984
Arrêté du 27 avril 1984 modifié
par arrêté du 13 décembre 1985
Circulaire du 2 juillet 1984
modifiée par circulaires des
1er octobre 1984 et 21 février 1985

Article L 351-15 du Code du
travail (ordonnance n° 84-198 du
21 mars 1984)
Convention et règlement annexe
(UNEDIC) du 14 mai 1984
Arrêté du 26 juin 1984 (Ministère
du travail, de l'emploi et de la
formation professionnelle)

Décret n° 84-310 du 27 avril 1984

Art. 6 de la loi n° 84-622 du
17 juillet 1984.
Décret n° 84-795 du 24 août 1984
Circulaire du 7 septembre 1984

VII - DISPOSITIONS RELATIVES A LA NATIONALITE

La personne qui a acquis la nationalité française jouit de tous les droits et est tenue à toutes les obligations attachées à la qualité de français à dater du jour de cette acquisition. Ainsi sont supprimées les incapacités frappant les personnes acquérant la nationalité française.

La possibilité d'acquérir la nationalité française par déclaration souscrite à raison du mariage est offerte :

- aux étrangers ou apatrides épousant un (e) français (e) après 6 mois de mariage, à condition qu'à la date de la déclaration la communauté de vie n'ait pas cessé entre les époux et que le conjoint français ait conservé sa nationalité ;
- aux étrangers ou apatrides mariés avec un conjoint français avant le 12 janvier 1973, si les conditions ci-dessus sont remplies.

Loi n° 83-1046 du 8 décembre 1983

Loi n° 84-341 du 7 mai 1984
Décret n° 84-785 du 16 août 1984
modifiant le décret n° 73-643 du
10 juillet 1973